

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

GROUPES MINORITAIRES ET LÉGITIMITÉ ÉTATIQUE AU MYANMAR :  
PERSPECTIVE SOCIOHISTORIQUE SUR LES ORIGINES DES CONFLITS IN-  
TERETHNIQUES POST-INDÉPENDANCE

MÉMOIRE DE MAÎTRISE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR  
ALEXIS-NICOLAS BRABANT

JANVIER 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout spécialement, mon directeur de recherche, Frédéric-Guillaume Dufour, qui m'a appuyé depuis le début de mon parcours académique à l'UQAM. Le cercle de lecture sur la sociohistorique et particulièrement les sessions sur la formation des États m'ont grandement orienté dans la suite de mes recherches! Aussi, je tiens à le remercier pour tout le temps qu'il m'a consacré pendant mon parcours.

Je remercie également mes frères et ma sœur pour tous les petits moments drôles sur *hangout* tout au long du processus de rédaction de ce mémoire. Un petit clin d'œil particulier à la blague des deux éléphants dans une baignoire!

Aussi, je tiens à remercier mes ami-e-s, particulièrement Caroline pour toutes ses bonnes idées – et ses conseils en matière de *research design*!

Je tiens également à remercier la faculté des sciences humaines de l'UQAM pour la bourse qu'elle m'a offert à mon entrée à la maîtrise en sociologie.

Plus spécifiquement, je veux remercier la bibliothèque universitaire de McGill qui avait les livres dont j'avais besoin pour poursuivre cette recherche en sociologie historique.

Finalement, le gros de mes remerciements est dédié à Marilou, sans qui ce mémoire de recherche aurait, sans doute, pris une éternité à compléter! Ses commentaires et lectures attentives ainsi que toutes les discussions sur les tenants et aboutissants de ce long processus, ont tous été grandement apprécié! Cet été passé à l'intérieur loin du soleil, aurait été bien plus difficile sans toi!

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.0 : Groupe minoritaire Karen.....p.107.

## LISTE DES ACRONYMES

**AFPL - Anti-Fascist People Freedom League**

**BPA – Burma Patriotic Army**

**BPF – Burmese Patriotic Force**

**DKBA – Democratic Karen Buddhist Army**

**KNA – Karen National Association**

**KNDO – Karen National Democratic Organization**

**KNLA – Karen National Liberation Army**

**KNU – Karen National Union**

**SLORC - State Law and Order Restoration Council**

**YMBA – Young Men Buddhist Association**

## RÉSUMÉ

La présente recherche est guidée par la question suivante : pourquoi des violences ethnonationalistes perdurent-elles au Myanmar depuis l'indépendance et malgré les nombreuses tentatives de réconciliation? La littérature qui se penche sur les conflits opposants les Birmans aux différentes minorités ethniques du Myanmar, interprète généralement ces antagonismes à l'aune de la division entre majorité et minorités, ainsi qu'en tant que conséquence directe de la catégorisation coloniale britannique. Or, s'il est clair que les Britanniques ont joué un rôle majeur dans ces dynamiques de polarisation interethnique, le présent mémoire pose l'hypothèse que des tensions significatives existaient avant même l'arrivée des européens. Cet argument est soutenu par l'emploi d'une méthodologie faisant intervenir les « points de tournants critiques » et reconstruisant la chaîne d'explication causale, de façon à faire émerger les causes profondes des divisions et de retracer les événements marquants de cet État d'Asie du Sud. Le mémoire est divisé en trois chapitres succincts. Le premier vise à ancrer théoriquement et méthodologiquement l'argument. Le second consiste en une périodisation historique qui se penche sur les « *critical juncture* » de la trajectoire historique du Myanmar. Enfin, le dernier chapitre vise à explorer l'intensité et la durabilité des conflits interethniques au Myanmar sous un nouvel éclairage.

Mots-clés : sociologie historique, sociologie de la violence, ethnicité, conflit interethnique, colonisation, Myanmar, Birmanie

# TABLES DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
LISTE DES ACRONYMES .....	iv
RÉSUMÉ .....	v
INTRODUCTION, PROBLÉMATIQUE ET QUESTION DE RECHERCHE.....	1
0.1.1. Myanmar ou Birmanie ?.....	3
0.2.1. Problématique .....	4
CHAPITRE I.....	11
CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE .....	11
1.1.0. Cadre théorique .....	11
1.1.1. Les « ancêtres » des États-Nations : les empires.....	12
1.1.2. Légitime Successeur: les États-nations .....	15
1.1.3. Wimmer : <i>Waves of War</i> et deux types de scénarios étatiques .....	17
1.1.4. Michael Mann – les empires de la domination et les réseaux de pouvoir.....	21
1.1.5. Quatre concepts-clés dans l'étude sociopolitique des États.....	22
1.1.6. Étudier des phénomènes violents.....	28
1.1.7. Conclusion .....	33
1.2.0 Méthodologie .....	34
1.2.1. Formulation d'une question de recherche .....	38
1.2.2. Identification des données.....	39
1.2.3. Collecte des données.....	40
1.2.4. Analyse des données .....	40

1.2.5. Écriture du récit historique.....	41
1.2.6. Conclusion .....	42
CHAPITRE II .....	44
PÉRIODISATION HISTORIQUE .....	44
2.1.0. Époque précoloniale et origine de l’ethnicité.....	45
2.2.0. Administration britannique du Myanmar.....	49
2.3.0. Indépendance et cadrage des luttes post-indépendances.....	55
2.4.0. Conclusion .....	65
CHAPITRE III .....	68
INTENSITÉ ET DURABILITÉ DES CONFLITS : REGARDS SOCIOHISTORIQUES .....	68
3.1.0. Karens et Birmans : généalogie d’un conflit de forte intensité et de longue durée.....	70
3.2.0. Cristallisation des groupes ethniques et formation historique d’antagonismes .....	72
3.3.0. Légitimité contestée et stratégies militaires .....	77
3.4.0. Junte militaire au Myanmar : État fort, faible? .....	84
3.5.0. Influence de la monarchie birmane et continuité des conflits interethniques.....	89
3.6.0. Conclusion .....	94
CONCLUSION .....	99
4.1.0. Résumé de l’argument.....	99
4.2.0. Problématique à résoudre.....	102
4.3.0. Objectifs et méthodes.....	104
4.4.0. Limites, recommandations et pistes de recherches .....	106

4.5.0. Conclusion .....	108
ANNEXE A .....	110
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	111

## INTRODUCTION, PROBLÉMATIQUE ET QUESTION DE RECHERCHE

La fin de la Seconde Guerre mondiale marque un changement sévère au sein de l'administration impériale britannique. Forcée de se départir de certains points névralgiques, où se mènent des luttes de libération nationale, ce sont d'importants pans des territoires de l'empire qui accèdent à l'indépendance à partir de 1947. Dans ce contexte, alors que les autorités impériales sont occupées en Europe, les colonies britanniques d'Asie du Sud mènent avec succès leurs luttes de libération. En 1948, le Myanmar/Birmanie réussit ainsi à déclarer son indépendance, profitant de la conjoncture favorable créée par celle de l'Inde, le *joyau de l'empire*, pour obtenir la sienne sans voir trop de résistance. La formation du nouvel État s'effectue tantôt à l'aide d'institutions héritées des Britanniques, tantôt à travers la création de nouvelles institutions adaptées aux intérêts des nationalistes birmans – fortement majoritaires –, dont les projets ont été muselés depuis près d'un siècle par les Britanniques.

Les démographes comptent environ 57 millions d'habitants au Myanmar, selon les chiffres de CIA World<sup>1</sup>. En ordre d'importance démographique, on y retrouverait les Birmans (69%), les Shan (8.5%), les Karen ou Kayin (6.2%), les Arakanese ou Rakhine (4.5%) les Mon (2.4%), les Chin (2.2. %), les Kachin (1.4%) et les Kayah (0.4%)<sup>2</sup>. Toutefois, la majorité des observateurs émettent des réserves quant à la réelle distribution de la population dans ces catégories<sup>3</sup>. Ces statistiques sont sujettes à débat, et les chiffres diffèrent en fonction des allégeances politiques<sup>4</sup>. Or, les Birmans représentent

---

<sup>1</sup> CIA WORLD, [en ligne] <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bm.html>

<sup>2</sup> David I. Steinberg, 2010, *Burma/Myanmar, What Everyone needs to Know?*, Oxford University Press, Oxford, p.XXIV.

<sup>3</sup> Lowell Dittmer, 2010, *Burma or Myanmar : The Struggle for National Identity*, New Jersey, World Scientific, pp.2-3.

<sup>4</sup> Ces différences dans les chiffres sont entre autres du au fait des frontières arbitraires séparant les groupes ethniques vivant historiquement en périphérie du centre étatique et qui ont pour effet de séparer

sans conteste la majorité démographique dans le pays et ils constituent le groupe majoritaire au niveau politique.

La distribution démographique en catégories ethniques au Myanmar est au cœur de la constitution et représente un point de tension important dans les relations conflictuelles dans cet État. En effet, depuis l'indépendance en 1948, l'union du Myanmar et plus précisément son gouvernement central sont contestés par de nombreux groupes ethniques. Ces contestations sont au cœur de la politique et ont donné lieu à d'importants épisodes de violences ethnonationalistes opposant les Birmans aux groupes minoritaires. Plusieurs groupes minoritaires sont armés et possèdent un savoir-faire de guérilla<sup>5</sup>:

*« Under present circumstances it is impossible to verify any of these claims or statistics, but a figure of about 10,000 deaths a year nationwide from the insurgencies over the last four decades is probably fairly accurate, though with some much higher annual fluctuations<sup>6</sup>. »*

En novembre 2015, plus de 60 ans après l'obtention de son indépendance, le Myanmar se dote d'un gouvernement démocratique porté par Aung San Suu Kyi, leader de la Ligue Nationale pour la Démocratie (NLD). Cette élection est la première élection démocratique tenue depuis le coup d'État de 1962. Cette victoire semble être une promesse de changements majeurs et de l'enclenchement d'un réel processus de paix entre l'État central et différents groupes ethniques vivant en périphérie – et ayant jusqu'alors revendiqués leur autonomie et leur indépendance. Toutefois, malgré ce processus de

---

en plusieurs États des populations partageant la même culture. D'ailleurs, le dernier recensement cherchant à établir la distribution ethnique au Myanmar aurait été mené en 1931 par les Britanniques: « *[one] should note that there no reliable population figures for Burma and all data should be treated with great caution, as the last serious attempt at an ethnic survey was carried out by the British colonial administration in 1931<sup>4</sup>.* » dans Tom Kramer, dans Lowell Dittmer, 2010, *Burma or Myanmar : The Struggle for National Identity*, New Jersey, World Scientific, p.52.

<sup>5</sup> Ashley South, 2008, *Ethnic Politics in Burma: State of Conflict*, New-York, Routledge Contemporary Southeast Asia Series, 277p

<sup>6</sup> Martin Smith, 1991, *Burma: Insurgency and the Politics of Ethnicity*, New Jersey, Zed Books Ltd, p.101.

paix, plusieurs des minorités ethniques, notamment les Karen et les Shan, ont exprimé leur méfiance vis-à-vis d'un tel processus.

### 0.1.1. Myanmar ou Birmanie ?

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de démystifier l'emploi du nom Birmanie et de Myanmar. En fonction des sources consultées, l'un, l'autre ou les deux termes sont employés en alternance et de façon interchangeable. Or, l'emploi de l'un ou l'autre peut correspondre dans certains cas à un choix politique et idéologique. En effet, étymologiquement, Birmanie signifie le territoire des Birmans tandis que Myanmar serait davantage inclusif et représenterait plutôt le territoire couvert par la région géographique. En 1989, sous le conseil de restauration de l'ordre et de la loi étatique au Myanmar (SLORC) « *State Law and Order Restoration Council* », l'État change de nom au niveau international et deviendra le Myanmar. Ce changement de nom est un effort du gouvernement visant à promouvoir l'unité sur le territoire. Les autorités politiques tentent de *débirmaniser* les institutions politiques. Dans la foulée de ces changements institutionnels, la capitale est déplacée géographiquement et change de nom pour Yangon<sup>7</sup>.

Ces changements de noms sont le résultat de plusieurs années de luttes sur le territoire où les minorités ethniques affirment leurs identités culturelles, linguistiques et politiques et cherchent à être indépendants face à l'État birman dont la domination exercée paraît illégitime et, par extension, non représentative des groupes minoritaires en périphérie. Le nom de l'État « Birmanie » qui représente le territoire des Birmans est un bon exemple de ce phénomène. Dans cette logique, le changement de nom vers une appellation beaucoup plus neutre : Myanmar – souligne un effort, à tout le moins symbolique pour préserver l'unité et résoudre, en surface, une partie des conflits.

---

<sup>7</sup> Lowell Dittmer, 2010, *op. cit.*, p.1.

Toutefois, ces changements ne sont pas sans créer des résistances au sein de l'État et aux yeux de la communauté internationale. D'ailleurs, certains groupes minoritaires continuent d'identifier l'État central par son ancien nom : « Birmanie ». Il s'agit d'une forme de résistance au changement imposé par la SLORC – institution de l'État central : « signalant ainsi leur refus de reconnaître la légitimité à gouverner des militaires et leur autorité à renommer le pays<sup>8</sup> ». Plusieurs groupes, malgré le refus de la légitimité du gouvernement central, préfèrent tout de même la nouvelle appellation pour désigner l'État. À la lumière de cette clarification quant à la dénomination variable de cet État d'Asie du Sud, au cours de cette recherche, afin de surmonter cet enjeu de terminologie, nous emploierons à la fois Myanmar et Birmanie en fonction des terminologies utilisées par les travaux que nous mobilisons et des époques que nous analysons. Ainsi, lorsqu'il sera question de l'État avant la colonisation par les Britanniques, nous emploierons le nom « Myanmar », lequel est de façon générale le plus mobilisé dans la littérature. À partir de l'indépendance en 1948, les deux termes seront employés.

### 0.2.1. Problématique

Une longue tradition de recherche en sociologie politique, qui découle des travaux de Max Weber (1864-1920) a été depuis ses premiers balbutiements employée pour l'étude des phénomènes sociaux à travers une démarche idéaltypique. Celle-ci permet par exemple d'établir des portraits généraux et abstraits d'organisations bureaucratiques et de modèles de domination, sans pour autant devoir correspondre parfaitement et directement à la réalité empirique observée. Cette démarche génère des catégories abstraites permettant aux chercheurs d'analyser et de comprendre des phénomènes de façon générale<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, pp2-3. (traduction libre)

<sup>9</sup> Bernard Dantier, 2004, Les « idéaltypes » de Max Weber, leurs constructions et usages dans la recherche sociologique, p.5.

Depuis Weber, on a vu s'installer une vague de travaux sociohistoriques étudiant notamment la formation des États, la légitimité, la souveraineté, le nationalisme et les changements de régime. Ces recherches analysent l'État, son pouvoir et sa légitimité en fonction de sa capacité à monopoliser l'usage de la violence au sein des territoires sous son contrôle. Suivant la terminologie du sociologue Andreas Wimmer, on peut classer les États en deux types, en fonction de leurs capacités à s'assurer ce monopole. Les États considérés comme « forts » seraient généralement présents dans l'espace quotidien des citoyens via les taxes, les décrets et la société civile, etc., tandis que les États « faibles » auraient davantage de difficulté à pénétrer les différentes sphères de la vie sociale au sein de leur territoire. Dans cet ordre d'idées, certaines études portant sur l'État du Myanmar lui attribuent des caractéristiques appartenant à la fois aux scénarios « forts » et aux scénarios « faibles », faisant miroiter une des particularités de ce cas.

D'un point de vue historique, il est d'ailleurs possible de retracer l'origine de certaines caractéristiques des États-nations modernes dans le modèle impérial antérieur<sup>10</sup>. Découlant directement du système organisé autour des empires, le caractère hégémonique de la forme nationale des États est relativement récent<sup>11</sup>. Il est ainsi possible de trouver des pistes explicatives des succès et échecs de la formation des États-nations, en observant l'héritage des premiers. Wimmer, par exemple, observe qu'il y aurait une forte corrélation entre la formation des États-nations et des vagues de guerres intraétatiques et extraétatiques. De plus, il établit un lien entre la présence d'un passé colonial et, d'une part, des institutions étatiques *défaillantes*; d'autre part, la présence de guerres – intraterritoriales tout comme extraétatiques – à la formation des États<sup>12</sup>. Ne faisant pas exception aux scénarios « classiques » de décolonisation, le Myanmar est généralement

---

<sup>10</sup> Matthew Lange, 2004, *British Colonial Legacies and Political Development*, World Development, Vol 32, No, 6, pp.905-922.

<sup>11</sup> Frédérick Guillaume Dufour, 2015, *La Sociologie Historique : Traditions, Trajectoires et Débats*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, pp.133-211.

<sup>12</sup> Andreas Wimmer, 2013, *Waves of War: Nationalism, State Formation, and Ethnic Exclusion in the Modern World*, Cambridge University Press, Cambridge, pp.73-107.

appréhendé à partir de ce prisme – lequel est généralement mobilisé dans l'étude des transitions postcoloniales.

Depuis 1948, les communautés ethniques au Myanmar ont plus d'une fois expérimenté les représailles violentes de l'État central – démonstration manifeste d'une capacité de répression forte de l'État. Des observateurs de la région recensent ainsi des déplacements de population sur des territoires revendiqués dans le cadre d'ententes économiques avec les États voisins, ou encore la mise au travail forcé de certains groupes minoritaires dans les mines, le déminage et dans les projets de développement de l'axe économique Est-Ouest, notamment les Karens et les Kachins. Ces méthodes sont évidemment décriées et condamnées par les minorités ethniques qui vivent en périphérie de l'État central au Myanmar. Malgré la capacité de répression de l'État, toutefois, plusieurs groupes minoritaires sont armés et exercent une forte capacité de mobilisation au sein de leur communauté, d'extraction et de création de richesse de façon à financer la guérilla et le combat armé face à l'État. Devant les organisations minoritaires armées qui exercent un poids considérable dans l'élaboration de projets d'infrastructures, l'État du Myanmar semble présenter à la fois des caractéristiques associées à des États « forts » et « faibles ». Dan Slater expose ce type de scénario dans sa comparaison entre différents États autoritaires d'Asie du Sud :

*« Burma's authoritarian regime has experienced extraordinary endurance, despite the lack of political stability resulting from the absence of either a strongly extractive central state or a robustly organized ruling party. And authoritarian institutions in Indonesia proved to be neither as powerful as those of the domination cases, nor as divisive and debilitated as parties, militaries, states, and dictatorships in the fragmentation examples<sup>13</sup>. »*

Depuis 2014, ce serait au total 644 000 habitants du Myanmar qui ont dû quitter leur domicile pour fuir les conflits armés encore poignants dans leur région. Les spécialistes font en effet état de meurtres, disparitions, et violences sexuelles sur les membres des

---

<sup>13</sup> Dan Slater, 2010, *Ordering Power, Contentious Politics and Authoritarian Leviathans in Southeast Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, p.25.

communautés ethniques minoritaires. Entre 1996 et 2007, plus de 3200 villages ont été détruits et/ou forcés à la relocalisation ou à l'abandon<sup>14</sup>. Tel que mentionné plus haut, dans la recherche des causes de ces violences ethniques contemporaines, la littérature sociopolitique insiste principalement sur l'héritage colonial britannique, et passe généralement sous silence les dynamiques ethniques inégalitaires identifiables antérieurement à la colonisation. Le cas du Myanmar, aussi riche que complexe, permet donc d'éclairer comment des conjonctures historiques peuvent moduler l'avenir politique dans une région spécifique<sup>15</sup>.

À l'aide des outils développés par la sociologie historique de la formation des États, du nationalisme et des conflits violents, nous nous attèlerons à remonter une chaîne causale des conflits interethniques au Myanmar. La question qui guidera cette recherche est donc la suivante : pourquoi des violences ethnonationalistes perdurent-elles au Myanmar depuis l'indépendance et malgré les nombreuses tentatives de réconciliation? Il ne s'agit pas de nier que le colonialisme britannique semble effectivement responsable de la création et de la division en sept catégories ethniques de la population du territoire, ainsi que de la mise en place d'une division formelle dans la sphère politique, à travers le recrutement de certaines catégories ethniques, selon une tactique de *divide-and-rule*. Il s'agit plutôt de nuancer cette attribution de responsabilité, en affirmant que les conflits contemporains peuvent également être reliés à des facteurs antérieurs à l'arrivée des colons britanniques.

La littérature *mainstream* sur cette problématique semble ainsi omettre le rôle joué dans l'institutionnalisation des inégalités ethniques par la monarchie birmane avant la colonisation. La littérature omet, *de facto*, l'héritage de cette dernière, toujours visible dans le cadrage politique mis de l'avant par l'État central depuis l'indépendance. À cet effet, nous argumenterons que ces derniers facteurs occupent une place incontournable dans

---

<sup>14</sup> Lowell Dittmer, 2010, *op. cit.*, p.91.

<sup>15</sup> Dan Slater et Erica Simmons, 2010, *Informative Regress: Critical Antecedents in Comparative Politics*, *Comparative Political Studies*, n°43, pp.886-917.

l'explication de l'intensité et de la durabilité des conflits violents au Myanmar. Dans cette recherche, il sera donc soutenu que les interprétations offertes actuellement sont partielles, et qu'il est souhaitable d'adresser en profondeur les facteurs institutionnels qui expliquent la permanence des conflits depuis l'indépendance, en insistant plus particulièrement sur des facteurs politiques, historiques, économiques et géographiques associés à la monarchie précoloniale.

En réalité, cette négligence des rôles joué historiquement par la monarchie birmane est quelque peu surprenante. En effet, la junte militaire au pouvoir depuis 1962, s'est plus d'une fois réclamée de ce passé monarchique où les Birmans régnaient sur la région, se proclamant comme étant les héritiers directs des premiers monarques qui ont unifié la Birmanie. Il nous apparaît donc contre-intuitif d'arrêter la régression historique au moment de la colonisation, et le sous-analyser *de facto* (même en éviter l'analyse) les traces de cette institution politique dans les études des conflits ethnonationalistes au Myanmar. Dans les deux cas, il est clair, que ces régimes de gouvernance ont laissé des traces indélébiles sur la carte politique en Asie du Sud.

Nous souhaitons donc reconstituer une chaîne d'explication causale débutant notamment avec les guerres expansionnistes menées par la monarchie birmane de manière à fournir une explication plus complète des conflits actuels. Le but de cette recherche n'est pas d'attribuer la faute à l'un ou l'autre, mais bien de chercher à comprendre les causes profondes d'une problématique qui divise l'État depuis maintenant plus de 60 ans. Pour ce faire, nous nous attèlerons donc à retracer l'origine des conflits en départageant la contribution britannique de celle de la monarchie birmane, dans la perpétuation de ces problématiques. Nous souhaitons ainsi nuancer et recadrer le rôle du colonialisme lorsqu'il est question des divisions ethniques durables au Myanmar, opérée par une grande majorité de travaux s'intéressant à cette problématique. Surtout, nous souhaitons offrir une analyse de ces dernières qui soit davantage historicisée, et qui tiendra compte à la fois des facteurs associés au colonialisme et à la monarchie bir-

mane, dont l'héritage semble trop souvent laissé dans l'ombre. Pour les fins de ce mémoire, nous emploierons les ouvrages produits par les historiens, les politologues, les sociologues et des géographes spécialistes de la région et par les théoriciens des conflits armés interethniques.

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle la présence ou non du colonialisme britannique n'est pas suffisante pour expliquer les divisions interethniques aussi tranchées que nous connaissons aujourd'hui. De fait, nous argumentons au cours des prochaines sections que des empreintes de divisions importantes peuvent être retracées antérieurement au colonialisme britannique et peuvent expliquer en partie la durée et l'intensité des conflits violents sur le territoire. Dans cette optique, nous emploierons l'étude de cas et tenterons de montrer comment ces divisions se sont opérées et se sont vue accentuées pendant la période coloniale.

Le premier chapitre vise dans un premier temps à situer dans quelles écoles de pensées sociohistoriques cette recherche tire ses influences. Pour ce faire, il sera question de définitions conceptuelles autour des enjeux liés à la formation des États-nations, en lien avec leurs prédécesseurs les empires, et l'étude de concepts-clé qui sont chers aux chercheurs qui étudient les conflits interethniques. La méthodologie de recherche sera également présentée dans ce premier chapitre. Ce mémoire de recherche s'inscrit à l'intersection des travaux sociohistoriques et des méthodes comparatives. Au final, le premier chapitre a pour principal objectif de situer ce mémoire de recherche en sociologie et de donner les outils nécessaires aux chercheurs pour en évaluer l'argument.

Le deuxième chapitre se penche sur les périodes névralgiques dans l'histoire du Myanmar et dans la construction des divisions interethniques sur le territoire. Pour ce faire, nous découperons le second chapitre en trois segments qui correspondent aux périodes les plus importantes de la construction des inégalités et d'une classe politique majoritaire en termes de population. Nous retraçons ainsi les causes profondes de la subordination des Birmans au courant de la période de la colonisation britannique et de leur

reprise de contrôle du pouvoir politique à l'indépendance. Nous explorerons donc les régimes politiques pendant la période monarchique (850-1886), le régime impérial (1886-1948) et la période contemporaine et les changements drastiques de régimes de 1948-1962 ainsi que le coup d'État de 1962 qui mènera à un État « socialiste » de 1962 à 1988 puis, une transition démocratique.

Le troisième chapitre se trouve à être la conjugaison de notre cadre théorique présenté dans le chapitre 1 et de la contextualisation historique effectué dans le chapitre 2. Dans l'optique de comprendre les conflits interethniques au Myanmar qui font rage depuis l'indépendance, il convient de dresser un portrait des groupes en lutte dans la région. De façon à cerner notre problématique, ce chapitre se concentrera sur l'opposition entre Karens et Birmans, les acteurs ethniques les plus importants dans le conflit et qui ont chacun occupé une place différente au sein de l'administration coloniale. De plus, on retrouve des traces d'opposition entre ces deux groupes dans la période qui précède la colonisation. De fait, pour répondre à la question qui guide ce mémoire, une expédition au cœur des problématique liées à la cristallisation des catégories ethniques antagoniques est de mise.

# CHAPITRE I

## CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE

### 1.1.0. Cadre théorique

*« States have been the world's largest and most powerful organizations for more than five thousand years. Let us define states as coercion-wielding organizations that are distinct from households and kinship groups and exercise clear priority in some respects over all other organizations within substantial territories. The term therefore includes city-states, empires, theocracies, and many other forms of government, but excludes tribes, lineages, firms and churches as such<sup>16</sup>. »*

Nous prendrons comme angle d'analyse un point de vue centré sur l'État. On dénombre généralement quatre approches *state-centered* : celles qui insistent sur 1) l'autonomie, 2) la capacité, 3) les opportunités politiques, et 4) la construction étatique. Ces approches combinées sont souvent mises de l'avant dans l'étude des Révolutions<sup>17</sup> ou des conflits intraétatiques, et des auteurs comme Jeff Goodwin, Rogers Brubaker ou David Laitin adoptent ce type de position<sup>18</sup>. D'ailleurs, ces deux derniers mobilisent ce type d'approches précisément dans des contextes de violences ethnonationalistes, arguant que les groupes concernés sont généralement en lutte pour la prise de pouvoir de l'État. Suivant cette logique, la prochaine section sera découpée autour des concepts mobilisés dans le cadre de cette recherche. Nous dressons dans un premier temps un

---

<sup>16</sup> Charles Tilly, 1992, *Coercion, Capital and European States, AD 990-1992*, Blackwell, Cambridge, pp.1-2.

<sup>17</sup> Jeff Goodwin, 2001, *No Other Way Out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge, Cambridge University Press, 428p.

<sup>18</sup> Roger Brubaker et David D. Laitin, 1998, *Ethnic and Nationalist Violence*, *Annual Review of Sociology*, v24 n1, pp.1-19.

portrait général des études portant sur les Empires et les États-nations, en s'attardant notamment sur les analyses de Wimmer et Michael Mann. Puis, dans un second temps, nous examinons deux approches dans l'étude des États-nations de façon générale : la légitimité territoriale et les projets nationalistes.

Dans la présente section, nous nous attèlerons à offrir des définitions conceptuelles des États-nations et de l'étude des phénomènes violents. Il va sans dire que d'importantes écoles de chercheurs ont étudié les États – la diffusion de ce modèle organisationnel, ces racines sociohistoriques, ses ancrages politiques, etc. Nous passerons donc brièvement en revue différentes écoles s'inscrivant dans le sillon des travaux de Max Weber. Nous définirons dans un premier temps les États-nations en relation avec le modèle organisationnel hégémonique qui les a précédés : les empires. Puis, dans un second temps, nous définirons les États-nations. Ensuite, nous passerons en revue deux chercheurs contemporains dans l'étude des États, leurs formations, leurs développements, diffusion et transition démocratique – Andreas Wimmer et Michael Mann. Une fois que nous aurons présenté ces deux auteurs, nous identifions quatre concepts-clés dans l'étude des États-Nations : territoire, légitimité, nationalisme et État. En dernière instance, nous souhaitons dresser un portrait des études portant sur les conflits violents et nous doter d'un moyen d'analyse de la violence politique, ceci de façon à mieux saisir l'étude des conflits violents au Myanmar depuis l'indépendance qui oppose les groupes minoritaires à la majorité birmane.

### **1.1.1. Les « ancêtres » des États-Nations : les empires**

Les empires ont occupé une place incontournable dans l'histoire mondiale, et la prise en compte de leurs legs permet d'analyser avec davantage de finesse la formation des États-nations – les succès et les échecs<sup>19</sup>. En effet, les historien-ne-s Jane Burbank et

---

<sup>19</sup> Frédéric Guillaume Dufour, 2015, *op. cit.*, p.139.

Frederick Cooper se sont attelés à définir les contours généraux de cas impériaux emblématiques – explorant leurs particularités, les dynamiques de leurs ascensions au pouvoir et de leurs déclin, ainsi que les répercussions de leurs démantèlements. Ces auteurs visent ainsi à élargir les horizons des politologues en ce qui a trait à l'histoire politique<sup>20</sup>. Ils font donc l'argument que durant leurs règnes, les empires auraient forgé les possibilités politiques, poursuivi des ambitions territoriales et envisagé les modèles à partir desquels nous réfléchissons encore les sociétés aujourd'hui<sup>21</sup>.

Burbank et Cooper produisent donc une définition des empires en les comparant à leurs successeurs politiques, les États-nations. Les empires sont en effet conceptualisés chez ces auteurs comme de larges unités politiques dont les frontières politiques seraient déterminées par leur capacité à imposer leur domination<sup>22</sup>. Enclins à l'expansionnisme, les empires auraient été en mesure d'incorporer aussi bien de larges territoires que de nouvelles cultures. D'ailleurs, ils seraient également définis par leur capacité à maintenir une distinction hiérarchique entre colonisateurs et colonisés, au rythme où ces derniers s'agrandissent. Wimmer offre pour sa part une définition des empires dans laquelle il observe avant tout la présence d'institutions-clés. En effet, pour lui, les empires sont définis par une bureaucratie centralisée, une hiérarchie ethniquement et culturellement définie entre gouvernants et gouvernés, ainsi qu'une revendication de légitimité universelle :

*« [Empire] is defined by the following institutional features: centralized bureaucratic forms of government, the domination of a core region over peripheries, an ethnically or culturally defined hierarchy between rulers and ruled, and claims to universal legitimacy—whether referring to a revolutionary ideology (e.g., the Soviet Union), a mission civilisatrice (e.g., colonial empires), or religious conversion (e.g., the Spanish empire)<sup>23</sup>. »*

---

<sup>20</sup> Jane Burbank et Frederick Cooper, 2010, *Empires in the World History*, Princeton University Press, Princeton, p.XI.

<sup>21</sup> *Ibid.*, pp.3-4.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p.8.

<sup>23</sup> Andreas Wimmer, 2006, *From Empire to Nation-State: Explaining Wars in the Modern World, 1816-2001*, *American Sociological Review*, 2 2006, V VOL. 71, p.870.

Burbank et Cooper analysent également les empires en établissant des parallèles avec les institutions caractéristiques des États-nations. En effet, ils montrent qu'au contraire des États-nations, qui sont fondés sur l'idée d'un *peuple* vivant sur un *territoire*, et formant une *communauté politique unique*, les empires sauraient – ou auraient historiquement su – gouverner sur des territoires extrêmement grands, et accommoder plusieurs religions, langues et cultures<sup>24</sup>.

De plus, la capacité des empires à maintenir une distinction hiérarchique entre les colonisateurs et les périphéries incorporées lors de la conquête de territoires devrait nécessairement passer par une répartition de la gouvernance et de l'autorité, sans quoi l'empire risquerait de s'effondrer devant une trop grande charge administrative. De fait, les relations centre-périphérie se trouvent à la base de l'analyse et de la conception des empires et de leur apparente *permanence*. L'incorporation impériale engendrerait de plus des coûts élevés, en ce qui a trait aux ressources militaires et politiques, mais légitimées par une *mission civilisatrice*. Les territoires nouvellement incorporés s'ajouteraient donc à la mosaïque ethnonationale que forme déjà l'empire, avec l'idée qu'ils rapporteraient éventuellement des revenus justifiant leur conquête : « ils étaient simplement ajouté comme de nouvelles pièces à la mosaïque ethnonationale et, de fait, était gouverné dans un mélange de régime direct et indirect<sup>25</sup>. »

Par ailleurs, les empires entretiennent divers rapports face à l'ethnicité. En effet, John Darwin argumente que l'ethnicité et les empires ne représentent pas des oppositions catégoriques, et que des formes indigènes d'ethnicité auraient pu émerger au même rythme que les agents de l'empire : « l'argument ici est que les empires créaient, à leur façon, différents types d'ethnicité, pas seulement en promouvant une forme d'indigénéité, mais en englobant les sources locales dans une nouvelle identité supra-locale<sup>26</sup>

---

<sup>24</sup> S.A. Giannakos, année, *Ethnic Conflict: Religion, Identity, and Politics*, Ohio, Ohio University Press, p.27.

<sup>25</sup> Andreas Wimmer, 2006, *op. cit.* p.873. (traduction libre)

<sup>26</sup> John Darwin, 2010, *Nations and Ethnicity\**, Journal of the Association for the Study of Ethnicity and Nationalism, Nations and Nationalism, vol. 16. p.389. (traduction libre)

». L'auteur identifie d'ailleurs quatre caractéristiques principales à l'ethnicité, de façon à appuyer son point<sup>27</sup>. D'abord, l'ethnicité doit être conceptualisée comme un donné et non un choix libre. Puis, l'ethnicité existerait toujours dans un rapport d'opposition avec un autre groupe, c'est-à-dire que pour permettre la création d'un « nous », la présence d'une catégorie désignant une altérité est nécessaire. Ensuite, l'ethnicité serait toujours en mouvement et constituerait donc un processus inachevé. Enfin, elle ne serait pas stato-localisée.

Le présent mémoire adopte une position constructiviste sur l'ethnicité en insistant sur la construction historique des marqueurs délimitant les frontières entre les groupes d'appartenances ethniques d'une part, et le travail bureaucratique des entités au pouvoir qui apposent leur catégorie dans une visée de lecture simplifiée de la population, d'autre part :

*« Constructivist arguments [allow] scholars to stress the contemporary importance of imposed identifications and the self-understandings that have evolved in dialectical interplay with them, while emphasizing that such self- and other-identified 'groups' are not primordial but historically produced<sup>28</sup>. »*

De fait, la création même de ces catégories repose sur la construction de rapports de pouvoirs entre au moins deux groupes où l'un posséderait les ressources pour catégoriser « l'autre », si bien que l'identification et la catégorisation doivent être conçues comme des processus, lesquels nécessitent des acteurs<sup>29</sup>.

### **1.1.2. Légitime Successeur: les États-nations**

D'un point de vue sociohistorique, on peut identifier différentes approches pour analyser l'État-nation. On peut retrouver des traces anarchistes ou anarchisantes dans les travaux de plusieurs chercheurs, dont Tilly, Scott, Wimmer. Ces derniers partageraient à un certain degré des ancrages analytiques avec certains anarchistes du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p.384.

<sup>28</sup> Roger Brubaker et Frederick Cooper, 2000, *Beyond Identity, Theory and Society*, vol. 29, p.29.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p.17.

siècle dans leur façon d’appréhender l’État. En effet, on peut penser à Proudhon (1809-1865) et Bakounine (1814-1876), deux auteurs anarchistes et des *classiques* dans ce domaine de littérature, pour qui l’État représente une organisation qui s’immisce dans toutes les sphères de la vie quotidienne et qui surveille, observe, calcule, contrôle, domine, etc.<sup>31</sup>. Toutefois, cette façon de concevoir les gouvernements comme des entités ayant un don d’ubiquité et étant dotées d’une volonté propre semble perdre de sa portée explicative auprès des chercheurs. Hormis le caractère politique de cette vision des gouvernements, certaines des intuitions des penseurs anarchistes sont encore présentes dans la littérature. James C. Scott, par exemple, qui est à la fois une sommité au sein de la littérature politique sur les États et un penseur qui se réclame de l’anarchisme s’est d’ailleurs attelé dans *Petits Éloges de l’Anarchisme* à conjuguer cet anarchisme politique à l’académique. C’est dans cet esprit qu’il décrit l’État comme une organisation politique homogénéisante, s’assurant avec succès le monopole de la violence légitime<sup>32</sup>, et standardisant des pratiques sur son territoire : « [une] fois en place, l’État (nation) moderne a entrepris d’homogénéiser sa population [...] [presque] partout, l’État a procédé à la fabrication d’une nation : la France s’est mise à créer des Français, l’Italie des Italiens, etc.<sup>33</sup>. »

Ces perspectives critiques et anarchistes ou anarchisantes sur l’État ressemblent grandement à celles amenées par des sociologues – notamment Max Weber – et trouve des points d’ancrage dans la sociologie historique contemporaine et dans les travaux de grands politologues et sociologues dont Tilly, Wimmer et de façon large Mann. Cette façon d’appréhender l’État inspire également des études portant sur la légitimité. Sans nécessairement porter en son sein un projet politique, comme c’est le cas chez les anarchistes, des études portant plus particulièrement sur les formes de gouvernances jugées

---

<sup>31</sup> Pierre-Joseph Proudhon, 1851, *Idée générale de la Révolution au 19<sup>e</sup> siècle*, éd. Office de publicité, Paris, p.87.

<sup>32</sup> Max Weber, 1919, *Le Savant et le Politique*, [en ligne] [http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant\\_politique/Le\\_savant\\_et\\_le\\_politique.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant_et_le_politique.pdf), p.22.

<sup>33</sup> James C. Scott, 2013, *Petit Éloge de l’anarchisme*, Montréal, les Éditions LUX, p.107.

« *alien* » et la perception de ces dernières comme illégitimes vis-à-vis des systèmes de gouvernances locaux, critiquent également ces conceptions idéalisées de l'État-nation. On peut notamment penser à Michael Hechter qui dresse un portrait caricatural des raisons poussant les populations locales à désavouer les figures politiques en position de domination d'abord, puis les figures politiques ne provenant pas de la communauté politique locale ensuite. Il soutient donc que les populations sont susceptibles d'être antipathiques à l'égard des dirigeants et plus particulièrement de ceux venus d'ailleurs : « Il existe deux formes distinctes de mécontentement face au régime de gouvernance alien. La première implique le terme "*alien*," alors que la seconde implique le terme "*gouvernance*"<sup>34</sup>. »

Au-delà des attributs définitionnels mentionnés ci-haut – monopole de la violence légitime, gouvernance centralisée –, la littérature sociopolitique sur les États-nations s'intéresse également aux variations dans la capacité des différents États d'exercer les fonctions liées à ces caractéristiques. De fait, plusieurs auteurs se concentrent sur la capacité des États-nations à contrôler et assoir leur légitimité sur des populations, ou encore à leur capacité à extraire et à taxer les populations sur leur sol. D'ailleurs, ce type de recherches porte généralement sur l'analyse de cette « force » des États et propose un ensemble de critères que nous tenterons d'éclairer au cours des prochaines pages à l'aide des ouvrages de Wimmer et de Mann. Nous définirons donc ces différents critères d'analyses de manière à dégager une forme de « mesure » de la force des États.

### **1.1.3. Wimmer : *Waves of War* et deux types de scénarios étatiques**

Wimmer se distingue d'autres chercheurs dans l'étude de la formation des États en adoptant une position macroquantitative dans laquelle il mobilise l'ensemble des cas

---

<sup>34</sup> Michael Hechter, 2013, *Alien Rule*, Cambridge, Cambridge University Press, p.7. (traduction libre)

qui lui sont disponibles (soit deux siècles de formation d'États). Il porte ainsi une attention conceptuelle particulière au pouvoir, à la légitimité et aux conflits générés lors de la formation des États, en analysant plus particulièrement les groupes ethniques. Il développe d'ailleurs deux scénarios idéaltypiques – un scénario « fort » et un « faible » –, boîtes conceptuelles dérivées des cas de la République française et de l'Empire ottoman<sup>35</sup> qui correspondraient aux deux extrémités du continuum, à partir de deux hypothèses préalables.

La première de ses hypothèses suppose qu'un État fortement centralisé mènerait d'emblée les acteurs à négocier entre les partis de façon à dégager un compromis<sup>36</sup>. Cette « force » est définie par Wimmer comme la capacité des États à établir des lois directement sur leur population, ainsi qu'à monopoliser le contrôle sur les décisions politiques en ce qui a trait aux biens publics. Cette conceptualisation de la force est très proche de celle de Charles Tilly, pour qui la principale tâche administrative des États constitue la monopolisation de la violence sur son territoire. Ce dernier insiste sur les impôts et les taxes, seule façon pour l'État d'assurer les fonds nécessaires pour faire la guerre, mais aussi la souveraineté sur le territoire. La seconde hypothèse est dérivée des travaux de Michael Mann. Cette hypothèse stipule plutôt que c'est le rôle politique des organisations militaires et leur capacité à mobiliser les masses qui déterminent la taille des États et leurs forces. Cette seconde hypothèse accorde davantage de poids à certains facteurs sociohistoriques. C'est à partir de ces deux hypothèses que Wimmer développe ses idéauxtypes.

### **1.1.3.1 Les scénarios forts**

Le premier de ces scénarios est issu d'une comparaison systématique entre le Royaume de France et l'Empire ottoman. Ces organisations politiques permettraient de former une base empirique pour l'époque pré-moderne. La troisième République ainsi que

---

<sup>35</sup> Andreas Wimmer, 2013, *op cit.*, p.55.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p.53.

l'Empire ottoman sous le Sultan Abdul Hamid représenteraient, dans la conceptualisation de Wimmer, deux cas empiriques intéressants sur le continuum de la centralisation étatique et des mobilisations de masses. D'ailleurs, le scénario « fort » serait défini par rapport à ces deux points<sup>37</sup>. En effet, à partir des banques de données créées aux fins de son étude, Wimmer observe que l'une des variables importantes qui distinguent les différents processus de formation des États est la capacité des élites dans un territoire donné à s'arroger le monopole des décisions relatives à la distribution des biens publics : « [cette variation] reflète le changement de régime de gouvernance indirect à travers des élites subordonnés vers un régime de gouvernance direct, un aspect clé de la modernisation<sup>38</sup> ». L'auteur voit aussi dans l'évolution des technologies militaires un transfert de contrôle des masses vers les élites.

Dans un autre ordre d'idées, le changement de régime de lois, d'un modèle de domination indirecte vers un modèle direct, aurait pour effet d'intéresser politiquement la population et participerait à une centralisation des pouvoirs : « le changement de régime de gouvernance indirecte vers directe, la centralisation du pouvoir, et la pénétration de la société par l'administration ont augmenté drastiquement la pertinence des décisions prises par le centre étatique sur la vie quotidienne de ses citoyens<sup>39</sup>. » Dans ces cas de figure, un haut niveau de centralisation, une société civile forte et mobilisée et une forte capacité à mobiliser la population vers des enjeux militaires sont de mises. Les États classés dans les scénarios « forts » courraient par conséquent moins de risque de voir évoluer des conflits violents en leur sein – en comparaison au second type de scénario.

### 1.1.3.2. Les scénarios faibles

À l'autre extrémité du continuum politique, Wimmer identifie les États peu centralisés et ayant une difficulté considérable à mobiliser la population comme étant les « *weak scenarios* ». Il s'agirait principalement d'États dont la capacité à recueillir des taxes et

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p.55.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p.56. (traduction libre)

<sup>39</sup> *Ibid.* (traduction libre)

impôts est très limitée. Cela serait entre autres dû au manque de légitimité que l'État parvient à obtenir sur son territoire. Ces types d'État auraient par conséquent beaucoup plus de difficulté à contrôler les lieux de décisions qui ont trait aux biens publics. De plus, ces États ne parviendraient pas à mobiliser l'ensemble de la population (particulièrement les minorités ethniques) dans un projet commun.

Wimmer identifie deux conséquences majeures à ce type de scénario. D'abord, la population exercerait une certaine forme de contrôle sur les régimes de taxations, puisque ni la domination directe, ni celle indirecte ne parviendraient à établir un contrôle institutionnalisé permanent. Ensuite, dans les États « faibles », les élites subordonnées seraient davantage intéressées par les institutions militaires et les pouvoirs desquels ces institutions relèvent, de façon à sécuriser leur position politique précaire : « l'intégration des groupes ethniques jusqu'ici marginalisés dans un nouvel arrangement de distribution du pouvoir, représente une menace pour les élites existantes et, *de facto*, introduit une forme de compétition pour le partage des pouvoirs<sup>40</sup>. » Ce type de scénario entraînerait d'ailleurs davantage de clôtures sociales que le scénario « fort ». Wimmer affirme d'ailleurs qu'un changement dans la structure politique des nations et l'exclusion politique accentuerait les chances de guerres internes dans les États peu centralisés en lien avec la problématique des clôtures sociales<sup>41</sup> :

*« The shift to the nation-state model and the political exclusion along ethnic lines that it fosters in weakly centralized states also increases the likelihood of inter-state war. The rulers of new states might interfere in the affairs of neighboring states to protect their co-ethnics across the border from the fate of second-class citizenship they might have to endure as ethnic minorities in a state "owned" by a different people<sup>42</sup>. »*

À partir de ces deux scénarios idéaltypiques, Wimmer classe les différents cas de figure de façon à dégager une analyse large de l'évolution étatique dans les deux derniers

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, p.191. (traduction libre)

<sup>41</sup> Rogers Brubaker, 2004, *Ethnicity Without Groups*, Harvard University Press, 296p.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p.14.

siècles, et identifie une forte association entre la création des États-Nations, les scénarios faibles, et les vagues de violence.

#### **1.1.4. Michael Mann – les empires de la domination et les réseaux de pouvoir**

Chez Mann, les États sont conceptualisés autour de quatre réseaux de pouvoir. Il s'agit des réseaux de pouvoirs idéologiques, économiques, politiques et militaires. Ces réseaux sont autonomes et l'originalité de Mann réside notamment dans le fait qu'il n'accorde aucune priorité à l'un ou à l'autre de ceux-ci. Mann élabore en quatre volumes autour des sources du pouvoir social. Il produit une comparaison à la fois synchronique (un moment précis) et diachronique (un événement précis), de façon à distinguer la place et les rôles occupés par chacun des réseaux de pouvoir dans la formation d'organisations politiques susceptibles de dominer sur des territoires de façon légitime. Dans le premier volume, Mann caractérise les sources du pouvoir social à travers les quatre réseaux identifiés ci-haut :

*« [the] importance of these four lies in their general shape onto a large part of general social life. The main shapes I identified were transcendent or immanent (from ideological power), circuits, of praxis (economic), concentrated-coercive (military), and centralized-territorial and geopolitical diplomatic (political) organization<sup>43</sup>. »*

Chez Mann, ces réseaux de pouvoirs représentent des pouvoirs infrastructurels, comme l'exposent Slater et Fenner : « *[in] our view, the most important infrastructural mechanisms sustaining and stabilizing authoritarian regimes include: (1) coercing rivals, (2) extracting revenues, (3) registering citizens and (4) cultivating dependence<sup>44</sup>* ». En

---

<sup>43</sup> Michael Mann, 1983, *The Sources of Social Power. Vol. 1. A History of Power from the Beginning to A.D. 1760*, Cambridge University Press, Cambridge, p.28.

<sup>44</sup> Dan Slater et Sofia Fenner, 2011, *State Power and Staying Power : Infrastructural Mechanisms and Authoritarian Durability*, Journal of International Affairs, Vol. 65, No. 1, Inside the Authoritarian State, p.20.

effet, ces *pouvoirs infrastructurels* représentent encore une fois différentes façons d'appréhender les États et de mesurer la capacité de ces derniers.

Michael Mann étudie, à l'aide de ses réseaux de pouvoirs, des cas empiriques dont l'Empire romain, qu'il conceptualise comme un empire de la domination<sup>45</sup>, c'est-à-dire un type d'empire sous une forme circulaire, dont le cercle le plus éloigné serait indéterminé et les cercles concentriques les plus rapprochés de la capitale seraient les plus règlementés et policés et dépendraient exclusivement de l'État central qui les gouverne. Ce dernier serait en mesure de frapper à tout moment et de contenir, de facto, toute forme de rébellion à l'intérieur et à proximité de Rome. Cette conceptualisation du pouvoir étatique émanant d'un centre est régulièrement mobilisée dans l'étude des États d'Asie du Sud. En effet, les frontières nationales modernes n'auraient pas été aussi étanches avant la conquête de la région par des Occidentaux<sup>46</sup> et certaines régions faisaient l'objet de vives contestations par des groupes rivaux. De fait, le système distribuant la légitimité et la souveraineté était souvent conceptualisé au moyen d'un mandala :

*« [A] mandala system of sovereignty was the norm, in which power radiated from the Burmese king, and indeed from the throne itself, in a series of concentric circles to almost indefinite distant regions. In those areas, local rulers might owe allegiance and pay tribute to the Burmese king and also to one or several nearby more powerful kingdoms and even to the Chinese emperor in Beijing<sup>47</sup>. »*

### **1.1.5. Quatre concepts-clés dans l'étude sociopolitique des États**

À la lumière de la littérature sociopolitique présentée ci-haut, les États représentent donc des institutions pouvant étendre leur pouvoir sur des territoires donnés. Ils varient à plusieurs niveaux, dont en taille et en durabilité. De plus, l'étendue de leur pouvoir infrastructurel n'est pas toujours le reflet de leur capacité à faire usage de la répression

---

<sup>45</sup> Michael Mann, 1986, *op. cit.*, p.275.

<sup>46</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.18.

<sup>47</sup> *Ibid.*

sur leur population ou encore à défendre leurs frontières. D'ailleurs, Slater et Fenner notent à travers trois caractéristiques que 1) les régimes sont généralement les premiers bénéficiaires des politiques d'États et non pas les États en eux-mêmes : « *where states exhibit substantial "infrastructural power," or the capacity "to implement logistically political decisions throughout the realm," the regimes that run them are the most immediate beneficiaries*<sup>48</sup>. » Ces auteurs notent ensuite que 2) les dirigeants politiques ne sont que très rarement les architectes des États sur lesquels ils gouvernent. Ils insistent sur ce point de façon à assurer une historicisation de la formation des États et de la mise en place de régimes – autoritaire ou démocratiques. En effet, les États sont toujours l'héritage et le résultat de plusieurs conjonctures. Cette affirmation est particulièrement de mise dans le cas des États post-coloniaux, lesquels héritent dès leur indépendance des institutions laissées par les empires. Finalement, ils suggèrent 3) qu'aucun État n'est parfaitement perméable aux erreurs provenant de son administration. En effet, ils argumentent que même les États qui démontrent une grande capacité de mobilisation, de répression et de taxation sont susceptibles de s'effondrer des suites d'erreurs produites au sein de leur administration.

Slater soutient également que si la formation des États représente le résultat d'une variété de causes, le type de régime en place dans un État donné est le plus souvent le résultat direct des conjonctures historiques présentes dans un territoire donné. Spécialiste de l'autoritarisme et de l'Asie du Sud, il affirme à partir de cas empiriques que les régimes étatiques dans la région peuvent généralement être analysés comme le résultat 1) de conflits internes entre des groupes rivaux, 2) de conflits extranationaux entre des groupes nationaux ayant une faible capacité militaire et économique, 3) de luttes entre les élites communautaires qui mettent de l'avant l'identité comme moteurs du processus de démocratisation. Il argumente dans *Ordering Power* que la force et la durabilité des régimes autoritaires d'Asie du Sud peut être comprise à travers un cadre théorique de la formation des États et des guerres : « ces arguments dérivent tous d'un cadre

---

<sup>48</sup> Dan Slater et Sofia Fenner, 2011, *op. cit.*, p.16.

explicatif causale centré sur les politiques conflictuelles comme force organisatrice des action collective des élites, qui renforce la force institutionnelle et la durabilité des *Léviathans* autoritaires<sup>49</sup>. » Ce cadre théorique permet également dans le cadre de ce mémoire d'effectuer une distinction entre les trois modèles d'organisations du pouvoir présentés ci-haut et de leur rapport aux peuples, nations et plus largement à l'ethnicité.

### 1.1.5.1. Territoire et légitimité

D'abord, la souveraineté territoriale, telle que comprise légalement, constitue l'un des héritages centraux des traités du XVI et XVIIe siècle en Europe<sup>50</sup>, notamment celui de Westphalie ratifié en 1648. En effet, ce traité visait à dessiner une carte de l'Europe et à en fixer les frontières nationales. Il stipulait d'ailleurs qu'un État ou un Empire détient le pouvoir unique sur son territoire et que celui-ci ne peut être contesté par des États voisins. Cette façon de concevoir la souveraineté territoriale est toujours enchâssée dans les constitutions contemporaines et dans le droit international.

*« Westphalian sovereignty claims involve the exclusion of external political actors from the political structures of a given territory; domestic sovereignty refers to the actual ability of political authorities to control processes inside the borders of their polities; and international sovereignty is a function of states' capacities to control flows across those borders<sup>51</sup>. »*

À partir de ces moments de ratification, en Europe, les lois internationales considèrent les frontières comme étant peu mouvantes et la prise de contrôle de territoire appartenant à une organisation rivale constitue alors un crime. Conceptualisant la géographie comme un jeu à somme nul, des guerres de conquête sont toujours visualisées et analysées comme l'annexion de territoire appartenant d'abord à des groupes rivaux. Toutefois, les acteurs politiques sont parfois amenés à enfreindre les principes du traité à des moments opportuns, de façon à assoir leur légitimité : «les dirigeants font souvent

<sup>49</sup> Dan Slater, 2010, *op. cit.*, p.52.

<sup>50</sup> Frédéric Guillaume Dufour, *op. cit.*, pp.177-178.

<sup>51</sup> Lauren Benten, 2010, *A Search for Sovereignty: Law and Geography in European Empires, 1400-1900*, Cambridge University Press, Cambridge, p.281.

face à des défis politique qui les obligent à compromettre leur souveraineté internationale et leur valeur westphalienne pour maintenir ou augmenter leur souveraineté domestique<sup>52</sup>. » Finalement, la légitimité territoriale des États nous amène également à concevoir le monde de façon globale et à entrevoir les bases d'une sociologie étudiant le nationalisme de façon *sui generis* :

*« At first glance, sociologists seem better equipped to conceptualize the global realm in sui generis terms. Sociological concepts are less burdened with nationalist baggage than those of international relations theory, and might thus better fit a condition in which sociopolitical life is believed to be increasingly unbounded<sup>53</sup>. »*

En effet, les concepts sociologiques portent généralement moins de poids nationaliste affirmé que ceux portés par l'étude des relations internationales en science politique. De fait, ce plus grand espace analytique et critique permet de distinguer avec une plus grande finesse les tenants et aboutissants de la légitimité des États sur leur territoire et des conflits nationalistes.

### **1.1.5.2. Nationalisme et État**

Ensuite, afin de créer une définition des États en général et des États-nations en particulier, il paraît nécessaire de jeter les bases du concept de nationalisme. Ce concept politique a fait couler beaucoup d'encre depuis ses premiers balbutiements. En effet, de Gellner jusqu'à Goulbourne, des auteurs contemporains se sont attelés à offrir des définitions concurrentes. Wimmer par exemple voit dans les nationalismes une réaction historique à la hiérarchisation ethnique se posant en violation du principe de domination semblable sur semblable<sup>54</sup>. Il souligne d'ailleurs que les États-Nations émergeant se battraient entre eux pour gouverner des territoires occupés par des groupes ethniques. Pour l'auteur, les guerres civiles seraient plus susceptibles d'éclater lorsque le

---

<sup>52</sup> Jens Bartelson, 2014, *Sovereignty as Symbolic Form: Critical issues in Global Politics*, Routledge, New York, p.55. (traduction libre)

<sup>53</sup> *Ibid.*, p.73.

<sup>54</sup> Andreas Wimmer, *op. cit.*, p.28.

cœur étatique est contrôlé par un groupe ethnique qui exclut *de facto* les autres groupes ethniques des lieux de pouvoir :

*« Ethnic closure describes a system of exchange and identification that is segmented along ethnic lines. The dominant elites ally and identify with the dominant masses and the subordinate groups with the subordinate masses. Such closure along ethnic, rather than national, lines can be observed in a variety of contexts such as in the pre-Civil War era in United States and many post-colonial states in the South in which political arenas and identities are thoroughly compartmentalized along ethnic lines<sup>55</sup>. »*

Il s'agit ici d'une position conceptuelle qui ne sort pas de l'ordinaire dans ce champ. On peut alors penser, d'une part, à Rogers Brubaker, spécialisé dans les questions de clôtures sociales – concept dont la prémisse initiale est la séparation formelle et/ou informelle d'un « nous » et d'un « eux » et qui aurait pour effet d'exclure certains membres d'une société civile des biens et services offerts par la nation sous prétexte de leur position extérieure face à celle-ci<sup>56</sup>.

De plus, la compréhension scientifique du nationalisme est importante en sociologie historique pour deux raisons fondamentales. D'abord, ce concept est au cœur des projets politiques du 20<sup>e</sup> siècle. Ensuite, les projets nationalistes représentent des projets extrêmement variables – ils peuvent en effet être une chose et son contraire – à la fois progressistes et conservateurs, les projets nationalistes ont laissé très peu de populations indifférentes :

*« It is where and when the cultural marks (for example, ethnic cuisine, dress, lifestyles) on the continuum are passed, and the articulation of significant groups of people amounts to the demand for a state to coincide with the presence of these marks that we can say there is a situation of ethnic nationalism<sup>57</sup>. »*

Dans cet ordre d'idées, la nation peut être conceptualisée comme 1) formée par le regroupement composé par la communauté imaginée des suites de la (re)formation

---

<sup>55</sup> *Ibid.*, p.45-46.

<sup>56</sup> Rogers Brubaker, 2004, *op. cit.*, p.82.

<sup>57</sup> Harry Goulbourne, 1991, *Ethnicity and Nationalism in Post-Imperial Britain*, Cambridge University Press, Cambridge, p.59

d'identités communes et 2) définie en opposition à des groupes ethniques exclus d'emblée de cette communauté<sup>58</sup> : « l'entrée dépend généralement de deux facteurs : (1) une maîtrise des compétences nécessaires, tel qu'indiqué, et (2) posséder des attributs personnels compatibles avec l'image que la culture majoritaire se fait d'elle-même<sup>59</sup> ».

De plus, il est possible d'établir une distinction entre les concepts d'État-nation et d'État-national. En effet, dans les premiers, on suppose une concurrence entre l'ethnicité de la population et l'État-nation. Or, dans l'empirie, il n'existe que très peu de ce type d'État : « *nation-state, a state whose people share a strong linguistic, religious, and symbolic identity*<sup>60</sup>. » Tandis que les États-nationaux désigneraient des organisations politiques qui gouvernent sur de vastes populations ne partageant pas nécessairement d'identité linguistique, religieuse ou symbolique :

À la suite de Tilly, nous proposons de réserver le terme État-nation à un petit nombre d'États "dont les membres partagent une identité linguistique, religieuse et symbolique très forte" Nous utilisons État national pour désigner les organisations politiques où un État "gouverne de multiples régions continues et leurs villes aux moyens de structures centralisées, différenciées et autonome<sup>61</sup>."

Cette distinction permet d'éclairer comment cette forme d'organisation succède au modèle impérial.

Finalement, les projets nationalistes se forment le plus souvent autour de quatre caractéristiques récurrentes. On y retrouve d'abord généralement une appartenance phénotypique claire et le pouvoir dans les projets nationalistes qui se voient victorieux est dès lors attribué en fonction de ce critère. Ensuite, les nationalismes se forment habituellement autour d'une *terra firma* – un territoire appartenant à la communauté politique depuis un temps indéterminé et qui appelle à la (re)prise par cette communauté. Puis, la religion est le plus souvent responsable de la création de certains États, sans toutefois représenter une caractéristique satisfaisante pour la création d'une identité

---

<sup>58</sup> Ernest Gellner, 1994, *Encounter with Nationalism*, Blackwell, Cambridge, p.41.

<sup>59</sup> *Ibid.* (traduction libre)

<sup>60</sup> Charles Tilly, 1990, *op. cit.*, p.3.

<sup>61</sup> Frédéric Guillaume Dufour, 2015, *op. cit.*, p.392.

nationale. Enfin, les projets nationalistes se forment le plus souvent autour du langage qui représente un des premiers outils à la disposition des groupes nationalistes. De par la langue, il est possible d'inclure et d'exclure différents acteurs de la vie politique dans un État donné. Il est donc facile de voir comment cette caractéristique représente un outil sans équivalent dans les projets nationalistes.

Bref, ce cadre théorique stato-centré, qui s'élabore autour des concepts de légitimité, de territorialité, et de monopole de la violence, sera employé dans ce mémoire de recherche portant sur les violences ethnonationalistes post-indépendance au Myanmar. Un tel cadre théorique est bénéfique à la démarche, puisqu'il permet d'analyser les conflits en termes de conjonctures historiques et au niveau macrosociologique. De fait, pour permettre une étude approfondie de la trajectoire historique dans la région, une connaissance approfondie de la transition du modèle impérial – et du colonialisme britannique en Asie du Sud – vers le modèle des États-nation en général est de mise, particulièrement considérant l'importance des legs impériaux dans la région. De plus, adopter une position étato-centrée, dont l'analyse porte principalement sur la capacité étatique, permet de rendre compte des particularités de l'État du Myanmar – à la fois un État doté d'un fort appareil répressif (caractéristique généralement associée aux États forts) et extrêmement contesté – dont les populations périphériques remettent constamment en question la légitimité (associé généralement aux États faibles). En résumé, à partir des concepts de souveraineté territoriale et d'ethnicité, nous établissons donc une définition des Empires, des États, des États-nations et des États-nationales.

### 1.1.6. Étudier des phénomènes violents

*« [Although] violence determines the structure of everyday life, of the individual and collective self, from within, its very ground, manifestation, and effects are often more elusive than can be grasped by cognitive*

*or hermeneutical procedures for establishing and understanding reality*<sup>62</sup>. »

Étymologiquement, il existe d'importantes distinctions, en fonction de la langue employée, dans les définitions et le poids analytiques du concept de violence. En français et en anglais, le terme fait référence à la violation de quelque chose ou quelqu'un sans appeler nécessairement à une relation qui dure dans le temps. En allemand, cependant, le terme *gewalt* renferme une dimension de temps, de relations d'autorité et de pouvoir. En allemand, on parle de *Staatliche Gewalt* pour décrire la violence de l'État et son monopole alors qu'en français et en anglais on réfère davantage au pouvoir de l'État<sup>63</sup>.

Par ailleurs, il existe trois grandes écoles de pensées qui s'attèlent à l'analyse de la violence en sociologie politique : héritage de Hobbes, la violence comme moment où la politique échoue et finalement la conceptualisation de la violence comme une pathologie diminuant au même rythme que la *grande marche vers la civilisation*. D'abord, l'école de pensée découlant de Hobbes réfléchit la violence comme étant un accessoire relié à l'appareil politique. Hobbes conceptualisait, en effet, la violence comme un moyen rationnel à la disposition des individus pour atteindre des objectifs politiques comme la souveraineté territoriale, la sécurité et la gloire. Une seconde école analyse davantage la violence comme le résultat de politiques ratées. Dans cette optique, on pense la violence comme le résultat indésiré, de la prise de pouvoir par un groupe au détriment d'autres, par exemple. La troisième école quant à elle analyse la violence comme une pathologie qui se verrait occuper une place de moins en moins importante au fil de la *marche vers la civilisation* : « un troisième groupe, plus récemment [...] analyse la violence comme une forme de comportement pathologique qui diminue en fréquence observé avec la *marche vers la civilisation*<sup>64</sup>. »

---

<sup>62</sup> Hent De Vries et Samuel Weber (eds.), 1997, *Violence, Identity and Self-Determination*, Stanford, Stanford University Press, p.13.

<sup>63</sup> Samuel Weber, « *Wartime* », dans Hent De Vries et Samuel Weber (eds.), 1997, *Violence, Identity and Self-Determination*, Stanford, Stanford University Press, pp.82-83.

<sup>64</sup> Benjamin Ginsberg, 2013, *The Value of Violence*, Prometheus Books, New-York, p.19. (traduction libre)

Ces trois écoles ont en commun l'identification de la violence comme étant un donné subordonné à la vie politique dans une organisation donnée. L'emploi de la violence dans les organisations politiques constitue une part non négligeable de l'activité du pouvoir. L'importance politique de la violence est dérivée de quatre facteurs principaux :

*« First is the dominance usually manifested by violence over other forms of political action. Second is the agenda-setting power of violence. Third is the destructive and politically transformative power of violence. Fourth is the capacity of violence to serve as a catalyst for political mobilization<sup>65</sup>. »*

Ces facteurs sont importants dans l'étude des conflits violents de façon à comprendre et interpréter les motivations des groupes mobilisés. Il va sans dire que l'usage de la violence dans le cadre d'une lutte politique opposant des groupes ethniques correspond généralement à une volonté transformative de la cartographie du pouvoir dans le territoire donné. De facto, on peut comprendre, du moins en partie, les soulèvements violents comme des catalyseurs et des moteurs de changements politiques. Ginsberg émet, cependant, des réserves quant à l'efficacité des moyens d'actions non violents dans les luttes politiques de distribution du pouvoir et de reconnaissance face à l'État. Il expose d'ailleurs à travers les exemples de Gandhi et de Martin Luther King des leaders politiques qui embrassent des moyens d'actions non violents<sup>66</sup>. Or, dans les deux cas, ces moyens d'actions visaient à entraîner une réponse violente de la part des autorités en place, de façon à exposer au monde la violence de leur situation :

*« [Strikes], boycott, demonstrations, and the like – employed by such leaders as King and Gandhi were designed to produce economic and social disruption and, in some instances, to provoke violent responses from their opponents. Violent attacks on apparently peaceful protestors would, it was hoped, elicit sympathy for the innocent victims of bloodshed and perhaps encourage powerful external forces to intervene on their behalf<sup>67</sup>. »*

---

<sup>65</sup> *Ibid.*, p.24.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p.26.

<sup>67</sup> *Ibid.*

À travers le XXe siècle, nous avons accès à une panoplie de cas où la répression violente d'une mobilisation populaire par l'État ou par le groupe au pouvoir a donné lieu à une plus grande mobilisation de la population autour du projet défendu au début par une population marginale. On peut, par exemple, penser à l'Insurrection de Pâques (*Easter Rising*) en Irlande en 1916 réprimé de façon extrêmement violente par les autorités britanniques et qui mena à l'exécution des leaders du mouvement quelques jours à peine après le soulèvement. Ces exécutions auront pour effet de mobiliser une grande partie de la société irlandaise envers les enjeux défendus d'abord par un groupe marginal. On peut également penser, à un degré moins violent, à la répression du mouvement des droits civiques aux États-Unis et les violentes répressions durant les marches pacifiques organisées, dont notamment les marches de Selma à Montgomery en 1965 qui sont réprimées violemment par la police de Dallas county en Alabama et qui mène à une intensification.

Dans ces deux cas de figure, il est possible de voir comment la réponse violente des autorités politiques peut avoir à la fois le résultat escompté – soit la fin de la mobilisation – où dans certains cas un effet d'entraînement pour des groupes politiques comme c'est le cas pour le mouvement des droits civiques aux États-Unis « *The World is Watching* ». Bref, à différents degrés, lorsqu'on assiste à une répression violente des mouvements populaires – cette répression peut produire dans certains cas une plus grande mobilisation – la violence représenterait donc un ingrédient du changement : « [*violence*] is terrible, but its alternative is not the kingdom of Heaven. Not only is violence a great engine of political change but, much as we dislike admitting it, violence is also the great driver of science and even culture<sup>68</sup>. » En dernière instance, il s'agit ici d'étudier les phénomènes violents au Myanmar depuis l'indépendance en tant que moyens employés à la fois par l'État et les groupes rebelles et non en tant que finalité et résultat des interactions belliqueuses entre les différents acteurs.

---

<sup>68</sup> *Ibid.*, p.176.

À cet effet, dans le cadre de conflits entre des groupes ethniques, Brubaker invite à arrêter d'employer les catégories du sens commun, soit l'ethnicité, la race et la nation, pour plutôt les analyser dans de nouveaux termes :

*« I want to suggest that ethnic conflict [...] need not, and should not, be understood as conflict between ethnic groups, just as racial or racially framed conflict need not be understood as conflict between races, or nationally framed conflict as conflict between nations<sup>69</sup>. »*

Avec cette prise de position, Brubaker prescrit une position constructiviste et s'inscrit contre la réification des catégories ethniques. En effet, il met en garde les chercheurs contre la facilité à glisser dans les catégories ethnopolitiques, le plus souvent employées par les protagonistes pour contribuer à la production de marqueurs de différence. Il propose donc de repenser l'ethnicité à l'aune de cette réflexion critique :

*« This means thinking of ethnicity, race and nations not in terms of substantial group but in terms of practical categories, cultural idioms, cognitive schemas, discursive frames, organizational routines, institutional forms, political projects and contingent events. It means thinking of ethnicization, racialization and nationalization as political, social, cultural and psychological processes<sup>70</sup>. »*

Dans le cadre de ce mémoire, il s'agit de penser les groupes ethniques en tant que processus, avec leurs catégories idiomatiques et cognitives ainsi que leurs routines organisées de façon à éviter la réification des groupes ethniques à l'intérieur même des catégories du pouvoir :

*« [It] may be more productive to focus on practical categories, cultural idioms, cognitive schemas, common sense knowledge, organizational routines and resources, discursive frames, institutionalized forms, political projects, contingent events and variable groupness<sup>71</sup>. »*

---

<sup>69</sup> Roger Brubaker, 2004, *op. cit.*, p.166.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p.167.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p.186.

Bref, il s'agit ici d'adopter une position constructiviste sur l'ethnicité et tout au long du mémoire lorsqu'il sera question de tension entre des groupes ethniques, nous nous référerons à cette conception en termes de processus de l'ethnicité et de la groupalité.

### **1.1.7. Conclusion**

Ce cadre théorique est basé sur une littérature sociohistorique qui s'attèle à placer l'État au centre de l'analyse. Prenant comme point de départ que le monde politique et l'expression du pouvoir politique s'effectuent à travers les canaux étatiques, nous avons dressé dans un premier temps un portrait général des États et de leurs liens intrinsèques avec la forme impériale. Les travaux de Wimmer et Mann, nous ont notamment guidés dans la réalisation d'une telle tâche. Dans un second temps, nous avons examiné deux points d'analyses des États-nations : la légitimité territoriale et l'élaboration de projets nationalistes. Cette section permet de poser les bases conceptuelles des États-nations et de l'étude de phénomènes violents en passant en revue différents points d'analyse et façon d'appréhender les conflits violents intraétatiques.

Il va sans dire que d'importantes écoles de chercheurs ont étudié les États – la diffusion de ce modèle organisationnel, ses racines sociohistoriques, ses ancrages politiques et que ce cadre théorique ne visait pas à rendre compte de l'ensemble des positions des chercheurs ayant travaillé sur ces questions, mais bien de donner les bases pour la poursuite de ce mémoire qui vise à comprendre la durée et la persistance des conflits ethnonationalistes au Myanmar. Nous avons donc passé en revue différentes écoles qui tirent toutes des ancrages analytiques à différents degrés des travaux de Max Weber.

Nous avons défini les États-nations en relation avec le modèle organisationnel hégémonique qui les a précédés : les empires. Puis, dans un second temps, les États-nations, en tant qu'objet d'études indépendantes. Ensuite, nous avons passé rapidement sur le travail de deux auteurs contemporains (Andreas Wimmer et Michael Mann) incontour-

nables dans l'étude des États, leurs formations, leurs développements, diffusion et transition démocratique –. Une fois la table mise avec les travaux de ces deux auteurs, nous avons identifié quatre concepts-clés dans l'étude des États-Nations – conjugués en groupe de deux soit : territoire et légitimité, nationalisme et État. En dernière instance, nous avons dressé un portrait des études portant sur les conflits violents, de façon à se doter d'un moyen d'analyse des conflits au Myanmar de telle sorte que nous puissions nous saisir de notre objet de recherche : l'étude des conflits violents au Myanmar depuis l'indépendance qui oppose les groupes minoritaires à la majorité birmane.

### 1.2.0 Méthodologie

Pour les fins de cette recherche, nous adopterons une perspective analytique macrosociologique et plus spécifiquement une perspective sociohistorique. La sociologie historique réfère à une approche critique qui vise à analyser les différentes couches explicatives d'un ou plusieurs phénomènes en en établissant un portrait historiquement et géographiquement situé. Il existe deux écoles majeures dans le champ de la sociologie historique : une première qui est davantage guidée par la contextualisation et le *process tracing*, et une seconde qui s'est attelée davantage à élaborer des études comparatives. Toutefois, ces deux écoles sont le plus souvent combinées dans les études menées aujourd'hui dans le champ<sup>72</sup>. Si un angle d'approche microsociologique nous permettrait d'analyser et de comprendre le quotidien des populations minoritaires au Myanmar et nous informerait sur la résistance au quotidien<sup>73</sup>, elle ne nous permettrait cependant pas de comprendre les racines des conflits et la façon dont ils perdurent : « *[the] attention to macro-units of analysis follows logically from the method's focus on big questions,*

---

<sup>72</sup> Frédéric Guillaume Dufour, *op. cit.*, p.9.

<sup>73</sup> James C. Scott, 1990, *Domination and the Art of Resistance: Hidden Transcripts*, Yale, Yale University Press, 251p.

*as macro-phenomena tend to occur on the macro-level of society*<sup>74</sup>. » De fait, une approche historique comparative, telle que définie par James Mahoney, permet d'éclairer d'importants enjeux avec une importance mise sur une analyse causale et l'usage de comparaisons contextualisées et systématiques :

*« comparative historical analysis is best considered part of a long-standing intellectual project oriented toward the explanation of substantively important outcomes. It is defined by a concern with causal analysis, an emphasis on processes over time, and the use of systematic and contextualized comparison*<sup>75</sup>. »

Dans le cadre d'une recherche portant sur un cas ou un phénomène sur un territoire donné, l'aspect comparatif représente alors le travail d'aller-retour entre le cas empirique étudié et les cadres théoriques existants. Bref, l'adoption d'une méthode historique comparative dans l'étude des violences ethnonationalistes post-indépendance au Myanmar correspond à la comparaison entre la périodisation empirique dans le territoire et les cadres théoriques qui visent à expliquer de tels phénomènes. Bien qu'il s'agisse d'une étude de cas, la comparaison se comprend ici comme ce va-et-vient entre théories et réalités empiriques, et non entre divers cas empiriques. Pour les fins de ce mémoire notre matériel historique est constitué d'ouvrages produits en français et en anglais par les historiens, politologues, géographes et sociologues spécialistes de la région qui adresse en tout ou en partie la problématique que nous soulevons.

La dimension historique de cette recherche ne réfère pas simplement à un objet passé il y a un certain nombre d'années, mais plutôt à une fine contextualisation historique des phénomènes à l'étude et une prise en compte importante de l'historiographie. Enfin, la sociologie historique est également guidée par cette volonté de retracer les trajectoires historiques en termes de processus, de séquences, et d'enjeux temporaux<sup>76</sup>.

---

<sup>74</sup> Daniel Ritter, 2014, « Comparative Historical Analysis », dans Donatella Della Porta (dir.), 2014, *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford, Oxford University Press, p.98.

<sup>75</sup> James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, 2003, *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press., p.6.

<sup>76</sup> Edwin Amenta, 2003, « What we Know About the Development of Social Policy : Comparative and Historical Research in Comparative and Historical Perspective », dans James Mahoney et Dietrich Rueschemeyer, 2003, p.94.

Cette façon d'analyser les trajectoires historiques permet une plus grande finesse dans l'étude des processus de longue durée : « la longue durée permet également de reconstruire l'évolution du pouvoir d'agir des divers acteurs et d'illustrer des schèmes d'action qui se forment et se transforment au fil du temps<sup>77</sup>. »

Cependant, faire remonter une chaîne causale pose un certain défi pour la sociologie historique. En effet, les questions légitimes à savoir jusqu'où peut-on faire remonter une chaîne causale et à partir de quand la régression historique est suffisante dans l'explication d'un phénomène sont des problématiques auxquelles les chercheurs font souvent face : « si l'histoire est une valeur ajoutée, alors il est légitime de se demander jusqu'où il faut faire remonter la chaîne causale qui a mené à un événement, un mécanisme, une relation sociale, un processus ou une institution donnés<sup>78</sup> ». La sociologie historique fait constamment face à la problématique de la « régression infinie » telle que présentée par Slater et Simmons. Cette problématique désigne la recherche infinie de la cause originelle. Par exemple, dans les recherches souhaitant analyser l'éclatement de violences nationalistes au Myanmar depuis l'indépendance, les chaînes causales sont habituellement arrêtées à la période coloniale. Toutefois, cette vision nous semble beaucoup trop étroite et balaie les rôles de la monarchie birmane pré-colonisation, que nous identifions comme une cause potentielle du colonialisme et/ou des violences contemporaines. Mais pourquoi alors faire arrêter la chaîne causale à la monarchie birmane dans notre cas, au colonialisme dans les études en général, pourquoi ne pas continuer *avant* la monarchie? Prenant pour point de départ que toute cause possède elle-même une cause, la recherche d'une forme de régularité causale doit être limitée temporellement<sup>79</sup>. À cet effet, une grande majorité de chercheurs adoptent une position en termes de *critical junctures*, concept défini comme « *a period of significant change*,

---

<sup>77</sup> Frédéric Guillaume Dufour, 2015, *op. cit.*, p.6.

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> Daniel Ritter, 2014, *op. cit.*, p.106.

*which typically occurs in distinct ways in different countries (or in other units of analysis) and which is hypothesized to produce distinct legacies.<sup>80</sup> »*

Pour pallier au problème de la régression infinie, Slater et Simmons argumentent plutôt en faveur d'une régression informée (*informative regress*). Si la régression infinie tend à additionner *ad nauseam* des causes à des causes, celle pour laquelle les auteurs argumentent prend plutôt assise sur des preuves historiques pour distinguer les antécédents causaux des phénomènes non causaux. Suivant la logique selon laquelle l'analyse des phénomènes étudiés peut être observée dans plusieurs instances, il est alors possible de déterminer les conditions qui favorisent ou permettent l'émergence d'un type de phénomènes. On débute alors notre analyse autour de ces points critiques et à partir de ce moment, il est légitime de tronquer une régression historique à un moment plutôt qu'à un autre, puisque ce qui précéderait cet « antécédent critique » est causalement non-significatif.

Dans le cadre de ce mémoire, nous emploierons la méthode proposée par Daniel Ritter dans l'ouvrage méthodologique dirigé par Donatella Della Porta intitulé *Methodological Practices in Social Movement Research* publié en 2014. Ritter propose dans un court chapitre, une forme de mode d'emploi pour mener à bien une recherche sociohistorique comparative (CHA : Comparative Historical Analysis). Pour ce faire, il décompose le travail effectué par un chercheur menant une recherche sociohistorique en cinq étapes cruciales : 1) la formulation d'une question de recherche, 2) l'identification des données, 3) la collecte des données, 4) l'analyse des données et enfin 5) l'écriture du récit historique :

*« This process is applied to each case constituting a part of the study. It is also important to keep in mind that the five-step approach is in practice not linear, as the researcher will inevitably find him- or herself compelled to revisit already engaged tasks continually throughout the duration of the project<sup>81</sup>. »*

---

<sup>80</sup> Ruth Berins Collier et David Collier, 1991, *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton, Princeton University Press, p.29.

<sup>81</sup> Ritter Daniel, 2014, *op. cit.*, p.104

L'auteur nous met en garde contre la linéarité du modèle proposé et précise que concrètement ces étapes sont placées dans cet ordre à titre informatif et que le chercheur peut à tout moment être amené à revisiter des étapes préalablement accomplies de façon à découvrir de nouveaux pans d'analyse. Ces étapes sont donc en quelque sorte interchangeables ou flexibles.

### 1.2.1. Formulation d'une question de recherche

La première étape d'une recherche telle que proposée par Ritter est de formuler une question de recherche qui correspond à une forme de casse-tête. Ici, on pose généralement une question : « pourquoi? » Ce puzzle est souvent couronné d'une hypothèse surprenante ou contre-intuitive. Cette étape est un moment important dans la recherche, puisque le chercheur doit alors expliquer en quoi le ou les cas choisis constituent une fondation cohérente et méritent qu'on s'y attarde. Bref, comment une recherche sur un tel sujet bénéficiera au champ et apportera des informations ou « *insights* » importantes? De fait, une des étapes importantes de la formulation d'une question est la périodisation. Cette étape est primordiale puisque c'est le moment où les chercheurs vont approfondir leurs connaissances sur le ou les cas étudiés et y généreront une banque de connaissance nécessaire à la construction d'une chaîne causale juste et historiquement pertinente. En effet, pour construire une telle chaîne, il est nécessaire de *connaître* d'abord la période étudiée, et les phénomènes, événements importants, régimes politiques précédant cette période, sans quoi la chaîne causale risque d'omettre des détails importants ou de n'expliquer que partiellement le phénomène à l'étude. De fait, pour produire une recherche qui couvre cinq décennies, il est recommandé d'avoir un savoir approfondi et d'être familier avec les événements du siècle en son entier. Dans le cadre de cette recherche, nous souhaitons donc adresser la question à savoir pourquoi les violences ethnonationalistes perdurent au Myanmar? Pour ce faire, la périodisation adoptée commencera à l'époque monarchique à partir de 826, de façon à isoler les va-

riables explicatives et la construction des identités ethniques sur le territoire. Cette première étape sera couverte dans le second chapitre de ce mémoire où nous périodiserons les différents régimes au Myanmar à partir de la monarchie jusqu'à l'indépendance en identifiant les trajectoires historiques.

### **1.2.2. Identification des données**

La seconde étape représente l'identification des données. En sociologie historique, au contraire de ce que l'on pourrait être amené à penser, cette étape ne représente pas la recherche méticuleuse de nouveaux faits à travers des archives, témoignages et preuves empiriques jusqu'alors inconnues : « il peut paraître tentant d'inclure des données qui n'ont pas encore été utilisées ou des pistes empiriques jusqu'alors inconnues, comme un historien le ferait, mais les analyses historiques comparatives restent habituellement loin de cet objectif<sup>83</sup>. » Ce travail représente celui des historiens et nous nous appuyons directement sur ce dernier. Les recherches sociohistoriques ont plutôt pour but d'amener de nouvelles explications à des phénomènes en conjuguant les travaux des historiens à des concepts et théories. Une grosse partie du travail du sociohistorien consiste ainsi en l'évaluation critique de la crédibilité des différentes sources mobilisées. Bref, à cette étape l'objectif principal du chercheur est de se doter d'une bibliographie pertinente – les données sociohistoriques sont, en effet, principalement composées de sources secondaires. Dans le cadre de ce mémoire, nous mobilisons des sources secondaires – les travaux des historiens, politologues, géographes et sociologues qui se sont spécialisés sur le cas ou qui ont produit des comparaisons avec d'autres cas similaires ou géographiquement près et nous reconstituons une chaîne causale à partir de leur travail.

---

<sup>83</sup> *Ibid.*, p.107. (traduction libre)

### 1.2.3. Collecte des données

Si nos sources représentent la littérature disponible sur un cas, un phénomène, un événement sociohistorique, la collecte des données constitue en la lecture de ces sources : « de fait, pour les analyses historiques comparative, lire est la collecte de données<sup>84</sup>. » Le réel travail du chercheur pour mener à bien une étude sociohistorique, à la troisième étape, est la prise en compte d'un large éventail de textes et l'adoption d'une méthode systématique pour la classification des ouvrages de référence. À cet effet, il s'agit concrètement de séparer l'activité de la collecte des données en trois catégories de lectures que Ritter nomme les *country texts*, les *topics texts* et les *cause texts*. Cette classification, sans être infaillible, permettrait au chercheur de départager ses lectures et d'organiser ses sources historiques et la lecture de ces dernières. Concrètement dans cette recherche, il s'agira de recenser la littérature disponible portant sur le Myanmar et les violences ethnonationalistes, et celles qui proposent des explications générales pour l'explication de la durabilité des conflits intra-territoriaux pour le contrôle des appareils d'État en Asie du Sud, de façon à pouvoir effectuer des allers-retours entre théories et détails empiriques, et répondre à la question qui guide cette recherche : pourquoi les violences ethnonationalistes postindépendance perdurent-elles au Myanmar?

### 1.2.4. Analyse des données

La quatrième étape d'une recherche sociohistorique représente celle de l'analyse des données – une forme de groupement des fiches de lectures sous des regroupements thématiques. Ces regroupements permettent à la fois de corroborer des faits et événements historiques et d'évaluer la crédibilité d'une source et de permettre de dégager quels sont les facteurs X qui sont en jeu dans les résultats Y. L'idée n'est pas de déterminer si X facteur est bel et bien *le* responsable pour le résultat Y, mais plutôt de comprendre comment les facteurs mènent à ces résultats-là. Il faut donc identifier les

---

<sup>84</sup> *Ibid.*, p.108. (traduction libre)

mécanismes causaux à l'œuvre dans le phénomène étudié. Également, et comme présentées ci-haut, les recherches sociohistoriques posent des *grandes questions* et tentent d'y répondre avec des explications causales et l'identification des mécanismes causaux en jeux. De fait, ce type d'explication requiert l'imagination humaine ce qui limite grandement l'usage de programmes informatiques.

### 1.2.5. Écriture du récit historique

Finalement, la cinquième et dernière étape est celle de l'écriture du récit historique. Pour ce faire, le chercheur organise thématiquement et chronologiquement les événements à l'étude. Cette organisation des données recueillies ouvre la voie pour des allers-retours théoriques et historiques tout au long de la rédaction. Pour ce faire, plusieurs stratégies de narration historique peuvent être employées, dont celle plus courante du *Process Tracing*, qui constitue l'identification des étapes dans un processus causal ayant mené au résultat d'une variable dépendante donnée dans un cas particulier à un moment historique particulier<sup>85</sup>: « *While there is room for human agency, structural conditions remain the most likely causes in comparative historical explanations of macro level phenomena*<sup>86</sup>. »

Bref, dans le cadre de cette recherche, mon principal argument sera d'expliquer pourquoi les violences ethno-nationalistes perdurent au Myanmar, et pour ce faire je présenterai les recherches qui stipulent que le colonialisme britannique est le facteur à l'œuvre dans la perpétuation de ces violences, et je montrerai comment, en allongeant la chaîne causale et en continuant le *process tracing* au-delà de cette période coloniale, on trouve des bases importantes à l'émergence de ces violences dans la période de la monarchie birmane. De fait, mon argument peut brièvement être résumé ainsi : les re-

---

<sup>85</sup> Alexander L. George et Andrew Bennett, 2005, *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. Cambridge, MIT Press, p.176

<sup>86</sup> *Ibid.*

cherches portant sur les violences ethnonationalistes au Myanmar depuis l'indépendance en 1948 arrêtent leur chaîne causale trop tôt et gagneraient à retracer le rôle occupé par la monarchie birmane, ce que je m'attèlerai à faire tout au long de ce mémoire.

### **1.2.6. Conclusion**

L'emploi de la méthode proposée par Ritter dans le cadre de ce mémoire permet d'une part un guide pratique et succinct qui ouvre la porte à des aller-retour productifs et une organisation de la recherche, mais une telle méthodologie, laquelle a déjà fait ses preuves, permet également dans le cadre de ce mémoire de réduire l'abstraction que représente la recherche parfois en créant des catégories de textes – ce qui ouvre la porte à une méthode efficace pour consigner la vaste littérature qui porte sur l'Asie du Sud et le colonialisme britannique tout en favorisant la liberté du chercheur dans la consignation de ces informations historiques. De plus, cette méthode en cinq points permet également un repère pour l'écriture du récit historique (*process tracing*). À travers la formulation de la question, l'identification des données pertinentes, la collecte et l'analyse de ces dernières, la méthode de Ritter est un outil hors pair pour la rédaction d'un mémoire de maîtrise. En termes d'étape de la recherche, jusqu'ici nous avons formulé notre question de recherche et identifié les données pertinentes et avons cerné dans ce chapitre à partir de quel cadre théorique/angle analytique nous allons nous saisir de cette question.

Le prochain chapitre visera quant à lui, à couvrir historiquement les grandes périodes de changements dans l'histoire du Myanmar et qui ont mené à la construction des divisions interethniques sur le territoire. Pour ce faire, le second chapitre sera découpé en trois sections qui correspondent aux régimes/périodes les plus importants dans la construction des inégalités interethniques. Nous verrons d'ailleurs comment s'est opérée la catégorisation d'une classe politique majoritaire en terme de population vers une

position de minoritaire politiquement, au courant de la période de la colonisation britannique et qui reprendra les rênes du pays à l'indépendance. Nous explorerons donc à travers ces périodes l'organisation du pouvoir politique. Les périodes à l'étude sont la période monarchique (850-1886) – cette période nous informe sur les oppositions latentes entre les différents groupes ethniques au Myanmar –, le régime impérial (1886-1948) – période pendant laquelle les catégories ethniques ont été renforcées – et la période contemporaine et les changements drastiques de régimes de 1948-1962 et le coup d'État de 1962 qui mena à un État « socialiste » de 1962 à 1988 puis, à une transition démocratique.

## CHAPITRE II

### PÉRIODISATION HISTORIQUE

Sur le territoire du Myanmar, plusieurs communautés ethniques se partagent le territoire, de façon tantôt paisible, tantôt conflictuelle. Les luttes territoriales actuelles du Myanmar possèdent ainsi une histoire millénaire et ont traversé leurs lots de configurations variées du pouvoir politique. Helen James identifie cinq formes succinctes de configuration du pouvoir dans l'histoire du pays. De la forme monarchique (850-1886) vers une forme de transition à une économie de marché (1886-1948), le Myanmar serait passé par un régime colonial sous l'Empire britannique (1886-1948), puis un État « démocratique » (1948-1962) et un État « socialiste » (1962-1988)<sup>87</sup>. Cet État est également intéressant selon Stephen McCarthy, puisqu'il permet de remettre en question l'évolution linéaire proposée par les modèles occidentaux des structures démocratiques et des configurations du pouvoir<sup>88</sup>.

Il s'agit maintenant d'établir une connexion entre ces différentes périodes historiques, et l'évolution des frontières et des conflits ethniques au Myanmar. Nous retracerons ici chronologiquement les principales transitions de régimes au Myanmar. Nous analysons l'histoire de l'État à partir de 850, puis arrêtons notre récit historique en 1962, moment charnière de l'histoire politique du Myanmar. Ce choix est motivé par le fait qu'à partir de ce moment, nous considérons disposer, d'une part, de suffisamment de données pour répondre à notre question de recherche et adresser l'argument selon lequel une véritable compréhension de l'histoire politique au Myanmar nécessite une régression historique qui mobilise l'époque monarchique et, d'autre part, il existe de très nombreux ouvrages

---

<sup>87</sup> Helen James, 2005, *Governance and Civil Society in Myanmar, Education, Health, and Environment*, New York, Routledge Curzon Contemporary Southeast Asia Series, p.35.

<sup>88</sup> Stephen McCarty, 2006, *The Political Theory of Tyranny in Singapore and Burma: Aristotle and the Rhetoric of Benevolent Despotism*, Routledge. New-York, Taylor and Francis Group, p.131.

qui traitent des conflits interethniques post-1962. Ce chapitre vise d'abord et avant tout à fournir les éléments clés de notre régression historique en offrant une analyse qui met l'accent sur les changements de régime. Il est donc question de mettre la table pour l'explication des conflits interethniques opposant les Birmans aux minorités ethno-nationales.

### 2.1.0. Époque précoloniale et origine de l'ethnicité

La première période que nous souhaitons passer en revue est l'époque monarchique – aussi désignée dans la littérature comme l'époque précoloniale. Durant cette période, les Birmans du Myanmar auraient connu environ 1000 ans d'hégémonie sur le territoire. S'ils ont dû partager ce dernier, au cours de cette période, avec d'autres groupes ethniques, ils auraient su établir cette hégémonie à travers des négociations, tantôt pacifiques, tantôt belliqueuses. Un des aspects centraux sur lesquels insistent la plupart des ouvrages de référence est la vie associative. À cette époque, cette dernière était d'ailleurs active de façon informelle: « [community] organizations that functioned more or less like neighborhood organizations in Western countries have existed in almost every village in pre-colonial Myanmar<sup>89</sup>. » En fonction du monarque en place, l'administration du Royaume birman et môt connaît de grandes variations. À travers l'organisation des villages sur le territoire, la culture, les traditions et les coutumes associées à la monarchie étaient observables dans les plaines de la Birmanie :

*« Under strong kings, Burma was unified; at other time, it disintegrated into a collection of petty and warring principalities. Because Burma, like most of mainland South-east Asia, lay outside the main lanes of European mercantilist interest, it escaped for a time the fate of the Indian subcontinent and the Indonesian archipelago. But at the same time, this persistent isolation meant that Burma was dependent largely on its own resources for whatever growth and cultural advances its people achieved<sup>90</sup>. »*

<sup>89</sup> Ganesan N. et Kyan Yin Hlaing (ed), 2007, *Myanmar: States, Society, and Ethnicity*, Singapore, Institute of South East Asia Studies, p.143.

<sup>90</sup> Frank N. Tracer, 1966, *Burma: From Kingdom to Republic*, New York, Frederick A. Praeger, p.19.

Les rois birman percevaient d'ailleurs la population du royaume comme une source de travailleurs et des pourvoyeurs de provisions en temps de paix, tout comme en temps de guerre. Le roi avait pour principale responsabilité face au peuple d'assurer une protection sous la forme militaire et d'assumer un généreux soutien pour la religion bouddhiste<sup>91</sup>. Les Birmans entretenaient des relations belliqueuses avec les minorités ethniques vivant dans les montagnes avoisinantes et également avec les autres royaumes situés dans le *mainland* asiatique – le plateau d'Asie. Les frontières nationales modernes n'étaient pas étanches avant la conquête de la région par les Occidentaux<sup>92</sup>, et certaines régions faisaient l'objet de vives contestations par les différents groupes d'influence politique voisins. C'est notamment le cas des territoires de la minorité Shan<sup>93</sup>. Pendant le régime monarchique, les conflits armés étaient courants et l'étendue du pouvoir légitime d'un roi se mesurait à partir de cercles concentriques émanant de sa capitale – ce dernier diminuait à mesure que la distance grandissait entre la capitale et les régions d'influences:

*« Prior to the advent of British colonial authority, armed conflict was common, but the nature of political organization limited the impact of warfare on most individuals' live. In precolonial Burma, regimes were centered in the capital city, and their authority diminished with geographical distance from the center<sup>94</sup>. »*

Le système distribuant la légitimité et la souveraineté était d'ailleurs souvent conceptualisé comme un *mandala*. Comme il a été question dans le cadre théorique présenté dans le premier chapitre, plusieurs chercheurs corroborent cette vision du pouvoir birman sous la forme d'un *mandala* représentant l'expression de l'étendue du pouvoir monarchique en Asie du Sud<sup>95</sup>. Ainsi, plusieurs de ces expériences d'expansion territoriale auraient également donné lieu à des résistances des minorités ethniques à l'égard

---

<sup>91</sup> Lowell Dittmer, 2010, *op. cit.*, p.84.

<sup>92</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.18.

<sup>93</sup> Mary P. Callahan, 2005, *Making Enemies: War and State Building in Burma*, Cornell, Cornell University Press, p.223.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p.13.

<sup>95</sup> Donald M. Seekins, 2006, *Historical Dictionary of Burma (Myanmar)*, The Scarecrow Press, Toronto, p.52.

de la souveraineté sur le territoire. C'est d'ailleurs ces expansions territoriales qui auraient mené aux premières interactions avec l'Empire britannique.

La société birmane sous la monarchie était organisée de telle sorte que le centre et ses périphéries étaient en constante tension : « la *nature* de l'administration du monarque et les outils à la disposition de ce dernier pour contrôler la population ont contribué aux constantes batailles entre le centre et les extrémités de l'État<sup>96</sup>. » On peut d'ailleurs découper cette société en quatre grandes catégories territoriales : « 1. *the nucleus*, 2. *secondary settlement*, 3. *strategic stockades*, 4. *conquered 'foreign' areas*<sup>97</sup>. » À partir de cette catégorisation, il est possible de voir l'importance que revêtait l'expansionnisme birman pour la plus grande part du millénaire entre 850 et 1886. En effet, les rois birmans devaient prouver leur capacité à diriger et leur légitimité à dominer les territoires qu'ils avaient conquis par le passé, à travers des efforts constants et des démonstrations militaires, des guerres de conquête, et l'écrasement des autorités locales dissidentes<sup>98</sup>.

La littérature qui s'intéresse aux conflits interethniques au Myanmar ne se penche que très rarement sur cette période et lorsqu'elle le fait, il s'agit davantage de rappeler un passé idyllique où la conscience ethnique était complètement absente, ou encore de promouvoir l'unité ethnoculturelle détruite par le colonialisme britannique<sup>99</sup>. Ces appels à un passé *glorieux*<sup>100</sup> où les conflits entre les différents groupes ethniques qui habitent le territoire sont absents sert la majorité birmane – qui promeut depuis l'indépendance une forme d'unité dans la région. Or, il existe de nombreuses traces des conquêtes et des guerres expansionnistes<sup>101</sup> menées par la monarchie birmane : « *Burman*

---

<sup>96</sup> Robert H. Taylor, 2009, *op. cit.*, p.17. (traduction libre)

<sup>97</sup> *Ibid.*, p.22.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p.58.

<sup>99</sup> Maung Maung Gyi, 1983, *Burmese Political Values: The Socio-Political Roots of Authoritarianism*, Praeger, New-York, p.10.

<sup>100</sup> Maung Zarni, « *An Inside View of Reconciliation* » dans Lex Rieffel (ed.), 2010, *Myanmar/Burma : Inside Challenges, Outside Interests*, Washington, Brookings Institution Press, p.68.

<sup>101</sup> Robert H. Taylor, 2009, *The State in Myanmar*, Londres, Hurst & Company, p.16.

*kings conquered and established monarchies within the territories that are now Burma/Myanmar. As they were internally expansive, they were also externally aggressive*<sup>102</sup>. »

Les conflits ethniques seraient généralement le résultat de construction de catégories antagoniques<sup>103</sup>. Il va d'ailleurs sans dire que l'ethnicité représente un processus – jamais achevé – comme nous l'avons souligné dans le cadre théorique. De fait, cette référence de la littérature à un État précolonial, dans lequel l'ethnicité est évacuée<sup>104</sup>, semble omettre le caractère processuel de cette dernière. En effet, il s'agit davantage d'un processus de formation de marqueurs ethniques que d'une identité figée. Par exemple, Seekins affirme qu'il aurait existé des antagonismes grandissants dans les plaines du Myanmar (*Lower Burma*) entre les Birmans et les Mòns, mais ajoute, du même souffle, que les cultures et les modes de vies des habitants des plaines du Myanmar étaient partagés, alors qu'ils étaient conscients de leurs différences avec les groupes minoritaires vivants dans les montagnes. Qui plus est, Seekins ajoute que les concepts de frontières et d'États-nations, tels que nous les connaissons, ont été directement importés durant la période de l'Empire britannique : « les frontières nationales sont une idée introduites par les colons occidentaux et employées en Birmanie après que celle-ci eut intégré les nations-unies en 1948<sup>105</sup>. »

Dans cette première sous-section, nous avons souhaité démontrer l'importance historique de l'époque précoloniale au Myanmar en insistant sur les lacunes de la littérature existante, qui omet généralement un pan important de la construction des antagonismes durant l'ère précoloniale. Cette omission semble participer d'une mauvaise compréhension de l'emploi de certaines catégories ethniques par l'administration coloniale

---

<sup>102</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.20.

<sup>103</sup> David D. Laitin, 2007, *Nations, States, and Violence*, Oxford, Oxford University Press, pp.4-8.

<sup>104</sup> Robert H. Taylor, 2005, « Pathways to the Present » dans Kyan Yin Hlaing, Robert H. Taylor, Tin Maung Maung Than, 2005, *Myanmar : Beyond Politics to Societal Imperatives*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, p.2.

<sup>105</sup> Donald M. Seekins, 2006, *op. cit.* p.52. (traduction libre)

entre 1824 et 1948. Nous avons donc montré, dans le cadre théorique et jusqu'alors, comment l'ethnicité représente un processus impliquant nécessairement la construction d'une catégorie « nous », face aux « autres »<sup>106</sup>. Dans le cas présent, les tendances expansionnistes de la monarchie birmane, ainsi que la présence de différentes cultures et modes de vie – semi-nomade<sup>107</sup>, principalement les peuples vivant dans les montagnes<sup>108</sup> et sédentaire, les royaumes du *mainland* d'Asie du Sud ou encore les différents dialectes et religions, pour ne nommer que ces différences – sont des éléments de preuves de la pré-construction d'identités antagoniques bien avant l'arrivée des colons britanniques.

### 2.2.0. Administration britannique du Myanmar

*« Although the British attempted to modify the concepts of legitimate rule through their three waves of conquest of the Burmese kingdom from 1824 to 1886, they succeeded in eliminating only the form – the Burmese monarchy – but not the more fundamental attitudes toward power, authority, hierarchy, and governance that still profoundly influence how power is perceived and executed in that society<sup>109</sup>. »*

Contrairement au millénaire précédant la colonisation par les Britanniques, les trois vagues de guerres ayant mené à la conquête du Myanmar sont largement documentées. La monarchie birmane s'étendait à l'Ouest sur l'Inde britannique, ce qui aurait mené à une première guerre en 1824, opposant l'armée moderne britannique à une large armée

---

<sup>106</sup> Rogers Brubaker, 2004, *op. cit.*, pp.10-11.

<sup>107</sup> Jean Michaud, 2006, *Historical Dictionary of the Peoples of the Southeast Asian Massif*, Toronto, The Scarecrow Press, pp.179-180.

<sup>108</sup> James C. Scott, 2009, *The Art of Not Being Governed: An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, Yale, Yale University Press, p.189.

<sup>109</sup> David I. Steinberg, 2006, *Turmoil in Burma, Contested Legitimacies in Myanmar*, Norwalk, Eastbridge, p.29.

« médiévale » du côté birman<sup>110</sup>. Les victoires militaires birmanes auraient laissé les généraux et le roi trop confiants en leurs capacités militaires et en leurs chances de succès face à l'armée britannique. Or, cette confiance a mené à une première défaite et à la perte des provinces les plus à l'ouest dès 1826. Puis, entre 1852-53, des conflits économiques entre la cour du Roi birman et l'Empire britannique ont mené, cette fois-ci, à l'envahissement de l'ensemble des plaines du Myanmar<sup>111</sup>. Enfin, en 1885, les Britanniques ont lancé un dernier assaut visant à incorporer l'ensemble du territoire – principalement, les montagnes et les minorités ethniques y habitant<sup>112</sup>.

Le projet de colonisation du Myanmar s'est donc effectué en trois temps, notamment en raison de la difficulté d'accès au territoire. En effet, les peuples des montagnes ont été les derniers à être annexés à l'empire, dû à leur éloignement du centre et à la quasi-impossibilité pour les militaires de s'aventurer dans ces régions<sup>113</sup>. D'ailleurs, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'entreprise de colonisation du Myanmar par les autorités impériales n'était pas des plus profitables économiquement<sup>114</sup>. L'État colonial de Birmanie n'aurait, en effet, jamais su s'autofinancer: « *[at] best, the British built a skinny state, aimed at letting commerce flourish (which it did) and at making the colonial state pay for itself (which it never did) by taxation of land and some commerce*<sup>115</sup>. » De fait, cette entreprise coloniale britannique devait d'abord et avant tout injecter des ressources dans la pacification des populations opposant une résistance au régime colonial, à la suite des trois vagues de guerres.

---

<sup>110</sup> Richard Cockett, 2015, *Blood, Dreams and Gold : The Changing Face of Myanmar*, Yale, Yale University Press, p.6.

<sup>111</sup> Michael Gravers, 2005, *Nationalism as Political Paranoia in Burma: an Essay on the Historical Practice of Power*, Surrey, Curzon, p.10.

<sup>112</sup> Mary P. Callahan, 2003, *op. cit.*, p.23.

<sup>113</sup> James C. Scott, 2009, *op. cit.*, p.183.

<sup>114</sup> Mary P. Callahan, 2003, *op. cit.*, p.27.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p.21.

Pour assurer le succès de cette entreprise, les Britanniques auraient alors procédé à des changements sociétaux sans précédent. Ces changements auraient grandement bénéficié à l'administration métropolitaine, et accessoirement à quelques minorités ethniques, au détriment de la majorité birmane. Le « Crosthwaite's Village Act<sup>116</sup> » a donc eu pour effet de briser les institutions de la monarchie<sup>117</sup>. Les territoires balisés de façon traditionnellement informelle au Myanmar ont ainsi été petit à petit identifiés selon les grilles de l'administration coloniale indienne, rendant la diversité ethnoculturelle du territoire davantage accessible pour les bureaucrates britanniques. Cette nouvelle forme d'institution a mené graduellement à une plus grande capacité militaire de la part de l'administration, qui pouvait dorénavant s'impliquer dans les affaires quotidiennes des peuples du Myanmar<sup>118</sup>. Bref, les dernières traces institutionnelles de la monarchie birmane en tant que pouvoir administratif auraient disparu avec l'exil du dernier monarque en 1890.

Cet acte a, par ailleurs, participé à la catégorisation des minorités ethniques selon la configuration actuellement en vigueur. À cet effet, James affirme que la séparation ethnique représente un héritage de l'ère coloniale, qui aurait séparé et divisé l'État du Myanmar en sept États coloniaux dépendants de la capitale, elle-même dépendante de l'administration coloniale.

*« The former "big race theory" which underpinned the seven states and seven divisions inherited from the colonial state has been set aside. This envisaged Burma/Myanmar as peopled by the majority Burman, plus the Shan, Kayah, Karen, Chin, Kachin, and Mon. The new approach conceives of a State organized around the self-administration of all the national races in what has been described as a pyramidal construction of administrative units from the smallest ethnic groups and communities to the central administration in Yangon<sup>119</sup>. »*

---

<sup>116</sup> Instrument de la bureaucratie coloniale visant à pacifier l'ensemble du territoire birman.

<sup>117</sup> Donald M. Seekins, 2006, *op. cit.*, p.346.

<sup>118</sup> Richard Cockett, 2015, *op. cit.*, p.9.

<sup>119</sup> Helen James, 2005, *op. cit.*, p.45.

Pour assurer une certaine forme de paix à la fin des guerres de conquête, l'administration coloniale aurait ainsi mis à exécution la formule *divide-and-rule*<sup>120</sup>, créant des alliances avec certains groupes minoritaires et aliénants d'autres – dont la majorité birmane.

« *In existing historical analyses, the practice of excluding ethnic-majority Burmans has long been characterized as a classic example of British divide et impera (divide and rule). It is true that most of the British-recruited levies were members of ethnic-minority groups with long-standing hostilities toward the ethnic-majority Burman race throughout the colonial period, and in fact they dominated the armed forces on the eve of World War II*<sup>121</sup>. »

De fait, l'administration britannique, à travers un système de gouvernance indirecte sur certains groupes, aurait placé ces derniers en position d'influence politique, alors qu'elle aurait mis la majorité birmane sous un système de gouvernance directe. Cette façon d'organiser la vie politique à travers un système de « *divide and rule* » aurait accru les tensions marquant les relations interethniques au sein de la colonie. La majorité birmane aurait en effet tenté sans succès de conserver son autorité et son pouvoir sur les groupes qu'elle dominait autrefois, tout en étant elle-même placée sous la domination directe de l'administration britannique. Pour leur part, les groupes minoritaires vivant dans les montagnes auraient été employés par l'administration coloniale et auraient profité de la nouvelle configuration des affaires politiques<sup>122</sup>. Au final, l'administration coloniale aurait convaincu la majorité de ceux-ci d'accepter l'autorité britannique, en échange d'un système de gouvernance indirecte (administré par des autorités locales<sup>123</sup>).

Pendant cette période, l'administration coloniale aurait redessiné les contours des quelques centaines de groupes ethniques vivant sur le territoire nouvellement annexé à

---

<sup>120</sup> Robert H. Taylor « *British Policy Towards Myanmar and the Creation of the Burma 'Problem'* » dans N. Ganesan, Kyan Yin Hlaing (ed.), 2007, *Myanmar, State, Society and Ethnicity*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore, pp.77-78

<sup>121</sup> Mary P. Callahan, *op. cit.*, p.33.

<sup>122</sup> Robert H. Taylor, 2009, *The State in Myanmar*, Londres, Hurst & Company, p. 124.

<sup>123</sup> Mary P. Callahan, *op. cit.*, p.26.

l'Inde impériale<sup>124</sup>. Dans ce contexte, des groupes ethniques partageant des racines linguistiques similaires ont été regroupés sous la catégorie Karen, tandis que d'autres ont pour leur part été regroupés sous la catégorie Shan, Kachin et Môn, pour ne nommer que ceux-là. Or, ces catégories, comme nous l'avons vu, se situaient d'emblée à l'extérieur des frontières culturelles et linguistiques de la majorité birmane. De fait, et prenant pour point de départ l'ethnicité en tant que construction sociale et processus inachevé, il nous est également possible d'affirmer que la création des catégories ethniques et la division majoritaire/minoritaire n'est pas le résultat direct de ces reconfigurations administratives sous le colonialisme britannique – et gagne donc à être analysée de façon préalable au colonialisme britannique.

De plus, les frontières internationales de l'État du Myanmar, héritées du colonialisme britannique, sont généralement acceptées par la communauté internationale, et les conflits de frontières sont davantage liées aux frontières internes : « *Burma's frontiers were generally accepted. Internal acceptance was, however, a major issue that threatened the internal legitimacy of the state*<sup>125</sup> ». Située dans les plaines au centre de l'État, la majorité birmane était historiquement entourée par les groupes minoritaires en périphérie, lesquels étaient directement sous sa domination. Toutefois, la réorganisation impériale aurait placé la majorité birmane en isolation face aux groupes minoritaires<sup>126</sup> et l'aurait en quelque sorte laissé plus vulnérable aux politiques menées par l'empire.

Cette réorganisation impériale a eu des conséquences sur la distribution des pouvoirs qui aurait affecté la majorité birmane tout particulièrement, en les excluant notamment des postes de pouvoir au sein de l'administration coloniale. Malgré cette exclusion, il

---

<sup>124</sup> Jørgensen, Anders Baltzer. 1997. Forward to *The Karen People of Burma: A Study of anthropology and Ethnology*, by H.I. Marshall, v-xi. Bangkok: White Lotus. [En Ligne] <http://gutenberg.net.au/ebooks08/0800061h.html>

<sup>125</sup> David I. Steinberg, 2006, *op. cit.*, p.63.

<sup>126</sup> Ardeth Maung Thawngmung, 2011, *Beyond Armed Resistance: Ethnonational Politics in Burma (Myanmar)*, Singapore, East-West Center, p.3.

est possible de noter sur le plan politico-culturel, une hausse de la population s'identifiant à la majorité birmane au cours du 19<sup>e</sup> siècle. En effet, entre 1886 et 1921, on note une augmentation de la population qui emploie le birman comme langue courante contre une diminution de la population qui parle des langues Môn<sup>127</sup> – le second groupe en importance dans les plaines de Birmanie au 19<sup>e</sup> siècle. De fait, malgré le peu de place occupée par les Birmans au sein de l'administration coloniale, on dénote tout de même une forme grandissante d'influence, à tout le moins, culturelle :

*« Over the course of the nineteenth century, large numbers of Mon speakers came to adopt the Burmese language, and associated forms of political culture. The 1921 census recorded 324,000 Mons 'by race', but only 189,000 Mon-language speakers of Mon. The descendants of these non-Mon speakers would today be classified as ethnic Burmans, i.e. as Burmese-speaking citizens of a relatively new entity: the colony (and potential state) of Burma<sup>128</sup>. »*

Bref, la structure de la société birmane précoloniale ainsi que les institutions de la monarchie, ont été remplacées à la fin du 19<sup>e</sup> siècle par la structure de l'administration coloniale et des institutions britanniques<sup>129</sup>, à travers notamment la *Crosthwaith's Village Act*. Cette transformation a eu pour effet de modifier les frontières culturelles et géographiques internes, et les missionnaires britanniques auraient mis en place une double structure de pouvoir – c'est-à-dire un régime de gouvernance direct sur certains groupes et indirect sur d'autres *privilégiés*<sup>130</sup>. À travers les différentes guerres de conquêtes britanniques, ainsi que les outils de l'administration coloniale, le quadrillage et la bureaucratie a changé radicalement, ce qui aurait eu pour effet d'isoler les Birmans dans les plaines. Cet isolement n'aurait pas pu être accompli sans la participation de certaines catégories ethniques dans l'administration coloniale, ce dont nous observerons les conséquences dans la prochaine section de ce chapitre. Toutefois, il est clair que malgré la catégorisation ethnique par l'administration coloniale en sept groupes

<sup>127</sup> Khin Zaw Win, « 2010 and the Unfinished Task of Nation-Building » dans Nick Cheesman, Monique Skidmore et Trevor Wilson (eds.), 2010, *Ruling Myanmar: From Cyclone Nargis to National Elections*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, p.21.

<sup>128</sup> Ashley South, *op. cit.*, p.11.

<sup>129</sup> Donald M. Seekins, 2006, *op. cit.*, p.50.

<sup>130</sup> John Darwin, *op. cit.*, p.414.

représentés actuellement au Myanmar, des caractéristiques spécifiques opposant la majorité birmane aux minorités périphériques existaient déjà au moment de la conquête, et ces divisions impliquaient déjà des rapports de forces inégalitaires entre les groupes.

### **2.3.0. Indépendance et cadrage des luttes post-indépendances**

En 1947, la fin de la Deuxième Guerre mondiale et des efforts de guerres à l'international offrent une conjoncture internationale favorable pour les luttes de libération nationale à travers le monde. L'Inde obtient d'ailleurs son indépendance au cours de cette année-là. Au Myanmar, cette conjoncture internationale et locale a pour effet de favoriser les nationalistes birmans et mène à l'indépendance en janvier 1947. La présente section vise, à l'instar des deux sections précédentes, à contextualiser une période de l'histoire politique du Myanmar. Pour ce faire, nous explorons au niveau étatique le moment de l'indépendance sur le plan international, puis local.

Nous observons d'abord sur le plan international la colonisation par les Japonais entre 1941-43 et l'héritage institutionnel de cette courte période. Ensuite, au niveau local, nous analysons la composition de l'armée, la place occupée par les *Tats* sous la domination britannique en tant que facteur favorable à l'indépendance. Nous analysons également la première constitution et sa ratification, ainsi que le coup d'État de 1962. Il sera d'abord et avant tout question dans cette section de présenter une brève revue de littérature sur les principaux enjeux de la scène politique au Myanmar à l'indépendance en adoptant un angle analytique centré sur l'État et ses institutions. Nous arrêtons notre récit historique à la prise de l'État par les militaires en 1962, puisque cette année-là représente un tournant décisif dans l'histoire politique au Myanmar. Nous croyons d'ailleurs avoir suffisamment de données pour répondre à notre question de recherche et aborder l'argument selon lequel une véritable compréhension de l'histoire politique au Myanmar nécessite une régression historique qui mobilise l'époque monarchique.

#### **2.3.1. Conjoncture internationale**

Au moment du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, les groupes nationalistes birmans sont déjà implantés de façon formelle – à travers des organisations politiques – YMBA (*Young Men Buddhist Association*) et les *tats*. Ces nationalistes se saisissent de l'opportunité politique offerte par la mobilisation des Britanniques dans les conflits ailleurs dans le monde et revendiquent d'abord davantage de droits sur le territoire, et finalement, le contrôle de l'État. Toutefois, d'autres unités politiques profitent de la conjoncture internationale et en 1941, l'armée japonaise envahit le Myanmar. Cet envahissement a pour effet de générer d'importants troubles au sein de l'administration coloniale et de son armée.

On note en 1941 avec l'envahissement japonais et les Britanniques mobilisés ailleurs dans le monde, la première manifestation d'une armée nationale Birmane au Myanmar. On observe alors un effondrement de l'administration coloniale britannique sur le territoire et une explosion de l'autorité birmane à travers les régions rurales du Myanmar. La création de la BIA – *Burma Independence Army* – permet d'ailleurs l'établissement d'une domination encore inégalée des Birmans sur les régions recluses du Myanmar :

*« the creation of the first-ever national army (i.e., the BIA) established a kind of "school" in nationness. Marching through and defending regions in Burma that they had never visited before or whose inhabitants they had never seen before gave Burmese soldiers their first lesson in what constituted "Burma"<sup>131</sup>. »*

Cette domination sur des régions recluses donne d'ailleurs lieu à l'usage de violences contre des minorités ethniques ayant participé à l'administration coloniale.

En effet, découlant directement de la création de la BIA, on assiste à une birmanisation de l'institution militaire au Myanmar. Celle-ci laisse d'ailleurs d'importantes cicatrices dans les relations entre les communautés ethniques du Myanmar. L'un des groupes minoritaires qui aurait le plus souffert de la création de l'Armée d'indépendance birmane est le groupe Karen – qui était démographiquement le groupe le plus représenté au sein de l'administration coloniale et son armée :

---

<sup>131</sup> Mary P. Callahan, *op. cit.*, p.67.

*« The Karens suffered the greatest harm, especially in Papun and Salween in the east and in other rural parts of the Irrawaddy Delta. In the delta district of Myaungmya alone, BIA troops may have killed as many as eighteen hundred when they destroyed four hundred Karen villages in early 1942. BIA units executed Karen men, women, and children and arrested whole villages simply for being Karen<sup>132</sup>. »*

Plusieurs historiens présentent ce massacre comme l'un des points de jonction critique qui sépare de façon irrévocable les Karens des Birmans sur les plans politiques et culturels au Myanmar.

### **2.3.2. Composition de l'armée**

Au niveau local, le régime colonial au Myanmar laisse d'importantes traces sur les institutions de l'État au moment de l'indépendance. Il est d'ailleurs possible de constater l'étendue limitée de la mobilité sociale au sein de l'administration coloniale en fonction de l'appartenance ethnique, en observant plus particulièrement la distribution ethnique dans l'armée à partir du début du XXe siècle. Des chercheurs, dont Frank N. Tracer, avancent d'ailleurs que l'absence de cette mobilité sociale ascendante pendant la période coloniale pour les Birmans est un facteur favorable à la mobilisation pour l'indépendance de certains groupes pendant la Deuxième Guerre mondiale.

*« During the years when Burma had been a province of India, few Burmese had gained access to higher positions in the civil service. In fact, it was not until 1923 that any top posts were held by Burmese. Consequently, however desirable and necessary it was to fill the vacancies with Burmese nationals, it could not be done immediately, except at the cost of lowering standards of administrative efficiency<sup>133</sup>. »*

À partir de ce premier constat, en 1938, par exemple, l'armée est composée d'environ 10 365 individus. Parmi ceux-ci, dans les dernières années coloniales, la distribution ethnique consiste en 4 713 Britanniques – dont 358 officiers hauts gradés –, environ 3 000 individus d'origines indiennes et environ 3 000 individus appartenant à des

---

<sup>132</sup> *Ibid.*, p.75.

<sup>133</sup> Frank N. Tracer, 1966, *op cit.*, p.96.

groupes minoritaires sur le territoire du Myanmar soient des Karens, Chins et Kachins<sup>134</sup>.

En 1937, devant les pressions grandissantes pour une représentation birmane, l'administration coloniale se charge de créer un régiment de fusil birmans. Ce régiment vise à calmer le nationalisme birman grandissant dans la colonie. Or, il arrive *trop tard* et est considéré *trop petit* aux yeux des nationalistes birmans. En effet, la composition démographique de l'armée est toujours insatisfaisante pour la majorité ethnique birmane et la sous-représentation de cette dernière dans les rangs militaires participe aux revendications d'indépendance en 1948. Bref, la sous-représentation du groupe ethnique birman au sein de l'armée au Myanmar représenterait en quelque sorte un reflet de l'exclusion de ce groupe des lieux de pouvoir rattachés à l'administration coloniale.

Devant ce constat, à l'indépendance en 1948 certains groupes sont surreprésentés dans l'armée et plus particulièrement dans les postes de pouvoir de l'appareil militaire, alors que d'autres sont absents complètement. On observe d'ailleurs que les Karen occupent, juste en dessous des Indiens et des Britanniques, en majorité les postes de pouvoir dans l'armée au Myanmar : « *Karen officers and other ranks commanded nearly all the supporting services, including the staff, supply and ammunition depots, artillery, and signals corps*<sup>135</sup>. » Le nouvel État indépendant et ses dirigeants – l'AFPL (Anti-Fascist People Freedom League) éprouvent une forme de peur que ces Karens en position de pouvoir collaborent avec les Britanniques pour la mise en échec des projets nationalistes birmans<sup>136</sup>.

### 2.3.3. Tatmadaw sous la domination britannique

Parallèlement à l'armée coloniale, la majorité birmane s'est organisée politiquement et « militairement » dans les *Tats*. Ces organisations ont participé à la formation d'une

---

<sup>134</sup> Mary P. Callahan, 2005, *op. cit.*, p.26.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p.119.

<sup>136</sup> Robert H. Taylor, 2005, *op. cit.*, pp.14-15.

société birmane sous l'administration britannique à travers trois grandes contributions. Sous les yeux de l'administration britannique, les *tats* étaient tolérées parce qu'elles ne posent pas, à première vue, une menace à l'autorité britannique : « Leslie Glass, fonctionnaire britannique maintient d'ailleurs dans ses mémoires, et ce, malgré plus de quarante ans [de guerre civile] que les *tats* n'étaient pas une réelle menace et que le sentiment 'antibritannique n'était pas fortement répandu'<sup>137</sup>. » Brièvement, ces organisations étaient l'équivalent de cadets ou de groupes de scouts catholiques. Ils organisaient des camps, faisaient des parades, mais ne détenaient pas de réel pouvoir.

Or, plusieurs spécialistes de la région observent que la présence de ces organisations – les *Tats* –, conjuguée à la fenêtre d'opportunité politique offerte par les préparatifs de la Deuxième Guerre mondiale, ont grandement favorisé l'indépendance au Myanmar<sup>138</sup>, et ce de trois manières connexes. Premièrement, les *Tats* représentaient des espaces propices pour opérer politiquement sous la domination coloniale. D'ailleurs, ces espaces sont demeurés des lieux importants du nationalisme birman jusqu'au coup d'État en 1962. Deuxièmement, les *Tats* auraient favorisé la mise en branle du projet nationaliste, en offrant une division claire entre les collaborateurs à l'administration coloniale et les nationalistes : « [the] *tats* further institutionalized the ethnically demarcated boundaries between "collaborators" and "nationalists." The colonial state had itself rejected ethnic Burman *tat* members for enrollment in any state armed force on ethnic grounds<sup>139</sup>. » Enfin, la troisième contribution de ces organisations civiles au projet nationaliste est la birmanisation des institutions politiques du Myanmar, calquée sur la structure de ces organisations. En effet, les organisations touchant de près ou de loin aux *Tats* ont été récupérées au moment de l'indépendance par l'État émergent. L'armée birmane est d'ailleurs devenue dès 1950 la *tatmadaw*. Les rangs, les chaînes

---

<sup>137</sup> Mary P. Callahan, 2005, *op. cit.*, p.38. (traduction libre)

<sup>138</sup> David I. Steinberg, 2006, *op. cit.*, p.73.

<sup>139</sup> Mary P. Callahan, 2005, *op. cit.*, p.39.

de commandes ainsi que les chants militaires ont ainsi été directement importés des *Tats* du début du XXe siècle<sup>140</sup>.

En conclusion, les *Tats* représentent d'importantes institutions au moment de l'indépendance au Myanmar et sont des acteurs importants de celle-ci. À travers leurs trois contributions exposées ci-haut, le groupe ethnique birman a pu s'organiser politiquement et mettre sur pied un projet et une organisation nationaliste viable. Ensuite, c'est également à travers elles qu'une division claire est mise sur pied entre collaborateurs et nationalistes birmans. Finalement, en tant qu'acteurs importants de l'indépendance, les moyens d'action des *Tats*, leurs ressources, ainsi que les dirigeants des groupuscules, ont directement été employées par l'armée de l'Union de la Birmanie à partir de 1947.

#### **2.3.4. La première constitution**

Dans un autre ordre d'idées, la première constitution dont s'est dotée l'Union de Birmanie tentait, sur papier, de minimiser les divisions intestines entre les différents groupes ethniques sur le territoire. On y retrouve notamment trois principes fondateurs :

1. *The unity of Myanmar's people and integrity of its territory;*
2. *The right of the country's various constituent groups to express their ethnic, cultural and religious differences;*
3. *Equality for all the state's ethnic groups*<sup>141</sup>.

Inclusifs et inoffensifs pour un regard extérieur, ces trois principes fondateurs semblent marqués par un souci d'intégration et d'équité entre les groupes ethniques au Myanmar. Toutefois, ils attestent en quelque sorte de la présence marquée de conflits intereth-

---

<sup>140</sup> *Ibid.*

<sup>141</sup> Rachel M. Safman, 2007, « *Minorities and State-building in Mainland Southeast Asia* » pp.30-69 dans N. Ganesan, Kyan Yin Hlaing (ed.), 2007, *Myanmar, State, Society and Ethnicity*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore, p.57.

niques. Ces principes ont été fortement critiqués par leur emploi tel quel dans la rédaction de politiques au Myanmar<sup>142</sup>. À la ratification de l'accord du 12 février 1947 – journée internationale de l'Union de la Birmanie –, certains groupes ethniques minoritaires ont insisté pour que le droit de sécession soit ajouté à la première constitution de la Birmanie. Parmi ceux-ci, les Karens auraient par exemple été favorables à l'obtention d'une séparation complète et immédiate de l'État émergent et à la formation d'un *Karenistan* au sein du *Commonwealth* britannique<sup>143</sup>.

Au moment de l'indépendance, les tensions interethniques étaient donc palpables et la situation générale au sein de l'État était favorable à l'éclatement d'une guerre civile<sup>144</sup> – plusieurs groupes présents en lutte pour a) l'obtention du pouvoir ou b) une sécession face au centre étatique<sup>145</sup>. En janvier 1948, la guerre civile est déclenchée et en moins d'un an, l'entièreté de l'État se trouve agitée politiquement autour de ces enjeux. À l'instar de plusieurs colonies britanniques à travers le monde, la carte du Myanmar contemporain est le résultat de la gouvernance britannique – les frontières divisant les provinces du Myanmar ont été dessinées sans trop de considération pour les groupes ethniques y vivant, si bien que l'on retrouve aujourd'hui des minorités ethniques en périphérie des différents États d'Asie du Sud, de part et d'autre des frontières de leur État respectif : « *today separating the country from Thailand, China, and India. Hence various ethnic minority groups can now be found on both sides of the border*<sup>146</sup>. » Ces séparations créent une minorisation de plusieurs groupes face à leur État respectif.

---

<sup>142</sup> Martin T. Smith « Ethnic Politics and Regional Development in Myanmar : The Need for New Approaches » dans Kyan Yin Hlaing, Robert H. Taylor, Tin Maung Maung Than, 2005, *Myanmar : Beyond Politics to Societal Imperatives*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, pp.65-66.

<sup>143</sup> Frank N. Tracer, 1966, *op. cit.*, p.83.

<sup>144</sup> Lowell Dittmer, 2010, *op. cit.*, p.56.

<sup>145</sup> Aparna Sundar et Nandini Sundar (eds.), 2014, *Civil Wars in South Asia: State, Sovereignty, Development*, Thousand Oaks, Sage Publications Inc, p.7.

<sup>146</sup> Lowell Dittmer, 2010, *op. cit.*, p.55.

La première constitution avait pour objectif principal à travers trois points fondateurs de développer une démocratie parlementaire dans un état multiethnique. Elle a été rédigée par une quinzaine de délégués birmans et constitue le produit de compromis entre la majorité birmane et les minorités. Toutefois, malgré ces compromis, les pouvoirs demeurent en réalité dans les mains de la majorité birmane<sup>147</sup>. De fait, l'Union de Birmanie se dote, avec la première constitution, d'une législation à deux chambres avec des gouvernements locaux dans les provinces ayant des ressources limitées. À l'exception des supports financiers, chaque gouvernement local est indépendant du centre. Afin d'assurer une cohésion entre les différents groupes ethniques au sein de l'État, la première constitution au Myanmar stipulait que l'éducation officielle serait dispensée en Birman et que les dialectes locaux ne seraient enseignés qu'après les heures d'écoles et dans des institutions privées<sup>148</sup>: « *[the] constant complaint among the minority governments was that the central government did not allocate sufficient resources to them*<sup>149</sup>. » De plus, si les provinces des minorités ethniques sont officiellement indépendantes du gouvernement central (birman), elles demeurent sous son contrôle administratif.

Bref, la première constitution offre quelques pistes de réflexion sur les conflits latents dans l'État au moment de l'indépendance, et on dénote d'emblée l'intensité des conflits. Les revendications émises par les groupes minoritaires à l'endroit du gouvernement central, réclamant d'une part le droit de sécession après dix ans (ou l'indépendance immédiate dans le cas des Karens) et de l'autre davantage de ressources pour la chambre des minorités, ont été des facteurs marquant la continuité dans les conflits au sein de l'État.

### 2.3.5. Coup d'État en 1962

---

<sup>147</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.52-53

<sup>148</sup> Ardeth Maung Thawngmung, 2011, *op. cit.*, p.41.

<sup>149</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.58.

De 1947 à 1962, des groupes ethniques minoritaires au Myanmar se sont organisés et ont demandé leur indépendance, revendiquant ardemment le droit de quitter l'union. Pour justifier ces demandes, ils soulignaient notamment leurs apports matériels à la société birmane. En effet, bien que les populations minoritaires soient numériquement moins importantes que celle représentée par la majorité birmane, les Karens par exemple insistaient sur l'important apport en termes de ressources naturelles que leur communauté fournissait à la société. De fait, leur projet de quitter l'union était motivé par le sous-financement de leur gouvernement local par le gouvernement central. Devant cet état de fait, les Karens ont tenté de négocier leur indépendance auprès d'autorités internationales :

*« Some of the minorities wanted to negotiate directly with foreign aid agencies for support, but this was denied by the center, perhaps fearing foreign connivance in secession efforts. In fact, the minority issue (ostensibly) prompted the military coup of 1962<sup>150</sup>. »*

Le contexte sociopolitique au Myanmar post-indépendance était fragile. Différents groupes ethniques luttèrent pour l'accès au pouvoir. Les griefs antérieurs à la colonisation, ainsi que ceux qui étaient survenus pendant la période coloniale plaçaient les différents groupes en opposition. De plus, le peu de reconnaissance de la légitimité du gouvernement central et le contrôle d'armes par les populations minoritaires vivant en périphérie<sup>151</sup> rendaient la situation politique du Myanmar complexe et périlleuse. L'autorité politique au Myanmar était ainsi accaparée par le groupe ayant le plus d'armes: *« social relations in postwar Burma were governed not by paper-pushing district administrators or peace-keeping police but by whomever had the most guns<sup>152</sup> »*. Dans ce contexte, la prise de l'État par les forces armées du Général Ne Win le 2 mars 1962 pose peu de difficulté aux historiens qui s'intéressent aux transitions de régimes en Asie en général, et au Myanmar, en particulier :

---

<sup>150</sup> *Ibid.*, p.58.

<sup>151</sup> Ardeth Maung Thawngmung, 2011, *op. cit.*, p.56.

<sup>152</sup> Mary P. Callahan, *op. cit.*, p.117.

« *Regionalist insurgencies raged between independence in 1948 and the establishment of open-ended military rule in 1962, and civilian authorities' chronic incapacity to deal with such armed movements provided a primary rationale for the military's political intervention*<sup>153</sup>. »

De fait, le 2 mars 1962, les forces armées du Myanmar, dirigées par le General Ne Win, ont mis en scène un coup d'État. Ministres, président, juges de la cour suprême, ainsi que certains leaders des groupes minoritaires qui se rencontraient dans la capitale pour discuter des termes de leur séparation ont été arrêtés, puis placés dans des camps militaires à l'extérieur de la capitale<sup>154</sup>. Ce matin-là, la *tatmadaw* occupait l'ensemble des routes névralgiques autour de la capitale à Rangoon. Cette opération militaire visait à saisir le pouvoir des mains du gouvernement que les militaires trouvaient trop conciliant et dont ils estimaient que les prises de position et le manque d'action face aux groupes rebelles mènerait à la dissolution de l'Union de Birmanie<sup>155</sup>.

D'ailleurs, plusieurs auteurs analysent ce coup à partir d'une lecture wébérienne de la domination, et évoquent le charisme extraordinaire de Ne Win comme facteur déterminant dans le succès de la prise de l'État par les militaires. Si cette version de l'histoire peut nous aider à comprendre la durabilité et la loyauté des troupes envers Ne Win, on retrouve également des facteurs déterminants dans la formation des institutions du nouvel État au cours de la décennie précédant le coup<sup>156</sup>. À cet effet, Mary P. Callahan tente d'expliquer la prise de pouvoir par les militaires en comparant cet État avec d'autres États autoritaires d'Asie du Sud. Elle évoque l'argument selon lequel les différentes contre-révolutions menées par les gouvernements dans les années qui ont suivi la formation des États-nations d'Asie du Sud modèleraient leur rapport au pouvoir. En

---

<sup>153</sup> Dan Slater, 2010, *op. cit.*, P.26.

<sup>154</sup> Frank N. Tracer, 1966, *op. cit.*, p.198.

<sup>155</sup> Mary P. Callahan, 2005, *op. cit.*, p.202.

<sup>156</sup> David I. Steinberg, « Myanmar: The Roots of Economic Malaise », dans Kyan Yin Hlaing, Robert H. Taylor, Tin Maung Maung Than, 2005, *Myanmar : Beyond Politics to Societal Imperatives*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, p.89.

Malaisie et aux Philippines, par exemple, les gouvernements auraient cédé aux mouvements révolutionnaires et auraient opté pour des stratégies d'accommodations, tandis qu'au Myanmar, une approche purement militaire aurait plutôt été mise de l'avant.

*« In Indonesia and Burma, by contrast, the states experimented with accommodationist strategies but never really budged from the purely military approach. The pursuit of this military strategy led to the development of powerful centralizing militaries and the concurrent withering of civil services and political parties that provided direct channels of input from the populace<sup>157</sup>. »*

Bref, le coup d'État de 1962 est survenu dans un contexte de tension interethnique et de négociation entre les groupes minoritaires et l'État central du Myanmar. La prise de pouvoir politique au Myanmar demeurait extrêmement contestée dans l'État et la légitimité politique était au cours de cette période généralement attribuée au groupe détenant le plus d'armes. En 1962, à la veille d'une conférence et de discussions officielles menées entre le gouvernement et les membres de certains groupes minoritaires en vue de la dissolution de certaines provinces, l'armée, alors dirigée par le Général Ne Win, a pris le contrôle de l'État.

#### **2.4.0. Conclusion**

En conclusion, le deuxième chapitre de ce mémoire est une analyse critique des différentes périodes historiques au Myanmar. En effectuant une analyse centrée sur les régimes politiques, nous avons dégagé d'un point de vue macro, l'évolution des frontières ethnoculturelles sur le territoire. À travers la recension des principaux ouvrages étudiant les conflits interethniques au Myanmar, nous avons dressé un portrait de la construction des identités antagoniques en insistant plus particulièrement sur le caractère durable de ces relations. En effet, à partir de l'étude de la période monarchique, colonialiste, puis de l'indépendance du Myanmar, on voit que l'opposition entre les Birmans et les minorités ethniques des périphéries du royaume demeure constante tout au long de la période étudiée, c'est-à-dire tant aux moments où celles-ci étaient sous la

---

<sup>157</sup> Mary P. Callahan, 2005, *op. cit.*, p.205.

domination de monarques birmans ou avaient le statut de provinces semi-autonomes sous l'autorité des Britanniques.

De fait, notre analyse de la période monarchique nous apprend que ces conflits étaient existants à cette période et auraient d'ailleurs motivé la participation des Karens à l'administration britannique au moment de la colonisation. Ce chapitre avait donc pour principale visée d'offrir les bases analytiques nécessaires à la compréhension des moments critiques de l'histoire du Myanmar, en exposant plus particulièrement la mise sur pied de certains des griefs des communautés ethnoculturelles du Myanmar. Nous avons arrêté notre trajectoire historique avec le coup d'État en 1962, puisque ce dernier constitue un point tournant dans l'histoire au Myanmar et a été motivé par une volonté de préservation de l'Union par les militaires birmans, au détriment des revendications des minorités ethniques.

À partir de ce récit historique, il nous est maintenant possible d'analyser en profondeur l'intensité et la durabilité des conflits interethniques du Myanmar à travers un regard sociohistorique mettant l'accent sur l'État. Le prochain chapitre, en ce sens, constitue le cœur de la problématique que nous souhaitons aborder dans ce mémoire. En effet, jusqu'ici nous avons reconstitué une chaîne d'explication causale débutant notamment avec les guerres expansionnistes menées par la monarchie birmane. Cette reconstitution ne vise pas à jeter le blâme sur les Birmans ou les colonisateurs britanniques, mais bien à offrir, à travers un exercice scientifique, l'analyse critique de l'histoire conflictuelle du Myanmar. Nous souhaitons donc jeter la lumière sur la surattribution causale accordée au colonialisme britannique, lorsqu'il est question des violences ethniques durables au Myanmar, opérée par une grande majorité de travaux s'intéressant à cette problématique. Partant de l'hypothèse selon laquelle la présence de colons britanniques dans la région n'est pas suffisante pour expliquer l'intensité et la durabilité des conflits interethniques qui pèsent sur le Myanmar, nous nous attelons donc à travers cette étude de cas à rendre compte de l'ensemble des variables en jeu. Dans cette optique, le pro-

chain chapitre constitue l'aboutissement de notre démarche et représente la conjugaison de notre cadre théorique et de la trajectoire historique présentée au deuxième chapitre afin d'expliquer les violences ethnonationalistes opposant des groupes minoritaires aux Birmans au Myanmar en examinant plus particulièrement la légitimité politique dans cet État multiculturel.

## CHAPITRE III

### INTENSITÉ ET DURABILITÉ DES CONFLITS : REGARDS SOCIOHISTORIQUES

Le troisième et dernier chapitre de ce mémoire représente la conjugaison de notre cadre théorique et de l'analyse sociohistorique des conflits interethniques au Myanmar. En effet, l'histoire politique complexe du Myanmar est couronnée par d'importants épisodes de violences interethniques, notamment les massacres de Karens, au moment de l'indépendance, par la majorité birmane. Dans le chapitre qui suit, il sera question de reconstruire une chaîne d'explication causale permettant de comprendre et d'analyser ces épisodes à la lumière d'un cadre théorique portant sur l'État. Après la mise en contexte du chapitre précédent, qui précisait notre argument selon lequel l'analyse des conflits interethniques passe nécessairement par une compréhension de l'histoire politique du Myanmar qui prend en compte la période monarchique, il nous apparaît important de préciser l'intensité de ces conflits depuis l'indépendance<sup>158</sup> : « on estime qu'environ 500 000 personnes sont mortes dans les régions recluses de Birmanie en quatre décennies de guerre civile<sup>159</sup>. »

Afin de demeurer concis, la présente analyse ne portera que sur le conflit opposant les Karens aux Birmans. En effet, dans un désir d'offrir une explication prouvant qu'il faut faire appel à la période monarchique, dans l'explication de la durabilité<sup>160</sup> et de l'intensité des conflits interethniques au Myanmar, nous devons limiter notre analyse à une opposition historique entre deux groupes pour laquelle il existe des traces de conflits tout au long de la période étudiée, et ainsi dégager les motivations derrière l'une des

---

<sup>158</sup> Trevor Wilson, 2006, *Myanmar's Long Road to National Reconciliation*, Singapore, *Asia Pacific Press*, p.44.

<sup>159</sup> Mary P. Callahan, 2003, *op. cit.*, p.210. (traduction libre)

<sup>160</sup> Frank N. Tracer, 1966, *op. cit.*, pp.102-103.

guerres civiles les plus longues du XXe et XXIe siècle<sup>161</sup> : « les rébellions en Birmanie/Myanmar ont été le théâtre de la mort de plus d'un million de personnes depuis l'indépendance, et la révolte qui continue de la *Karen National Union* qui débute en 1949 représente probablement la plus longue rébellion de l'histoire moderne<sup>162</sup>. »

Dans cette optique, et aux fins de notre analyse, nous nous concentrons sur les conflits opposants la majorité birmane à la minorité karen, puisque l'opposition entre ces deux groupes est millénaire et intense, tout en représentant un important pan de l'histoire politique du Myanmar. Ce chapitre constitue donc le cœur de notre démarche et pour répondre adéquatement à la question qui nous guide, la première section prendra le temps de justifier ce choix d'étudier en profondeur le conflit opposant Birman et Karen. Puis, il s'agira de déshomogénéiser les groupes ethniques que nous étudions et ainsi rendre compte du processus de cristallisation et de formation des différentes factions au sein des deux groupes à l'étude. Ensuite, en mobilisant la littérature qui se penche sur la légitimité politique, le monopole de la violence légitime et plus largement l'autorité au sein d'un État, nous serons plus à même d'analyser la contestation de la légitimité politique des groupes minoritaires dans l'État du Myanmar. Dans un quatrième temps, il sera question d'analyser la capacité étatique au regard des luttes intestines en observant plus particulièrement les politiques de *birmanisation*. Ces quatre étapes nous permettent d'une part, de démystifier et de nous saisir des événements et de l'envers de la ratification des différents *cessez-le-feu* depuis l'indépendance, et de l'autre, de se saisir de l'étude des conflits interethniques au Myanmar en adoptant un point de vue stato-centrée. Enfin, il sera question de faire remonter une chaîne d'explication causale faisant intervenir les conquêtes de la monarchie birmane pendant la période de 850 à 1826.

---

<sup>161</sup> Ashley South, 2011, *Burma's Longest War: Anatomy of the Karen Conflict*, Transnational Institute Burma Center Netherlands, Amsterdam, 53p.

<sup>162</sup> David I. Steinberg, 2006, *op. cit.*, p.220. (traduction libre)

### 3.1.0. Karens et Birmans : généalogie d'un conflit de forte intensité et de longue durée

D'abord, le choix d'analyser ce conflit est motivé par la place occupée par les deux groupes dans les épisodes constitutifs de l'histoire politique de l'État<sup>163</sup> : « *[the] most serious problem was the tension between Karen officers, coming from the British Burma Army, and Bamar officers, coming from the Patriotic Burmese Force (PBF)*<sup>164</sup>. » Ensuite, l'analyse du conflit opposant les Birmans et les Karens est motivée par la très grande diversité de factions au sein même des groupes ethniques en lutte dans cet État. Dans un souci de rendre compte de la complexité de la composition des groupes ethniques, il nous apparaît important de nous saisir des détails de la construction des identités antagoniques de deux groupes en prenant le temps de départager les différences tant au niveau de la langue que des différentes confessions religieuses.

Puis, au contraire des plus récents épisodes de violences interethniques opposant par exemple des bouddhistes aux Rohingyas<sup>165</sup> – une minorité musulmane de la province Rakhine<sup>166</sup> – qui se sont soldés par des massacres orchestrés par des officiers de la *Tatmadaw*, mais exécutés par des groupes paramilitaires, les conflits qui opposent les Karens aux Birmans se caractérisent davantage dans les termes d'une guerre civile, c'est-à-dire que les deux acteurs du conflit accusent des pertes. L'organisation des groupes minoritaires sous la forme de guérillas donne donc la possibilité à ces derniers de désorganiser l'armée nationale et de mener des combats sur des terrains qui leur sont avantageux<sup>167</sup>. Enfin, le choix d'étudier l'opposition entre Karens et Birmans est également motivé par la littérature sociohistorique, qui analyse les problèmes politiques

---

<sup>163</sup> Benjamin Miller, « The State-to-nation balance and war » dans John A. Hall, et Siniša Malešević (eds.), 2013, *Nationalism and War*, Cambridge, Cambridge University Press, p.82.

<sup>164</sup> Maung Aung Myoe, 2009, *Building the Tatmadaw, Myanmar Armed Forces Since 1948*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore, p.47.

<sup>165</sup> Jean Michaud, 2006, *op. cit.*, p.200.

<sup>166</sup> Shelby Tucker, 2001, *Burma : The Curse of Independence*, Londres, Pluto Press, p.216.

<sup>167</sup> Maung Aung Myoe, 2009, *op. cit.*, p.20.

en termes d'opposition centre et périphérie<sup>168</sup> et/ou en termes de majorité et minorité<sup>169</sup>. Dans cet État d'Asie du Sud, les conflits semblent effectivement émerger de cette opposition<sup>170</sup>, et la relation antagonique entre Karens et Birmans constitue un excellent exemple de ce type de rivalités.

Sur ce dernier point, les conflits opposants les centres aux périphéries partent d'une lecture de la légitimité politique plaçant les régimes de gouvernance indirecte ou *alien* en tant que système fondamentalement indésirable<sup>171</sup>. Or, dans le cas d'oppositions intestines entre deux parties, l'histoire nous offre des exemples d'intervention d'un régime de gouvernance externe qui a été bénéfique aux deux parties. En effet, l'intervention d'un tiers parti – potentiellement neutre – permet, d'une part, une forme de médiation entre les deux premières et de l'autre, la résolution de certains différends :

*« In the mist of intense interclan conflict that threatened the economic development of Genoa – and under the pressure of an external threat – the Genoese elected to have an alien ruler. Because an Italian from another city-state could easily be made dependent on one of the two contending groups (for example, he could marry into either faction), thereby destroying the mutual deterrence equilibrium that provided the rationale for alien rule in the first place<sup>172</sup>. »*

Toutefois, l'intervention d'un tiers parti possède également un potentiel explosif et peut envenimer, voire même diversifier les conflits, comme c'est d'ailleurs le cas au Myanmar. En effet, dans cet État, les oppositions interethniques sont partiellement le résultat des luttes centre-périphérie. À travers la diffusion du pouvoir sous la forme d'un mandala émanant de l'État central, le pouvoir est, *de facto*, considéré en fonction de cette dichotomie centre-périphérie.

<sup>168</sup> Dan Slater, 2010, *op. cit.*, pp.35-38.

<sup>169</sup> Siniša Malešević, 2006, *Identity as Ideology: Understanding Ethnicity and Nationalism*, Palgrave macmillan, New-York, pp.215-216.

<sup>170</sup> David Laitin, 2007, *op. cit.*, pp.6-7.

<sup>171</sup> Michael Hechter, 2006, *op. cit.*, pp.29.

<sup>172</sup> *Ibid.*, p.38.

### 3.2.0. Cristallisation des groupes ethniques et formation historique d'antagonismes

Afin d'assurer et de réduire le coût associé à la pacification des différents groupes ethniques sur le territoire au moment de la colonisation, l'administration britannique aurait eu recours aux services de membres de diverses communautés minoritaires au Myanmar. De fait, on peut observer dans la littérature un lien étroit entre ethnicité et participation à l'administration coloniale. En effet, les groupes ethniques qui traditionnellement vivaient dans les montagnes auraient participé en plus grand nombre à la mise en place de l'administration britannique que les groupes ethniques des plaines du Myanmar. Par exemple, les groupes chapeautés par la catégorie Karen auraient été parmi les plus actifs au sein de l'administration britannique<sup>173</sup>. On peut alors se questionner sur les causes de cette participation massive à l'administration coloniale. Quelles étaient leurs motivations? Une facette de la réponse est située dans le fait que la participation des minorités ethniques des montagnes à l'administration coloniale aurait été motivée par leur exclusion préalable des lieux de pouvoirs sur la base de l'ethnicité. Les groupes minoritaires auraient estimé qu'il valait mieux être gouverné par un groupe extérieur que par les monarques déjà en place. Cette exclusion aurait généré un sentiment d'appartenance à une culture différente de celle des monarques des plaines. Cette différence se fait notamment sentir dans le domaine linguistique, ou celui de la confession religieuse. Il est ainsi possible d'effectuer un rapprochement entre cette dernière et la participation à l'administration coloniale : « *British use of Karen (Kayin) levies to suppress the rebellion, encouraged by some Christian missionaries, fueled ethnic antagonism*<sup>174</sup>. »

---

<sup>173</sup> Monique Skidmore, 2007, *Myanmar : The State, The Community, and The Environment*, Canberra, Australian National University Press, p.59

<sup>174</sup> Donald M. Seekins, 2006, *op. cit.*, p.347.

Dans ce contexte, il paraît moins surprenant que la littérature retrace la naissance d'un mouvement ethnonationaliste Karen dès le début de la période coloniale: « le mouvement ethnonationaliste karen émerge pendant la période coloniale britannique quand les élites chrétienne Karen commence à exprimer l'idée d'une nation qui inclurait tous les éléments de la diversité socio-linguistique de leur communauté<sup>175</sup>. » En effet, le territoire étant nouvellement découpé, cette grande catégorie ethnique, héritée de l'administration coloniale, se serait alors formée autour d'un projet national<sup>176</sup> – partage d'une histoire commune, de racines de langue similaires et composition d'un « nous »<sup>177</sup>. Plus largement, les mouvements ethnonationalistes dans les régions périphériques du Myanmar ont évolué au même rythme que ceux des élites au centre étatique. Face à l'expansionnisme birman, ces derniers ont promu les caractéristiques de leur appartenance ethnique auprès des colons britanniques. De plus, tel que précédemment mentionné, les groupes minoritaires auraient en quelque sorte perçu comme plus avantageux d'être sous la domination des Britanniques que celles des monarques birmans : « plusieurs leaders de groupes ethniques minoritaires auraient apparemment cru que le régime de domination Britannique serait meilleur que celui de la majorité ethnique birmane et aurait exprimé leur méfiance avant de rejoindre l'union dominé par les politiciens issues de la majorité ethnique birmane à l'indépendance<sup>178</sup>. »

Par ailleurs, le groupe Karen ne représente pas un bloc homogène qui porterait des revendications unifiées. En effet, au moment même de sa « constitution légale », ce groupe ethnique correspondait à l'amalgame de plusieurs sous-groupes. L'ensemble de la population habitant la frontière sud-est de l'État du Myanmar a été regroupé sous la catégorie Karen au moment de la colonisation du Myanmar par les Britanniques. Dans

---

<sup>175</sup> Monique Skidmore, 2007, *op. cit.*, p.59. (traduction libre)

<sup>176</sup> John A. Hall, et Siniša Malešević (eds.), 2013, *Nationalism and War*, Cambridge, Cambridge University Press, p.12.

<sup>177</sup> Anna Triandafyllidou, 2010, *National Identity and the "Other"*, *Ethnic and Racial Studies*, 21:4, pp.593-612.

<sup>178</sup> Lex Rieffel, 2010, *Myanmar/Burma : Inside Challenges, Outside Interests*, Washington, Brookings Institution Press, p.43. (traduction libre)

un effort de *lecture* de la population<sup>179</sup> dans la colonie, l'administration britannique a procédé à la séparation de cette dernière en termes de *Burma proper* – la Birmanie administrative – et *Burma Frontier* – Birmanie frontalière<sup>180</sup> : « [The] map of Burma thus swiftly became a curious patchwork of oddly different administrative islands<sup>181</sup>. » La « Birmanie administrative » était considérée comme une province de l'Inde et était régie par un système de domination directe, tandis que la « Birmanie frontalière » constituait plutôt une forme de zone tampon entre l'Empire britannique en Asie et les colonies d'Indochine, et était gouvernée indirectement par l'administration coloniale<sup>182</sup>. Malgré le peu d'investissements de l'administration britannique dans ce territoire de seconde main, elle a tout de même dû en recenser les populations, afin d'être en mesure de lire et de prévenir de potentiels soulèvements des populations locales : « [a] thoroughly legible society eliminates local monopolies of information and creates a kind of national transparency through the uniformity of codes, identities, statistics, regulations, and measures<sup>183</sup>. »

Dans cet effort, les administrateurs britanniques ont regroupé sous sept catégories ethniques les quelques centaines de groupes ethniques vivant dans les plaines et les montagnes du Myanmar. Au cours de cette catégorisation, plusieurs groupes parlant des langues différentes, mais à consonances similaires ont été regroupés pour former les sept grandes familles ethniques que nous connaissons actuellement au Myanmar : Bamar, Shan, Karen, Arakanese, Mon, Chin et Kayah<sup>184</sup> : « Plus de 100 langues ont été répertoriées en Birmanie. Le recensement de 1931 distinguait 44 groupes ethniques au

---

<sup>179</sup> James C. Scott, 1998, *Seeing Like a State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, pp.53-63.

<sup>180</sup> Khin Zaw Win, « 2010 and the Unfinished Task of Nation-Building » dans Chesman, Nick, Skidmore, Monique et Trevor Wilson (eds.), 2010, *Ruling Myanmar: From Cyclone Nargis to National Elections*, Singapore, Institute of South East Asian Studies, p.21.

<sup>181</sup> Martin Smith, 1991, *op. cit.*, p.43.

<sup>182</sup> Mary P. Callahan, 2005, *op. cit.*, p.105

<sup>183</sup> James C. Scott, 1998, *op. cit.*, p.78.

<sup>184</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.XXIV.

sein, seulement, de la catégorie ethnique Chin<sup>185</sup>. » Bref, à l'origine, la communauté ethnique Karen correspond en réalité au regroupement de 12 groupes de langues ayant des origines semblables, mais employant des dialectes différents les uns des autres : « *[there] are some 12 Karen language dialects, of which the majority speak Sgaw (particularly in hill areas and among Christian communities) and Pwo (especially in the lowlands and among Buddhist communities)*<sup>186</sup>. »

De plus, reflétant ces différents dialectes, il existe aujourd'hui différentes factions d'organisations armées au sein du groupe ethnique Karen. Ces différentes factions sont principalement construites autour des deux critères que nous avons observés jusqu'à maintenant, soit la langue et la religion. Certaines organisations luttent pour la libération nationale et l'émancipation de l'État birman, tandis que d'autres luttent plutôt pour la préservation de l'Union et *de facto* se rangent plutôt du côté de l'État. Ashley South étudie d'ailleurs la contestation de la légitimité étatique au sein du groupe ethnique Karen au Myanmar et en Thaïlande. Il expose notamment l'historiographie de ces groupes et leurs aspirations et revendications.

Le principal groupe en importance à la fois numérique et en termes de pression exercée sur le gouvernement est la KNU (Karen National Union). Il s'agit d'une organisation parapluie qui tire ses origines dans la KNA (Karen National Association), fondée en 1881: « *pre-dating the Young Men's Buddhist Association (YMBA) by over two decades, the Karen National Association (KNA), the forerunner of the modern-day KNU, was formed*<sup>187</sup>. » Cette organisation possède plusieurs branches, dont les plus importantes sont parlementaires et insurrectionnelles – la KNLA (Karen National Liberation Army). D'abord et avant tout, cette organisation vise à promouvoir l'identité Karen, le

---

<sup>185</sup> Martin Smith, 1991, *op. cit.*, p.30. (traduction libre)

<sup>186</sup> Ashley South, 2011, *op. cit.*, p.10.

<sup>187</sup> Martin Smith, 1991, *op. cit.*, p.45.

leadership, l'éducation, l'écriture et mettre de l'avant des avancements socioéconomiques pour les peuples Karens<sup>188</sup>. Parmi les points de convergences, on y retrouve notamment le regroupement sur la base de la confession religieuse chrétienne. Cette caractéristique a d'ailleurs mené à la scission d'une partie des membres qui ont formé la DKBA (Democratic Karen Buddhist Army) en 1994<sup>189</sup>. Cette deuxième organisation est, pour sa part, rangée du côté du gouvernement et revendique principalement la défense de sa confession religieuse bouddhiste. L'ensemble de la province Karen est officiellement sous le contrôle militaire de l'un ou l'autre de ces deux groupes armés. D'ailleurs, les membres de la DKBA font office de courroie de transmission entre le gouvernement et la population civile en reprenant les territoires contrôlés par la KNU :

*« Between the late 1940s and early 1990s, the KNU was arguably the most significant of Burma's diverse ethnic and political insurgent groups. For much of this period, the KNU operated as a de facto government, controlling large swathes of territory across Karen State and adjacent areas. Although not internationally recognised, the KNU administration aspired to reproduce modern state-like structures, including departments for health, education, law, forestry and other aspects of civil administration, making claims to a legitimate monopolisation of security and policing, as well as the right to extract taxes<sup>190</sup>. »*

Bref, la KNU lutte ouvertement contre l'État birman tandis que la DKBA le défend. Opposé à celui de la KNU sur plusieurs fronts, le programme mis de l'avant par la DKBA stipule qu'il est parfois légitime de s'engager dans des actions radicales à court terme, si ces dernières permettent de régler des problématiques qui divisent les populations sur le territoire et qui semblent insolubles autrement<sup>191</sup>. Alignées sur les politiques du gouvernement birman, ces actions radicales peuvent aller jusqu'à enfreindre

---

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> *Ibid.*, p.14.

<sup>190</sup> *Ibid.*

<sup>191</sup> Ashley South, « Governance and Legitimacy in Karen State », dans Chesman, Nick, Skidmore, Monique et Trevor Wilson (eds.), 2010, *Ruling Myanmar: From Cyclone Nargis to National Elections*, Singapore, Institute of South East Asian Studies, p.68.

les conventions internationales des droits humains – principalement liées au déplacement forcé de populations civiles.

Bref, le groupe ethnique Karen au Myanmar ne constitue pas un bloc homogène, mais plutôt une collection d'individus ayant des points de convergences et de divergences, dont les plus notables sont la langue et la confession religieuse. À travers le groupe minoritaire Karen, on retrouve des organisations qui exercent leurs actions auprès du gouvernement par la voie parlementaire et d'autres qui sont plutôt mobilisées sur des bases de guérillas. La KNU et la DKBA sont deux organisations de lutte armées et sont principalement divisées autour de critères de langues, de confession religieuse, mais de façon plus radicale d'affinités politiques avec les dirigeants de la *Tatmadaw*. Le Tableau 1.0 présenté en annexe est un bref aperçu des groupes politiques les plus actifs dans la province Karen et de l'état de leur relation face au gouvernement central. En résumé, cette première section avait pour but de déshomogénéiser le groupe ethnique Karen – que la littérature tend à dépeindre comme un seul bloc –, en insistant plus particulièrement sur le caractère processuel de la formation de l'ethnicité en partant de deux caractéristiques au cœur de la formation de l'ethnicité, soit la langue et la confession religieuse.

### **3.3.0. Légitimité contestée et stratégies militaires**

La prochaine section vise à rendre compte des remises en question de la légitimité du gouvernement central par les groupes Karen depuis l'indépendance. Pour ce faire, il sera question de dresser un portrait de la résistance de ces derniers, mesurée par la présence de l'État dans les territoires contrôlés par ces minorités ethniques, en exposant notamment la technique des « *4 cuts* » employée par le gouvernement depuis 1962. Il s'agira donc d'historiciser les conflits opposants ces deux groupes en mettant l'accent sur l'enjeu de la légitimité du gouvernement birman. Depuis l'indépendance en 1948, l'État du Myanmar n'a pas su parvenir à assurer sa domination sur l'ensemble des

groupes composant l'État. En effet, la légitimité du gouvernement central est constamment remise en question, par différents groupes mobilisés sur une base ethno-nationaliste.

Au moment de l'indépendance, il existait une coalition extrêmement fragile entre les différentes communautés ethniques du Myanmar. Afin de respecter la volonté de l'administration coloniale, la BPF (*Burmese Patriotic Force*) s'est vu obligée d'intégrer dans ses rangs les résidus de la *British Burma Army*<sup>192</sup>, sans quoi l'indépendance n'aurait pas pu être officialisée. La BPF, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, a été créée pendant l'occupation japonaise (1941-43) et correspond à la branche armée du nationalisme birman au moment de l'indépendance, tandis que la BPA est plutôt composée de bataillons organisés en fonction de catégories ethniques demeurés loyaux à l'administration britannique pendant cette période. À l'indépendance, après l'intégration des résidus de la BPA dans les forces armées du Myanmar, la *Tatmadaw* était composée de 15 bataillons organisés sur la base de l'ethnicité<sup>193</sup>. Sans surprise, cette alliance fortuite s'est défaite au lendemain de l'indépendance, alors que les bataillons Karens et Kachins ont quitté les rangs de la *Tatmadaw* et se sont rebellés contre cette dernière. En tout, il s'agit de neuf des quinze bataillons qui ont quitté la *Tatmadaw* pendant la première année de l'Union de Birmanie<sup>194</sup>. Chacun des groupes ethniques a formulé des revendications auprès de l'État central, et la KNU – l'un des groupes présentés ci-haut – a émis les siennes en employant des thèmes similaires à ceux des nationalistes birmans : « *[the] KNU, for its part, replies [...] accuses 'Burman chauvinists' of seeking to return the Karens and other ethnic minorities to the conditions of 'slavery' which existed before the British invasion*<sup>195</sup>. » Invoquant donc la pérennité des conflits opposants Birmans et Karens, les nationalistes Karens se sont alors formés

---

<sup>192</sup> Richard Cockett, 2010, *op. cit.*, p.95.

<sup>193</sup> *Ibid.*, p.96.

<sup>194</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.43.

<sup>195</sup> Martin Smith, 1991, *op. cit.*, p.46.

autour du projet de création d'un État Karen, *Karenistan* et sont depuis ouvertement opposés au gouvernement birman.

« *In the meantime, however, it had become clear that the Karen National Defense Organization, the military arm of the KNU would settle for nothing less than a Karenistan separate from Burma. Karens speaking different languages and dialects were in a large majority in three districts of Burma: the Karenni, Salween, and Thaton*<sup>196</sup>. »

Afin de se saisir de cette contestation, depuis le coup d'État de 1962, le gouvernement sous le General Ne Win a topographié son territoire en fonction de trois catégories indiquant le niveau de contestation de sa légitimité: noir, gris<sup>197</sup> et blanc : « *Burma's territories, [...] were generally divided between 'hard-core' or 'white' government-controlled areas, 'black' rebel-controlled areas and 'gray' contested areas*<sup>198</sup>. » Ces catégories correspondent au niveau de conflits et le niveau d'emprise de l'État sur les groupes armés non étatiques dans ces zones. Les territoires catégorisés comme étant « noir » sont considérés comme inaccessibles aux troupes de la *Tatmadaw* et sont sous la domination de groupes rebelles. Généralement situés dans les montagnes et sur les zones frontalières du Myanmar, ces espaces territoriaux sont contrôlés par diverses organisations ethnonationalistes, notamment la KNU. La présence de ressources naturelles en abondance dans ces zones contrôlées par les groupes rebelles a permis à ces derniers de lever des taxes et des impôts afin de financer la guérilla, à travers notamment la taxation des biens de consommation qui transigent par la frontière Thaïlandaise et les échanges de biens sur le marché noir<sup>199</sup> – principalement armes et opium<sup>200</sup>.

Les territoires gris sont des zones contestées, où à la fois l'État et des groupes armés contrôlent des sections de villages et une partie des ressources. Dans ce type de territoire, les populations civiles sont généralement taxées par à la fois les groupes armés

<sup>196</sup> Frank N. Tracer, 1966, *op. cit.*, p.105.

<sup>197</sup> En fonction des sources consultées, le type de territoire intermédiaire est désigné par la couleur brune ou grise.

<sup>198</sup> Ardeth Maung Thawngmung, 2011, *op. cit.*, p.7.

<sup>199</sup> Jean Michaud, 2006, *op. cit.*, p.221.

<sup>200</sup> TIN Maung Maung Than, 2007, *State Dominance in Myanmar: The Political Economy of Industrialization*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, p.115.

et l'État : « *[all] armed opposition groups, including those with a ceasefire agreement, depend on the local population for finances (taxes), recruits (in some cases one boy per family), intelligence (service as guides and information about enemy movements) and food*<sup>201</sup>. » En effet, afin de pouvoir maintenir leurs revendications d'indépendance et contester la légitimité du gouvernement en place, les groupes rebelles doivent s'auto-financer. De fait, dans les territoires où l'armée birmane s'oppose aux groupes minoritaires, les populations locales sont contraintes à prendre parti : « chaque village doit prendre la décision, rejoindre, combattre ou fuir la *Tatmadaw*<sup>202</sup>. »

Enfin, les territoires considérés comme blancs sont exclusivement contrôlés par l'État central. Les taxes et impôts sont prélevés par les membres de la junte militaire et les groupes minoritaires y sont complètement désarmés. En effet, dans ces territoires, les conflits armés sont complètement absents et les guérillas y sont soit démantelées ou décimées<sup>203</sup>. Ces territoires sont largement pacifiés et sont le résultat de pratiques militaires menées depuis 1962 par l'armée birmane, qui vise à instaurer sa légitimité sur l'ensemble du territoire de façon à assurer la continuité de l'Union de Birmanie. De fait, puisque la légitimité de l'État est remise en question, ce dernier devait percevoir des taxes et conscrire des populations, sans quoi, il ne peut parvenir à s'arroger le monopole de la violence légitime : « *[in] general, a government is legitimate to the extent that its rules are considered rightful by both dominant and subordinate members of society. In this circumstance, compliance with governmental rules demonstrates consent with the regime*<sup>204</sup>. » En l'absence de l'assentiment volontaire des populations minoritaires à la légitimité du gouvernement birman, la *Tatmadaw* doit obtenir sa légitimité par la contrainte.

---

<sup>201</sup> Lowell Dittmer, 2010, *Burma or Myanmar: The Struggle for National Identity*, New Jersey, World Scientific, p.60.

<sup>202</sup> Richard Cockett, 2010, *op. cit.*, p.96. (traduction libre)

<sup>203</sup> Maung Aung Myoe, *op. cit.*, pp.30-32.

<sup>204</sup> Michael Hechter, 2013, *op. cit.*, p.16.

La légitimité se mesure principalement par la perception qu'ont les différentes entités qui composent la société des actions menées par les autorités politiques<sup>205</sup>. Pour que les élites soient considérées comme légitimes, leurs actions doivent être perçues comme désirables, propres et appropriées en fonction des systèmes de normes, de valeurs et de croyances qui sont en place<sup>206</sup>. La légitimité réfère donc à l'ordre social incontesté dans un État donné. Sachant que la force brute est un moyen couteux pour parvenir à l'ordre social, les autorités politiques cherchent généralement à asseoir leur légitimité sur un système de croyances normatives.

Au Myanmar, à défaut de pouvoir établir la légitimité du gouvernement birman à travers ces *grands principes sociopolitiques*, la *Tatmadaw*, sous le Général Ne Win, a mis sur pied la stratégie des « 4 cuts » – un plan visant à désintégrer les groupes minoritaires insurgés. Ce plan consiste, en effet, à priver les groupes rebelles des ressources nécessaires à leur fonctionnement, à travers la coupure des sources de 1) nourriture, 2) financement, 3) information et 4) nouvelles recrues : « *[the] aim was to cut off armed opposition groups from their support in their rural, or jungle, heartlands by depriving them of food, funding, information and new recruits*<sup>207</sup>. » Bref, les « 4 cuts » sont des moyens visant à récupérer des territoires autrement occupés par les groupes insurgés. De fait, il s'agit de reprendre le contrôle de la province Karen, par exemple, en morcelant petit à petit les forces rebelles en coupant leurs sources vitales.

Cette stratégie est au cœur du projet politique de la junte et représente le plus gros du travail de la *Tatmadaw* auprès des groupes rebelles. Toutefois, le pouvoir militaire au Myanmar a également développé un savoir-faire antiguérilla depuis l'indépendance et

---

<sup>205</sup> *Ibid.*

<sup>206</sup> *Ibid.*, p.15.

<sup>207</sup> Richard Cockett, 2010, op. cit., p.96.

compte aussi parmi ses stratégies l'emploi de populations civiles pour pénétrer des territoires occupés par les groupes rebelles et ainsi protéger des bataillons et des marchandises qu'elle ne veut pas voir tomber entre les mains des insurgés :

*« Many witnesses have also testified to the use of conscripted labour and the employment of civilians and prisoners as human minesweepers. According to a member of the Free Burma Rangers, a group that infiltrates the eastern Burmese borders to help the persecuted villagers, "If the Burmese army is trying to move something they don't want the resistance [ethnic militia groups] to destroy, for example a bulldozer to build roads, they often put people in front of it, usually about thirty or so, to clear the area of landmines and to step on them if there are any"<sup>208</sup>. »*

Cette méthode, qui consiste en la mise au travail forcé des minorités ethniques et qui met leur vie en danger, est une méthode décriée par la KNU et la communauté internationale. Une autre stratégie employée par les militaires consiste en des déplacements forcés de populations. En effet, South dégage trois types de migrations forcées au Myanmar, soit 1) les déplacements liés aux conflits armés, 2) les déplacements liés aux développements et 3) les déplacements liés à la vulnérabilité des populations civiles<sup>209</sup>. Il s'agit d'idéaux types et non pas de catégories mutuellement exclusives. De fait, des populations ayant été catégorisées comme appartenant au type 1 de déplacement peuvent se retrouver dans les catégories 2 et 3.

Le premier type de déplacement est le résultat direct de la présence de conflits armés opposant l'État à des groupes de résistance. Ces déplacements sont donc l'un des effets concrets des opérations réalisées par l'armée birmane, notamment l'adoption de la stratégie des « 4 cuts » qui vise à affaiblir les sources vitales des groupes rebelles<sup>210</sup>. Si ce premier type est le résultat direct des combats menés entre les rebelles et l'État, le second type est quant à lui, un résultat indirect. En effet, les *State-Society Conflict-Induced Displacement* sont généralement observés dans les territoires *pacifiés* par l'État central. Les groupes minoritaires touchés par ces déplacements se retrouvaient le plus

---

<sup>208</sup> *Ibid.*, p.97.

<sup>209</sup> Ashley South, 2008, *op. cit.*, pp.78-82.

<sup>210</sup> *Ibid.*, p.79.

souvent dans des territoires qui sont passés du gris au blanc (selon la typologie en trois couleurs). Ces déplacements sont le résultat de la confiscation de terrain par l'État pour réduire le contrôle des rebelles, mais également pour l'élaboration de projets socioéconomiques<sup>211</sup>.

Enfin, le troisième type de déplacement est le plus important en termes numériques. Il s'agit des déplacements liés à la vulnérabilité des populations minoritaires dans les zones de conflits : « *[the] main causes are inappropriate government policies and practices; limited availability of productive land; poor access to markets; food insecurity; lack of education and health services*<sup>212</sup>. » Depuis l'indépendance, la majorité de la population de l'Est du Myanmar et vivant dans les régions rurales a été déplacée pour l'une des trois raisons mentionnées ci-haut : « *[most] of the rural and peri-urban population of eastern Burma has been displaced or otherwise affected at some point during the past 50 years*<sup>213</sup>. » À ce jour, on compte environ 120 000 réfugiés Karens dans des camps bordant la frontière thaïlandaise<sup>214</sup>.

Bref, le gouvernement militaire au Myanmar, qui s'est arrogé le pouvoir en 1962 pour prévenir la destruction potentielle de l'union de Birmanie, rencontre des difficultés notable dans ses tentatives d'étendre sa légitimité sur l'ensemble de la province Karen. De fait, à défaut d'être en mesure de réaliser l'ensemble des caractéristiques généralement associé à la légitimité politique d'un État, le gouvernement militaire tente d'écraser la rébellion karen. Nous avons donc exposé dans la section précédente trois des stratégies au cœur des tentatives de démantèlement de la résistance karen par l'État central. Parmi ces stratégies, la plus importante est celle des « *4 cuts* », stratégie mise

---

<sup>211</sup> *Ibid.*

<sup>212</sup> *Ibid.*, p.80.

<sup>213</sup> Monique Skidmore et Trevor Wilson, 2007, *op. cit.*, p.63.

<sup>214</sup> N. Ganesan, 2005, « Myanmar's Foreign Relations : Reaching out to the World », dans Kyan Yin Hlaing, Robert H. Taylor et Tin Maung Maung Than (eds.) *Myanmar Beyond Politics to Societal Imperatives*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, p.46.

sur pied en 1962 et qui consiste à cibler les sources de 1) nourriture 2) financement 3) recrutement et 4) d'informations de la KNU.

### **3.4.0. Junte militaire au Myanmar : État fort, faible?**

Jusqu'ici, nous avons montré comment les catégories ethniques ont été construites tout au long de l'histoire politique du Myanmar. Ces dernières constituent, en réalité, des collections sous-cultures partageant des points de connivences (langues, confessions religieuses) pour former les *grandes familles ethniques* reconnues par l'État<sup>215</sup>. De plus, nous sommes en mesure de montrer des manifestations de leur existence antérieure à la colonisation par les Britanniques. Nous avons également expliqué, dans ce chapitre, pourquoi l'État central peine à s'arroger le monopole de la violence légitime. Cette contestation constante semble ébranler l'autorité politique de l'État central sur les groupes ethniques minoritaires du territoire. Nous avons donc exposé comment le groupe Karen est en lutte ouverte contre le gouvernement central, revendiquant la scission de l'union et la création d'un nouvel État national. Nous avons aussi exposé les stratégies mises de l'avant par l'État central dans le but de démanteler la rébellion et ainsi obtenir une forme plus légitime de domination.

La prochaine section vise à comprendre les mécanismes à l'œuvre dans cet État en observant notamment d'un regard sociopolitique ses forces et faiblesses. Lorsque confronté à la typologie de Wimmer en deux scénarios, l'État du Myanmar semble cadrer à la fois dans les scénarios forts – centralisation des pouvoirs politiques et économiques, monopole sur les nouvelles technologies militaires –, et les scénarios faibles – contestation de la légitimité, difficulté à recueillir taxes et impôts. En effet, la capacité répressive de l'État du Myanmar correspond à celle d'un État objectivement fort. Toutefois, au regard de la légitimité, du monopole de la violence légitime et de la perception de taxes et impôts, cette force est sujette à débat :

---

<sup>215</sup> Helen James, 2005, *op. cit.*, p.20.

« To say that it is a "country" is also to imply that it is a "state" but these insurgencies indicate that it is less of a state than the term conventionally suggests. It is only a state in the juridical rather than empirical sense. To put it another way, it is a "weak" state because the very institutions of the state are contested to the point of violence, to use Buzan's criterion, and the state is distinguished by "contingent sovereignty" rather than absolute sovereignty<sup>216</sup>. »

Il nous apparaît donc intéressant d'explorer les politiques mises de l'avant par l'État en matière d'inclusion et d'exclusion des minorités de façon à dégager certaines causes de la pérennité des conflits sur la longue durée.

Au moment de l'indépendance, la majorité ethnique birmane a repris le contrôle politique et économique sur l'État. Cette prise de contrôle a donc rapidement mené à des hostilités entre le centre et les périphéries, déjà divisées en termes linguistique, religieux et plus largement culturel : « quand l'État est devenu indépendant du régime colonial, il s'est écrasé<sup>217</sup> ». En réponse directe à la participation des Karens à l'armée coloniale, les autorités de 1948-50 ont fait miroiter une nouvelle approche, celle de la *birmanisation* de la politique dans l'État du Myanmar – c'est-à-dire une prise de contrôle de l'État par la majorité birmane et l'exclusion *de facto* des groupes minoritaires des lieux de pouvoirs<sup>218</sup>. Un intellectuel local interrogé par David I. Steinberg affirme d'ailleurs à ce sujet que pour qu'un gouvernement central soit perçu comme juste aux yeux des minorités ethniques, ce dernier devrait laisser les périphéries s'occuper elles-mêmes de l'éducation, de l'armée, et de l'économie : « a Burmese government is legitimate that leaves us (minorities) alone and allows us to pursue our own language, literature, and culture<sup>219</sup>. »

Au Myanmar, la *birmanisation* de la politique est un enjeu extrêmement important. Encore aujourd'hui, les espaces décisionnels sont monopolisés par la majorité birmane.

<sup>216</sup> Ananda Rajah, « *Ethnicity and Civil War in Burma* » dans Rotberg, Robert, I., 1998, *Burma: Prospects for a Democratic Future*, Brookings Institution Press, Washington, p.135.

<sup>217</sup> Mary P. Callahan, *op. cit.*, p.115. (traduction libre)

<sup>218</sup> Ardeth Maung Thawngmung, 2011, *op. cit.*, p.4.

<sup>219</sup> David I. Steinberg, *op. cit.*, p.70.

Les minorités ethniques n'ont pas de poids politique substantiel et n'exercent donc pas d'influence dans l'élaboration de politiques nationales<sup>220</sup>. Les groupes ethniques minoritaires se considèrent tous d'une façon ou d'une autre comme discriminés sur la base de l'ethnicité par le groupe majoritaire. En effet, la *birmanisation* de l'éducation au sein de l'État passe notamment par la suppression des enseignements dans les dialectes propres aux sous-cultures dans les zones périphériques du Myanmar :

« [all] the non-Burman ethnic groups consider themselves to be discriminated against and marginalized by the central government, not only politically and economically but also in terms of the deliberate suppression of their social, language, cultural and religious rights<sup>221</sup>. »

Cette discrimination sur la base de l'ethnicité participe d'ailleurs de la continuité des conflits violents. En effet, le retrait de l'enseignement dans les langues des minorités ethniques du parcours scolaire a pour effet de générer des griefs dans les sept provinces minoritaires. De plus, l'incapacité du gouvernement central à entrer de front dans les territoires ethniques et à en desservir les populations, que ce soit dans les domaines de la santé, de l'économie ou en lien avec l'implantation de divers programmes de développements, participent aussi à cette perception des groupes minoritaires d'être marginalisés, voire exclus du projet national au Myanmar<sup>222</sup>.

Par ailleurs, cette *birmanisation* des institutions politiques du Myanmar est également observable au niveau géographique. En effet, avec le changement de nom en 1989 d'Union de Birmanie à Myanmar, le gouvernement central procède également au déplacement des institutions du gouvernement central, et de la capitale de l'État, de Rangun<sup>223</sup> à Pyinmana – une ville beaucoup moins peuplée, plus isolée du reste de la

---

<sup>220</sup> Ashley South, 2008, *op. cit.*, pp.23-24.

<sup>221</sup> Alan Saw U, 2007, « *Reflection on confidence-building and Cooperation among Ethnic Groups in Myanmar: A Karen Case Study.* » pp.219-235. dans N. Ganesan, Kyan Yin Hlaing (ed.), 2007, *Myanmar, State, Society and Ethnicity*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore, p.220.

<sup>222</sup> Martin T. Smith, 2005, *op. cit.*, p.68.

<sup>223</sup> Officiellement renommée dans la foulée Yangoun.

société civile et offrant l'avantage de pouvoir être défendue par le gouvernement militaire contre d'éventuelles attaques externes : « *[the] government has begun the physical movement to the central Burmese town of Pyinmana, where bunkers are being build and the government will be even more isolated. The site will be known as Naypidaw (li., "the Place of the Royal State")*<sup>224</sup>. »

Le déplacement du gouvernement à Naypidaw – la Place de la Cité Royale – s'inscrit directement en continuité avec la monarchie birmane. En effet, le choix de la location pour la capitale administrative est d'une part, motivé par son isolation par rapport aux frontières internationales du pays. Elle est en effet située loin des côtes, considérées comme vulnérables à des attaques provenant de l'extérieur du pays. D'autre part, le choix de cette localisation est aussi motivé par l'astrologie et la numérogie, deux *disciplines* chères à la monarchie birmane. Ainsi, les grands moments de l'histoire politique du Myanmar sont interprétés par l'astrologie et la numérogie. De fait, le moment choisi pour la proclamation de l'indépendance est le résultat de calculs effectués par des astrologues : « *[they] intended to get the new nation off to as good a start as possible, so the departing British and other diplomats had to muster in full fig at 4 a.m. on the morning of 4 January 1948 to witness the proclamation of independence*<sup>225</sup>. » Les actions entreprises par les généraux de la *Tatmadaw* – dont les plus importants sont Ne Win, qui a orchestré le coup de 1962, et son successeur Than Shwe – sont également guidées par la numérogie et l'astrologie<sup>226</sup>.

Parallèlement, la ville administrative est tapissée de reliques de la tradition royale du Myanmar : « *[almost] everything in Naypyidaw attempts to evoke the traditions and glories of Burma's royal past. In this vision, the plural society never happened and the*

<sup>224</sup> David I. Steinberg, 2006, *op. cit.*, p.256.

<sup>225</sup> Richard Cockett, 2015, *op. cit.*, p.68.

<sup>226</sup> Le chiffre « onze » serait dans la numérogie birmane, un chiffre chanceux en ce qui à trait à l'inauguration d'une capitale, si bien que le déplacement de la capitale s'est effectué à l'aide de 11 cents camions militaires contenant onze bataillons servant chacun 11 ministres, lesquels ont été assermentés le 11 novembre à 11 heures du matin

*ethnic groups who make up about 35 per cent of Burma's modern population, never existed*<sup>227</sup>. » Cette dernière caractéristique de la *birmanisation* de la politique au Myanmar nous amène à la prochaine section, soit la constance de l'influence politique (avec des épisodes d'intermittences) de la monarchie birmane à travers l'histoire politique de l'État et les causes profondes des conflits interethniques dans cet État.

Bref, l'Union du Myanmar possède à la fois des caractéristiques associées aux scénarios forts de Wimmer – dans lesquels les États centralisent les pouvoirs rapidement et possèdent d'importants moyens de coercition –, ainsi que des caractéristiques davantage associées aux scénarios faibles. En effet, ce second type de scénarios est généralement associé à des entités politiques qui ont de la difficulté à étendre leur autorité sur l'ensemble de leur territoire souverain, où les élites politiques sont constamment remises en question. Le déplacement géographique de la capitale, ainsi que le changement de nom de l'ancienne capitale s'inscrivent dans des politiques de *birmanisation* de la société civile du Myanmar. Ces dernières visent à étendre la légitimité, à tout le moins, sur papier, de l'État central. De plus, les déplacements forcés des groupes ethniques minoritaires dans des territoires contrôlés par l'État participent aussi de cette volonté de voir l'union devenir un *scénario fort*. Toutefois, ces transformations de la société au Myanmar passent notamment par des appels à l'autorité des monarques birmans d'avant la colonisation, ce qui participe à la perpétuation des conflits – numérologie, astrologie, ainsi que construction d'une place royale au centre de la ville administrative. La prochaine section est d'ailleurs consacrée à l'examen de ces constances entre le régime monarchique et le régime militaire sous la *tatmadaw*.

---

<sup>227</sup> *Ibid.*, p.69.

### 3.5.0. Influence de la monarchie birmane et continuité des conflits interethniques

*« The political style of the present ruling clique headed by Ne Win has simply exhibited the traits of the ancestral Burmese rulers that no phrase could be more fitting than to depict the pattern of their rule as the dead hand of the past<sup>228</sup>. »*

L'histoire politique au Myanmar est complexe, comme nous l'avons montré tout au long de ce chapitre. Les causes profondes des conflits interethniques sont visibles à différents niveaux du laborieux processus de construction étatique. Encore aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après l'indépendance, les conflits armés opposant l'État central aux groupes minoritaires Karens font toujours rage. De façon à dégager ces causes profondes, nous nous sommes attelés à reconstruire la création historique des catégories ethniques, à déshomogénéiser le groupe ethnique Karen de manière à comprendre les revendications portées par ces derniers, et enfin à établir la capacité étatique à l'aune des scénarios répertoriés par le sociologue Andreas Wimmer. Cette dernière section vise à rendre compte de la continuité entre la monarchie birmane avant 1886 et le gouvernement central au Myanmar post-indépendance. Pour ce faire, nous allons analyser l'émergence du nationalisme birman et des politiques menées par la *tatmadaw*

Le refus de laisser les communautés ethniques quitter l'Union du Myanmar 10 ans après l'indépendance – tel qu'il était convenu dans la constitution de 1948<sup>229</sup> - ainsi que la prise de pouvoir des militaires en 1962 est le résultat direct de divisions précoloniales opposant les groupes ethniques du Myanmar. Depuis 1962, les politiques de la *tatmadaw* sont orientées de façon à préserver l'unité – une idée héritée de la monarchie birmane. Cette unité serait d'ailleurs, selon la *tatmadaw*, bénéfique pour l'ensemble des communautés ethniques de l'État. Ce passé « glorieux » est représenté pour les

<sup>228</sup> Maung Maung Gyi, 1983, *op. cit.*, pp.190-191.

<sup>229</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.52-53

élites militaires par l'unification des communautés ethniques. Ainsi, la reconstruction de la capitale royale, le projet religieux et la revalorisation de l'astronomie participent tous de ce renouveau. Le General Ne Win, par exemple, acteur central dans le coup d'État de 1962, qui renverse le gouvernement civil et qui place la *Tatmadaw* – les militaires – au pouvoir, se revendiquait directement de la monarchie birmane, qui était des plus influentes dans la région<sup>230</sup>. L'administration birmane évoque aujourd'hui dans ses projets les maux associés à la colonisation, principalement la destruction des institutions liées à l'époque de la monarchie, afin de justifier la mise en place de politiques d'exclusion des minorités : « Ils ont détruit le plus possible les legs coloniaux, et ainsi se réclamer directement d'un passé impérial dominé par les Birmans<sup>231</sup>. » Cet appel à un passé glorieux dans lequel la majorité birmane avait le contrôle complet est la mission dont se sont investie les généraux<sup>232</sup>. En effet, ces derniers visent à reconstruire l'unité du Myanmar, défaite par le colonialisme britannique d'abord, puis par soixante ans de conflits armés<sup>233</sup> : « *[the] Tatmadaw conceives its legitimacy as the sole reliable pillar of national unity, and since the civil wars of the 1940s-1980s the rank and file (particularly the officer corps) have been monochromatically Burman in ethnic origin*<sup>234</sup>. »

Le nationalisme birman s'exprime d'ailleurs dès 1910, à travers des organisations birmanes – notamment, les *tats* – et des symboles de la monarchie birmane. Au centre des revendications, il est d'ailleurs question de défense de la religion bouddhiste, et de la mise sur pied d'un État national birman gouverné de façon similaire à celle des monarchies birmans :

*« the first articulators of modern Burmese nationalism in the 1910s and 1920s harkened back to the symbolism of monarchical Burma, including identifying nationalism*

<sup>230</sup> Richard Cockett, *op. cit.*, pp.74-75.

<sup>231</sup> *Ibid.* (traduction libre)

<sup>232</sup> Aung Maung Myoe, 2009, *op. cit.*, pp.19-20.

<sup>233</sup> Lex Rieffel, *op. cit.*, pp.55-56.

<sup>234</sup> Lowell Dittmer, 2010, *op. cit.*, p.10.

*with the defense of Buddhism and the resurrection of a state that governed like that of the Burmese kings*<sup>235</sup>. »

Après la déclaration d'indépendance, les organisations nationalistes birmanes ont été confrontées à des vagues de révoltes menées notamment par des groupes séparatistes, dont la KNU. Dès lors, le gouvernement central a cherché à établir sa légitimité à travers les symboles hérités de la monarchie birmane. Ainsi, calqué sur le contrôle de l'État monarchique qui était entre autres légitimé par les moines bouddhistes, le *sangha* – la communauté spirituelle – et la capacité de répression, le nationalisme birman se targue d'être le lien qui préserve l'unité politique dans la région :

*« The Buddhist sangha is the only cultural institution surviving the collapse of the traditional kingdom after the third and final Anglo-Burmese war in 1885. Buddhism has been a rallying point for resistance against the colonial state and its successors since independence in 1948. The sangha has played a critical role in mediating such sentiments. As other-worldly ascetics detached from worldly gains, monks have traditionally enjoyed a position of authority permitting the sangha to speak the 'truth' to those in power*<sup>236</sup>. »

De fait, il est possible d'identifier une continuité entre le gouvernement birman à l'indépendance et la domination qu'exerçaient les rois birmans sur le plan religieux et spirituel. En effet, le bouddhisme agit encore à l'indépendance comme force organisationnelle possédant un poids politique substantiel dans les processus décisionnels de l'État.

Le nationalisme birman s'exprime aussi sur le plan de la sécurité et de l'unité politique dans la région. D'ailleurs, on identifie des similitudes entre le régime militaire à l'indépendance au Myanmar et celui des monarques birmans. En effet, la légitimité est généralement mesurée à la capacité de l'État à exercer un contrôle sur la région qu'elle domine, et elle est encore et toujours déployée à la manière d'un mandala au Myanmar :

*« [the] ability of the monarch to exert control is mirrored in the capacity of the modern*

---

<sup>235</sup> R. H. Taylor, « *Political Values and Political Conflict in Burma* » dans Rotberg, Robert, I., 1998, *Burma : Prospects for a Democratic Future*, Brookings Institution Press, Washington, p.37.

<sup>236</sup> Juliane Schober, « *Buddhism, Violence, and the state in Burma (Myanmar) and Sri Lanka* » dans Linell E. Cady and Sheldon W. Simon (eds.), 2007, *Religion and Conflict in South and Southeast Asia : Disrupting Violence*, Routledge, New York, p.55.

*military to do much the same, except that the military today has more effective instruments to accomplish that task*<sup>237</sup>. » La doctrine militaire actuelle de la *Tatmadaw* s'est élaborée en trois temps depuis l'indépendance. D'abord, elle s'est formée en tant que puissance capable de se défendre contre de potentiels envahisseurs. Puis, elle a dû se renforcer sur un problème grandissant et plus pressant, soit les luttes insurrectionnelles menées par les populations locales contre sa légitimité. Enfin, sous le regard des observateurs internationaux, la *tatmadaw* a dû se conformer à des moyens d'action « modernes »<sup>238</sup>.

Ainsi, la *tatmadaw* a évolué au même rythme que les groupes auxquels elle est confrontée, et sa doctrine militaire en est le principal témoin. De fait, des groupes comme la KNU ont vu leurs moyens d'action changés en fonction des moyens d'action mis de l'avant par l'armée :

*« From fighting forces of the kings, through to the army's struggle against the Japanese, the British, Karen, and Communist insurgents at the time of independence, and the CIA-backed Kuomintang in the early 1950s, to subsequent conflicts with other insurgent-cum-separatist groups in more recent years, the army portrays itself as continually fighting to maintain the unity and integrity of the country*<sup>239</sup>. »

Cette unité et l'intégrité de l'État qui est sans cesse mise à l'épreuve par les révoltes menées par des organisations ethniques, sont au cœur des conflits au Myanmar. Depuis la prise de pouvoir par les militaires, l'armée a d'ailleurs mis sur pied un comité pour la compilation des données authentiques de l'histoire du Myanmar<sup>240</sup>. Ce dernier présente la junte militaire comme « l'armée du peuple » : « *The junta's self-portrait depicts that tatmadaw as a "people's army" that has kept the nation alive and intact in the most dangerous of environs. It links the tatmadaw to the "great unifying" kings of the past (e.g., Alaungpaya, Bayinnaung, and Chansittha)*<sup>241</sup>. » Ce comité est chargé de rendre

<sup>237</sup> David I. Steinberg, 2006, *op. cit.*, p.45.

<sup>238</sup> Maung Aung Myoe, 2009, *op. cit.*, pp.16-45.

<sup>239</sup> R. H. Taylor, 1998, *op. cit.*, p.40.

<sup>240</sup> *Committee for the Compilation of Authentic Date of Myanmar History.*

<sup>241</sup> Mary P. Callahan, 2005, *op. cit.*, p.216.

compte de l'histoire du Myanmar en exposant notamment son expérience avec la démocratie au cours des années 1950<sup>242</sup>. De fait, il a travaillé à redorer l'image des généraux de la *tatmadaw* en associant leurs actions à celles des rois birmans. En employant des techniques liées à la guerre psychologique, ou « psy-war », le comité a procédé à la réécriture de l'histoire politique, le plus souvent comparée dans la littérature à de la propagande :

*« The first, 'white propaganda', was concerned with giving real, 'correct' information to people. The second, 'black propaganda', was concerned with giving out misinformation, or straight lies (for this to work successfully, he said, 'you just repeat it endlessly'). The third, more intriguingly, was called 'brown propaganda'. The major said that this was what the regime used to 'change the mindset of the people'<sup>243</sup>. »*

Cette forme de propagande menée par la junte militaire vise à établir un portrait de la région avant la colonisation, dans lequel il n'existait pas le moindre conflit interethnique. Malgré le travail effectué par le comité dans le dressage d'un portrait pacifique de la monarchie birmane, qui aurait été entachée par le colonialisme britannique dans un effort de contrôle et de domination de la région, notamment en employant la méthode du *divide and rule*, il existait déjà en réalité des conflits latents dû à l'expansionnisme de la monarchie à l'époque précoloniale:

*« [ethnicity] did become a critical feature affecting British rule [...] but the contemporary animosities exhibited by the ethnic nationalities (called "races" by the Burmese) stem as much from Burman internal imperialism as from the colonial heritage<sup>244</sup>. »*

Bref, il y a une très claire continuité entre les conflits qui existaient pendant le régime monarchique, opposant les groupes minoritaires vivant principalement en périphérie du centre du mandala – représentation graphique de l'étendue du pouvoir des monarches birmans – aux peuples vivant dans les plaines. De plus, il existait également des conflits opposant les autres royaumes des groupes ethniques vivant dans les plaines

---

<sup>242</sup> *Ibid.*, p.215.

<sup>243</sup> Richard Cockett, 2010, *op. cit.*, p.100.

<sup>244</sup> David I. Steinberg, 2010, *op. cit.*, p.20.

du Myanmar et les rois birmans. Toutefois, nous nous sommes concentrés à exposer la pérennité et la continuité des conflits opposant Birmans et Karens, puisque leurs différends sont enregistrés à divers degrés, dont la langue et la religion, qui sont généralement les caractéristiques au cœur des conflits interethniques. À la lumière de cette section, il est possible d'établir les éléments de continuité dans les conflits interethniques et les manières dont la période monarchique marque encore les conflits interethniques au Myanmar. En effet, le nationalisme birman au moment de l'indépendance a repris les symboles hérités des rois birmans et légitimé l'expansionnisme birman au nom de l'unité politique dans la région face à l'extérieur. Autant sur les plans religieux que militaires, cet héritage est concrètement mobilisé dans les projets menés par la junte militaire depuis 1962. En effet, sur le plan religieux, l'héritage de cette période est bien matériel et le déplacement de la capitale vers la place royale, ainsi que les projets de défense de la religion bouddhiste en sont des manifestations bien concrètes. De façon similaire, la junte militaire, auto-proclamée comme la descendante des rois birmans, a mis de l'avant les projets d'unité politique dans la région en revendiquant notamment l'importance du rôle joué par cette unité politique.

### **3.6.0. Conclusion**

En conclusion, le chapitre offre un regard sociohistorique sur l'intensité et la durabilité des conflits interethniques au Myanmar. Pour ce faire, nous argumentons qu'il est nécessaire de prendre en compte l'héritage de la monarchie birmane afin de faire remonter une chaîne d'explication causale permettant d'analyser les causes profondes des violences interethniques au Myanmar. Nous devons cependant restreindre notre objet d'étude afin de pouvoir jeter la lumière sur ce point de jonction critique. De fait, nous avons porté notre analyse plus particulièrement sur les conflits opposants Karens et Birmans, en raison de 4 facteurs déterminants : 1) la centralité de ces conflits dans la constitution même de l'État 2) la diversité des acteurs et leurs revendications en tant que groupe ethnique 3) la concordance avec des caractéristiques associées aux guerres

civiles 4) la compréhension des problématiques à l'aide d'un cadre théorique adoptant un point de vue étato-centré et portant sur une lecture des problèmes à la lumière de l'opposition centre-périphérie. Bref, l'unicité, la durabilité et l'importance du conflit violent qui oppose l'État du Myanmar au groupe minoritaire Karen permettent d'établir qu'une compréhension approfondie des conflits passerait nécessairement par un appel à la période monarchique.

Nous avons donc établi comment le groupe minoritaire Karen englobe plusieurs cultures ayant des affinités au niveau langagier et spirituel sans toutefois former un bloc homogène. En effet, il s'agit de 12 groupes ayant des dialectes différents, mais avec des traits similaires qui sont regroupés sous la catégorie générique Karen. On peut ajouter à cette première distinction langagière, les différentes confessions religieuses, principalement chrétienne et bouddhiste. De fait, il est possible de voir, malgré le fait que le groupe Karen soit considéré comme *un* groupe ethnique, différentes factions au sein même de ce groupe. Ces différentes factions se distinguent aussi sur la marche à suivre pour mener à bien le projet nationaliste. Chacune des factions porte des revendications qui lui sont propres, voire en contradiction sur le fond et la forme avec d'autres groupes Karens. C'est notamment le cas de la DKBA, qui vise la défense de la minorité Karen de confession bouddhiste. Cette différence a d'ailleurs mené à la séparation de la faction bouddhiste de la KNU – l'organisation englobant la majorité des luttes de défense des droits karens – qu'elle trouvait trop centrée sur la défense des chrétiens. Les membres de la DKBA se sont d'ailleurs rangés du côté de l'État.

Puis, nous avons employé les cadres théoriques visant à mesurer la capacité étatique et les avons appliqués au cas du Myanmar, en observant notamment la légitimité étatique. Il est possible d'établir des liens entre l'expansionnisme birman et les moyens mis de l'avant par la junte militaire pour récupérer les territoires revendiqués par les groupes minoritaires. En effet, au nom de l'unité politique dans la région, la junte militaire s'attèle à pacifier les territoires ethniques dans un plan s'effectuant en trois moments.

D'abord, il s'agit d'assurer et de maintenir le contrôle sur les territoires considérés comme « blanc », afin de demeurer le seul acteur politique pouvant revendiquer le monopole de la violence légitime. Puis, il s'agit de décimer la rébellion dans les territoires mitoyens, considérés comme « gris ». Ces territoires gris sont à la fois contrôlés par les militaires et les groupes rebelles. Enfin, il s'agit de reprendre en partie le contrôle des territoires sur lesquels l'État n'en a pas. Ces derniers sont généralement les plus reclus, dans les montagnes ornant la frontière thaïlandaise. Pour mener à terme ce projet, l'État emploie la méthode des « 4 cuts » qui consiste en la coupure des quatre sources nécessaires à la poursuite de la guérilla soit 1) nourriture, 2) financement, 3) information et 4) nouvelles recrues. L'État déplace également des bassins de populations minoritaires de façon à exercer un contrôle plus accru, loin des regards des observateurs internationaux.

Ensuite, dans un troisième temps, nous avons analysé les politiques de *birmanisation* de la société au Myanmar qui ont lieu depuis l'indépendance, lesquelles renvoient directement à l'époque monarchique. En effet, avec le déplacement de la capitale, le changement de nom de l'État, la suppression de l'éducation dans les langues des groupes minoritaires du curriculum scolaire, on assiste depuis 1962 à une véritable *birmanisation* de la société. Dans cet état de fait, certains analystes qualifient le nationalisme birman d'exclusif, et plusieurs groupes ethniques revendiquent avec force leur séparation, telle qu'il était convenu dans la constitution de 1948. D'ailleurs, à travers les époques, nous pouvons voir que la définition de la *birmanitude* ou de la *karenitude* a évolué. Aujourd'hui, il existe une maxime stipulant qu'être Birman équivaut à être bouddhiste et vice versa : « *To be Burman is to be Buddhist* », illustrant parfaitement l'origine des clôtures sociales entre Birmans bouddhistes et « autres ».

Enfin, les éléments de continuité entre le régime monarchique et la junte militaire sont nombreux et on peut déceler les motivations antagoniques entre les Birmans d'un côté et les Karens d'un autre dans des griefs antérieurs liés au nationalisme birman qui tire

ses symboles dans la période précoloniale. On peut notamment penser au lendemain de l'indépendance, et à la façon dont les élites politiques y ont organisé le pouvoir. En effet, pour assurer l'équilibre encore fragile du nouvel État indépendant, les Birmans se sont assurés, par exemple, que la langue officielle d'enseignement soit le birman, laissant toutefois la porte entrouverte pour l'enseignement des langues locales de façon extrascolaire. Cependant, les différentes communautés linguistiques ont reproché à l'État central un manque de ressources allouées pour mettre à terme ce projet et une carence flagrante d'autodétermination dans les conditions postindépendance, en plus d'une trop grande valorisation de l'héritage royal dans la mise sur pied de politiques.

Il va sans dire que les griefs linguistiques, ainsi que le manque de ressources allouées aux différentes communautés ethniques au Myanmar parviennent à expliquer des tensions entre ces communautés et le pouvoir central, mais non pas les structures d'opportunités politiques liées à la prise des armes et à l'éclatement de violences intraéta-  
tiques<sup>245</sup>. Ces dernières sont plutôt expliquées à travers la pérennité des conflits opposant ces deux groupes ethniques. C'est dans un effort de compréhension de cette opposition que s'inscrit ce mémoire de recherche en sociologie politique. De fait, faire remonter la chaîne d'explication causale aux épisodes d'expansion monarchique permet de voir les causes profondes qui séparent ces communautés et qui structurent la perpétuation des conflits. Finalement, nous souhaitons établir les raisons expliquant la continuité des violences ethnonationalistes au Myanmar depuis l'indépendance. À la lumière de ce chapitre, il nous est possible d'affirmer qu'une partie de l'explication se situe dans la continuité entre les actions entreprises par le gouvernement birman et celles menées par le régime monarchique où il existait déjà un antagonisme ethnique. Ainsi, l'opposition entre Birmans et Karens perdure et est ancrée dans l'histoire

---

<sup>245</sup> Hendrix, Cullen S., 2010, « Measuring state capacity: Theoretical and empirical implications for the study of civil conflict », *Journal of Peace Research*, Vol. 47, No. 3, pp. 273-285.

lointaine du pays. De fait, pour obtenir une explication complète des violences interethniques au Myanmar, il faut faire appel aux effets combinés de la période monarchique et de la période coloniale.

## CONCLUSION

Depuis mon entrée à la maîtrise en sociologie, nos lectures nous ont amené à me familiariser avec les grands noms de la sociologie politique de la formation des États. Ayant développé un intérêt pour les conditions d'émergences des États-nations et leur continuité avec d'autres modèles d'organisation politique, ce mémoire s'inscrit directement dans le sillon de ces types de recherches. Dans cette logique, nous avons traité ici de la formation de l'ethnicité en tant que processus, des phénomènes violents en liens avec l'émergence de l'État du Myanmar, à travers une chaîne d'explication causale faisant intervenir les différents épisodes critiques de l'histoire du pays : l'époque monarchique, coloniale et post-coloniale.

### **4.1.0. Résumé de l'argument**

Ce mémoire en sociologie vise à rendre compte des causes profondes des violences interethniques au Myanmar, au moyen d'une chaîne d'explications causales sur la longue durée. En effet, nous nous sommes penché sur l'origine des conflits interethniques sur le territoire birman, afin d'être en mesure d'identifier les causes de leur continuité et de leur intensité depuis l'indépendance. Pour ce faire, il nous fallait reconstruire une chaîne d'explications historiques, en identifiant les points de jonctions critiques de l'histoire politique de cet État. Ces points de jonctions sont des moments décisifs de l'histoire de l'État. Ils ont pour effet d'orienter radicalement des décisions politiques et d'influencer des actions gouvernementales futures. On peut alors penser aux guerres expansionnistes de la monarchie birmane, qui ont mené à la domination de cette dernière sur d'autres royaumes des plaines du Myanmar, ainsi qu'à la colonisation des peuples vivant dans les montagnes bordant la frontière est du territoire actuel de l'État, puis éventuellement à l'empiètement du royaume birman sur les provinces de l'est de l'Inde. Tous ces événements sont au cœur de l'histoire politique du Myanmar,

et tracent, à leur façon, les explications entourant les violences interethniques au Myanmar aujourd'hui.

La colonisation du Myanmar, par exemple, est généralement associée dans la littérature à ce point de jonction critique. Ce dernier serait à l'origine des conflits interethniques contemporains, à travers la catégorisation des différentes communautés ethniques du Myanmar en sept grandes familles et l'application de tactiques de type *divide-and-rule* par les autorités impériales. Toutefois, si ce point est un moment marquant dans la formation de groupes antagoniques sur le territoire, notre argument repose sur le fait que l'existence préalable de ces mécanismes de catégorisation est nécessaire pour expliquer la participation des groupes minoritaires à la colonisation du territoire par les Britanniques. En effet, il nous fallait donc chercher plus loin les racines de ces oppositions. Ces racines peuvent être identifiées, comme nous l'avons vu, dès la période monarchique (850-1886)).

Les interactions entre la monarchie birmane et l'Empire britannique sont généralement analysées comme la source de la création des conflits interethniques au Myanmar. Or, lorsqu'on se penche sur les relations qu'entretenaient les monarques birmans avec leurs voisins immédiats, il appert que cette lecture tend à passer sous silence le caractère belliqueux de cette période pré-coloniale. En effet, certains antagonismes datent de cette période. Bien que celle-ci soit évoquée aujourd'hui par les généraux de la *tatmadaw* comme une période exempte de conflit, les données historiques présentent un portrait plus complexe. Cette mobilisation d'un passé idyllique où tous les peuples du Myanmar vivaient pacifiquement, est ainsi motivée par la volonté de préserver l'unité politique du pays, une idée chère à la fois à la *tatmadaw*, et aux monarques birmans du 17<sup>e</sup> siècle. Selon les élites politiques, l'unité aurait été anéantie par le colonialisme britannique, qui aurait divisé les groupes ethniques de façon à consolider sa position politique dans la région. D'ailleurs, les analyses qui portent uniquement sur le rôle du colonialisme britannique ont pour effet de jouer le jeu de la junte militaire au Myanmar.

Il s'agissait dans cette recherche de parvenir à une explication des violences contemporaines qui tienne compte de ces points de jonctions critiques – expansionnisme monarchique, colonisation britannique et indépendance –, tout en gardant à l'esprit qu'il ne s'agit pas de jeter le blâme sur une communauté ethnique ou encore sur le colonialisme britannique pour expliquer les conflits interethniques, mais bien de se saisir des facteurs en jeu dans la continuité de la guerre civile qui divise le Myanmar depuis maintenant près de 70 ans. Dans cette logique, nous avons donc établi un cadre théorique définissant les différents types d'États, à travers la distinction entre l'État-nation et l'État-national – le premier étant le plus souvent associé à un territoire souverain dans lequel les frontières nationales correspondent aux frontières culturelles de la communauté ethnique au pouvoir, tandis que le second est plus souvent associé à des États multiethniques partageant un projet national transcendant les frontières langagières, religieuses et plus largement culturelles<sup>246</sup>. Le cadre théorique élaboré dans le premier chapitre traite aussi des legs impériaux dans la constitution des États-nationaux.

Enfin, il s'agissait également de définir la capacité étatique, à la lumière d'un cadre théorique portant sur la légitimité et la souveraineté. Pour ce faire, l'emploi des ouvrages de Michael Hechter ont principalement servi à questionner ce régime de gouvernance extérieure et la participation des groupes ethniques minoritaires à l'administration coloniale. Dans l'étude de cas du Myanmar, ce cadre théorique permet de se saisir des revendications portées par les différents groupes en oppositions. Ainsi, à travers la distinction entre État-nation et État-national, il est possible d'affirmer que les revendications de la KNU s'intègrent dans un projet de formation d'un État-nation qui semble impossible au sein de l'État national du Myanmar. En effet, puisque les politiques de *birmanisation* de la société menées par le gouvernement central semblent omettre le caractère multinational de l'État, les groupes minoritaires sont poussés à revendiquer avec force leur propre État souverain.

---

<sup>246</sup> Frédéric Guillaume Dufour, 2015, *op. cit.*, p.392.

En bref, ce mémoire de recherche s'inscrit en sociologie historique et politique, et tentait de rendre compte des divisions dans l'État du Myanmar depuis l'indépendance. Ces dernières ont été réactivées après le coup d'État de 1962, orchestré par les généraux de la *tatmadaw*. Pour rendre compte de ces divisions, nous avons retracé l'histoire politique du Myanmar à travers l'angle analytique offert par les études portant sur la formation des États et leur consolidation, en mettant l'accent sur les moments critiques de cette histoire.

La violence est un phénomène complexe à étudier. Pour traiter les épisodes de violences au Myanmar de façon sociologique, il nous fallait enfin établir les structures d'opportunités politiques, les griefs et les revendications portées par les groupes minoritaires au sein de l'État, ainsi que leurs motivations à mener cette lutte. Nous avons traité les épisodes de violences en tant que moyens employés par les groupes en opposition dans l'État, et donc, comme un phénomène à étudier en soi. Il s'agissait ici d'étudier les épisodes de violences au Myanmar depuis l'indépendance en tant que moyens employés par l'État et les groupes rebelles, et non en tant que finalité inévitable et résultat des interactions belliqueuses entre ces différents acteurs.

#### **4.2.0. Problématique à résoudre**

La question de recherche ayant guidé l'ensemble du processus de rédaction de ce mémoire était : *pourquoi des violences ethnonationalistes perdurent-elles au Myanmar depuis l'indépendance et malgré les nombreuses tentatives de réconciliation?* Pour répondre à cette question, nous avons d'abord montré, à travers notre cadre théorique dans le premier chapitre, comment les organisations politiques – l'État-national, les empires, les royaumes – ont modulé historiquement leur rapport à la nation, à la culture et plus largement à l'ethnicité. Dans le deuxième chapitre, nous avons retracé l'émergence des conflits interethniques, en étudiant la période monarchique, où les guerres expansionnistes menées par les monarques birmans ont mené à la domination de ces derniers sur toute les populations du territoire du Myanmar actuel, ainsi qu'aux guerres

de conquêtes britanniques. Dans le troisième chapitre, nous avons enfin examiné comment ces épisodes critiques de l'histoire politique du Myanmar ont participé à la cristallisation des identités politiques antagoniques entre les différentes communautés ethniques et le centre étatique. Sous des apparences d'inclusivité et de rotation des postes de pouvoirs en fonction de l'origine ethnique, de façon à représenter l'ensemble des communautés ethniques du Myanmar, le pouvoir politique est en fait, monopolisé entre les mains des Birmans, et ce, depuis l'indépendance.

De fait, le problème que nous voulions adresser consistait en l'explication de ces violences qui perdurent malgré des accords de cessez-le-feu ratifiés entre l'État et les différents groupes armés. Pour quelles raisons la volonté des groupes minoritaires de se séparer de l'union dix ans après la déclaration d'indépendance, telle qu'enchâssé dans la constitution de 1948, n'a-t-elle pas été respectée par le gouvernement central? Ultimement, ces violences sont structurées en fonction de la continuité entre les politiques menées par le gouvernement birman contemporain et celles que menaient les rois birmans avant la colonisation britannique. Cette continuité entre le régime monarchique et la junte militaire consolide les relations de méfiance entre les communautés ethniques et cette dernière. Cette méfiance peut également être observée entre le gouvernement birman et les communautés ethniques qui ont participé à l'établissement de l'administration britannique au cours du 19<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, la continuité entre la période précoloniale, où il existait des traces d'importants conflits entre les peuples des plaines du Myanmar et ceux des montagnes, se trouve à la racine des problèmes interethniques. Ces conflits ont certes été envenimés par la période coloniale : on peut notamment penser à la mise en place d'un système *divide-and-rule*, à travers l'établissement d'un double régime de domination – directe pour le royaume birman, et ses communautés politiques qui vivaient dans les plaines, et indirecte, pour les communautés ethniques vivant dans les montagnes. Aussi, la reconfiguration des identités ethniques en sept catégories, aura eu pour effet de regrouper des communautés ayant des griefs antérieurs à la colonisation à l'endroit de la majorité

ethnique. Les violences interethniques au Myanmar sont donc la conjugaison de ces deux périodes critiques de l'histoire de l'État, lesquelles ont eu pour effet de générer des antagonismes ethniques irréciliables. Ces deux étapes expliquent donc à quel point ces divisions sont profondément ancrées dans les dynamiques sociales interethniques au Myanmar. L'analyse que nous avons produite des conflits opposant les Karens aux Birmans est généralisable aux autres groupes ethniques au sein de l'État, puisqu'elle repose sur la dichotomie opposant ce groupe minoritaire périphérique à la communauté politique du centre étatique.

#### **4.3.0. Objectifs et méthodes**

L'objectif général derrière ce travail de recherche était de comprendre les causes profondes divisant les communautés ethniques de l'État du Myanmar. Cet objectif peut être examiné en fonction de deux niveaux. En effet, au niveau empirique, nous souhaitons comprendre les problématiques des violences interethniques au Myanmar, en mettant l'accent sur une partie de la littérature qui nous semblait sous-analysée. Au niveau théorique, nous avons aussi pour objectif de nous saisir d'une lacune dans l'étude du cas du Myanmar, et de tenter de la généraliser aux théories entourant les conflits interethniques violents, au moment de la formation des États. Ainsi, nous souhaitons rendre compte des épisodes de violences au Myanmar, et de façon plus générale, montrer comment le colonialisme occupe une place importante dans ce cas, mais ne constitue pas un facteur explicatif suffisant à l'analyse causale. Ainsi, en établissant les causes profondes du conflit karen-birman (chapitre 3), nous avons été en mesure de transposer celles-ci aux causes des conflits interethniques plus globalement dans la région.

Les cadres théoriques dominants employés pour expliquer les violences ethnonationalistes dans les États émergents attribuent généralement une importance extrêmement grande à la présence d'un passé colonial. Chez Wimmer, par exemple, il s'agit d'un des critères les plus importants dans l'explication de vagues de guerres au moment de

la formation des États. La présente recherche, pour sa part, visait à dépasser ces explications incomplètes offertes par la littérature *mainstream*, pour expliquer ce qui se trouve derrière des explications centrées sur le colonialisme. Ainsi, il nous fallait aller voir plus loin dans l'histoire du Myanmar. Pour ce faire, nous avons employé la méthode proposée par Ritter sur la CHA – *comparative historical analysis* – et la notion de *critical juncture* élaborée, principalement, par Dan Slater et Erica Simmons. Nous avons donc effectué au cours de ce travail, les cinq étapes d'une recherche sociohistorique comparative tel que mentionné dans le premier chapitre.

D'abord, après avoir identifié un angle mort dans la littérature traitant du cas du Myanmar en particulier, et dans la littérature traitant des conflits ethnonationalistes à l'indépendance plus généralement, nous avons formulé notre question de recherche. Nous souhaitons ainsi à la fois améliorer la compréhension du cas qui nous intéresse, et contribuer aux analyses en général portant sur les divisions centre-périphérie et mettant trop souvent l'accent sur le rôle, certes incontournables, joués par les administrations coloniales. Ensuite, il nous fallait identifier les données qui étaient pertinentes. Il s'agissait d'établir une liste des lectures incontournables, de façon à créer une périodisation historique qui permettent d'analyser les dessous de notre question de recherche. Puis, une fois identifiées, il fallait collecter les données. À travers une recension des écrits disponibles en français et en anglais portant sur les différentes périodes historiques à l'étude, nous avons dressé cette chaîne explicative dans le deuxième chapitre. Enfin, le troisième chapitre constitue le cœur de la démarche analytique de ce travail de recherche et est l'équivalent de la quatrième étape d'une recherche sociohistorique comparative telle que présentée par Ritter. Il s'agit de l'analyse des données à la lumière d'un cadre théorique et des sources qui nous sont disponibles.

L'emploi de la méthode proposée par Ritter dans le cadre de ce mémoire permet, rappelons-le, d'offrir un guide pratique qui ouvre la porte à des aller-retour productifs, ainsi qu'une organisation efficace du processus de recherche. D'ailleurs, une telle mé-

thodologie m'a également permis de réduire l'abstraction que représente parfois la recherche, en créant mes catégories de lectures. De plus, cette méthode en cinq points permet un repère pour l'écriture du récit historique (*process tracing*). À travers la formulation de la question, l'identification des données pertinentes, la collecte et l'analyse de ces dernières, la méthode de Ritter était donc un outil hors pair pour la rédaction d'un mémoire de maîtrise en sociologie historique.

Finalement, l'adoption d'une méthode de recherche sociohistorique comparative avait pour but de permettre un aller-retour entre le cas empirique et les cadres théoriques existants. Ces aller-retours sont le moment où l'on est à même de produire la comparaison. Bref, l'adoption d'une méthode historique comparative dans l'étude des violences ethnonationalistes post-indépendance au Myanmar correspond à la comparaison entre la périodisation empirique dans le territoire et les cadres théoriques qui visent à expliquer de tels phénomènes. Bien qu'il s'agisse d'une étude de cas (et non d'une comparaison explicite entre plusieurs cas empiriques), la comparaison se comprend ici comme ce va-et-vient entre théories et réalités empiriques.

#### **4.4.0. Limites, recommandations et pistes de recherches**

À la fin de la rédaction de ce mémoire, après avoir nommé nos contributions à l'étude de ce cas, il convient maintenant de noter certaines limites de notre recherche. En effet, ce mémoire s'inscrit dans la lignée des travaux en sociologie historique et emploie une méthode bien particulière qui nécessite la construction d'une chaîne d'explication causale pour identifier les points de jonctions critiques (les moments charnières de l'histoire politique du Myanmar, dans le cas qui nous concerne). Nous couvrirons donc les limites suivantes : la difficulté à isoler les variables, le peu de littérature dressant le portrait de la région et des conflits entre les différents royaumes des plaines du Myanmar, et finalement le barrage de la langue.

D'abord, il faut mentionner que la méthode sociohistorique comparative offre aux chercheurs la possibilité de comparer empirie et théorie. Si ce type de comparaison paraît servir à merveille l'argument de ce travail, il va sans dire que la comparaison entre deux cas empiriques aurait également grandement servi notre argument. En effet, afin d'évaluer le poids causal de la période monarchique et de la période coloniale, avoir accès à deux (ou davantage de) cas empiriques où des conflits violents entre des communautés ethniques subsistent depuis la déclaration d'indépendance d'une administration coloniale, et dont l'une ne possède pas de passé monarchique avec un groupe au pouvoir et dominant sur l'ensemble des communautés ethniques dans la région aurait permis d'isoler la variable colonialisme dans notre équation. En regard de la charge académique associée à une telle comparaison, et de l'unicité du cas des conflits interethniques au Myanmar, il nous était impossible de produire cette dernière dans le cadre de la présente recherche. Une future recherche pourrait portée directement sur une telle comparaison.

La seconde limite que l'on peut noter à travers ce travail de recherche consiste en l'identification de la présence d'autres royaumes dans les plaines du Myanmar pendant la période monarchique. Or, considérant les limites de temps et d'espace, nous n'avons que couvert les relations interethniques entre les groupes minoritaires périphériques et les monarques birmans. Cependant, il existait également des tensions entre les royaumes birmans et le royaume Môn, par exemple. À défaut de vouloir identifier les dynamiques d'expansion et de légitimation des pouvoirs entre des monarques en luttés, nous avons opté pour l'analyse en termes de conflits centre-périphérie et majorité-minorité. Il convient néanmoins de noter qu'il serait possible d'établir des dynamiques similaires entre les deux royaumes tout juste mentionnés.

Enfin, la langue constitue également une limite aux apports empiriques de cette recherche sur les dynamiques conflictuelles entre les communautés ethniques du Myanmar. En effet, la littérature disponible traitant de ce sujet est majoritairement publiée en anglais et très peu en français. Toutefois, les communautés ethniques étudiées ont

pour langue maternelle le birman, le *Sgaw* et le *Pwo*. De fait, il existe, vraisemblablement, une vaste littérature en birman et dans les dialectes des communautés ethniques du Myanmar qui traite de la problématique étudiée dans le cadre de ce mémoire. Cependant, cette littérature, publiée uniquement dans la langue des acteurs du conflit m'était malheureusement indisponible.

#### 4.5.0. Conclusion

En conclusion, ce mémoire de recherche vise à comprendre les dynamiques conflictuelles opposant les communautés ethniques du Myanmar. Ainsi, nous avons éclairé comment ces dynamiques sont profondément ancrées dans l'histoire politique de la région. La durée et l'intensité des violences interethniques post-indépendance sont donc le fruit de méfiances entre les différentes communautés ethniques à l'étude. Cette guerre civile s'inscrit en continuité avec d'autres épisodes de guerres civiles, dans lesquelles les différentes parties ne semblent pas pouvoir se réconcilier dans un futur proche.

La présente étude visait à comprendre les dynamiques institutionnelles au niveau macrosociologique. Toutefois, une future recherche pourrait tenter, à travers une méthode de recherche méso-sociologique, d'interroger les acteurs du conflit sur le terrain, de façon à établir les liens entre la poursuite des combats entre les groupes rebelles et l'État et ce que les acteurs et actrices pensent du conflit. En effet, nous avons établi que les groupes ethniques en luttas ne forment pas des blocs parfaitement unifiés et sont donc des collections d'individus hétérogènes. Les membres de la KNU, par exemple, sont des Karens chrétiens, mais ne représentent pas nécessairement l'ensemble de la population Karen. En effet, le groupe minoritaire Karen serait, en réalité, à plus de 2/3 de confession bouddhiste<sup>247</sup>. À la lumière des résultats de cette recherche, où nous avons démontré l'importance d'une chaîne d'explication causale qui fasse intervenir

---

<sup>247</sup> Mikael Gravers, 1999, *op. cit.*, p.24.

les relations interethniques à l'époque monarchique dans l'explication des violences ethniques, il serait intéressant d'étudier la résistance des groupes minoritaires au quotidien<sup>248</sup>, leurs moyens d'actions ainsi que les conditions nécessaires et favorables pour une potentielle résolution des conflits. Aussi, la poursuite de recherches portant sur des comparaisons entre les politiques menées par des États voisins et celles du Myanmar, ainsi que des études portant sur les conditions nécessaires et favorables de transition de régimes peuvent nous aider à comprendre les dynamiques conflictuelles de l'État et, idéalement, mener à la résolution des conflits centre-périphérie dans cet État.

---

<sup>248</sup> James C. Scott, 1990, *op. cit.*, 251p.

## ANNEXE A

**Tableau 1.0<sup>249</sup> : Groupes minoritaires Karen**

Acronyme	Nom de l'organisation	Militaire/Parlementariste	Cessez-le-feu
DKBA	Democratic Karen Buddhist Army	Militaire	Oui
KNU	Karen National Union	Militaire et Parlementariste	Non
KNDO	Karen National Defense Organization	Militaire	Oui
KNLA	Karen National Liberation Army	Militaire	Non
KPF	Karen Peace Force	Parlementaire	Oui
KCO	Karen Central Organization	Parlementaire	Oui

<sup>249</sup> Inspiré du tableau 1.0 présenté à la page 15 de Ashley South, 2011, *Burma's Longest War : Anatomy of the Karen Conflict*, Transnational Institute Burma Center Netherlands, Amsterdam, 53p.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abraham, Itty, Newman Edward et Meredith L. Weiss (eds.), 2010, *Political Violence in South and Southeast Asia : Critical Perspectives*, New York, United Nations Press, 224p.
- Bartelson. Jens, 2014, *Sovereignty as Symbolic Form: Critical issues in Global Politics*, New York, Routhledge, 126p.
- Benton, Lauren 2010, *A Search for Sovereignty: Law and Geography in European Empires, 1400-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 340p.
- Brubaker, Roger et Frederick Cooper, 2000, *Beyond Identity*, Theory and Society, vol. 29, 47p.
- Brubaker, Roger et David D. Laitin, 1998, *Ethnic and Nationalist Violence*, Annual Review of Sociology, v24 n1, pp.1-19.
- Brubaker, Rogers, 2004, *Ethnicity Without Groups*, Harvard, Harvard University Press, 296p.
- Burbank, Jane et Frederick Cooper, 2010, *Empires in the World History*, Princeton, Princeton University Press, 511p.
- Callahan, Mary P., 2005, *Making Enemies : War and State Building in Burma*, Ithaca, Cornell University Press, 268p.
- Chesman, Nick, Skidmore, Monique et Trevor Wilson (eds.), 2010, *Rulling Myanmar : From Cyclone Nargis to National Elections*, Singapore, Institute of South East Asian Studies, 353p.
- Cockett, Richard, 2015, *Blood, Dreams and Gold : The Changing Face of Burma*, New Heaven, Yale University Press, 275p.
- Collier, Berins et David Collier, 2002, *Shaping the Political Arena : Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton, Princeton University Press, 877p.
- Dantier, Bernard, 2004, *Les « idéaltypes » de Max Weber, leurs constructions et usages dans la recherche sociologique*, 10p.
- Darwin, John, 2009, *The Empire Project, The Rise and Fall of the British World-System 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 800p.
- Darwin, John, 2010, *Nations and Ethnicity\**, Journal of the Association for the Study of Ethnicity and Nationalism, Nations and Nationalism, vol. 16. pp.383-401.

- Della Porta, Donatella (dir.), 2014, *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford, Oxford University Press, 471p.
- De Vries, Hent et Samuel Weber (eds.), 1997, *Violence, Identity and Self-Determination*, Stanford, Stanford University Press, 401p.
- Dittmer, Lowell, 2010, *Burma or Myanmar: The Struggle for National Identity*, New Jersey, World Scientific, 380p.
- Dufour, Frédérick Guillaume, 2015, *La Sociologie Historique : Traditions, Trajectoires et Débats*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 458p.
- Ganesan N. et Kyan Yin Hlaing (ed), 2007, *Myanmar: States, Society, and Ethnicity*, Singapore, Institute of South East Asia Studies, 311p.
- Gayer, Laurent et Christophe Jaffrelot (eds.), 2009, *Armed Militias of south Asia: Fundamentalists, Maoists and Separatists*, New York, Columbia University Press, 276p.
- Gellner, Ernest 1994, *Encounter with Nationalism*, Cambridge, Blackwell, 208p.
- George, Alexander L. et Andrew Bennett, 2005, *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, Cambridge, MIT Press, 353p.
- Giannakos, S.A., *Ethnic Conflict: Religion, Identity, and Politics*, Ohio, Ohio University Press, 253p.
- Ginsberg, Benjamin, 2013, *The Value of Violence*, New-York, Prometheus Books, 222p.
- Goodwin, Jeff, 2001, *No Other Way Out: States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge, Cambridge University Press, 428p.
- Goulbourne, Harry, 1991, *Ethnicity and Nationalism in Post-Imperial Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 271p.
- Gravers, Michael, 2005, *Nationalism as Political Paranoia in Burma : an Essay on the Historical Practice of Power*, Surrey, Curzon, 174p.
- Gyi, Maung Maung, 1983, *Burmese Political Values: The Socio-Political Roots of Authoritarianism*, New-York, Praeger, 274p.
- Hall, John et Siniša Malešević (eds.), 2013, *Nationalism and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 371p.
- Hall, John et Ralph Schroeder, 2005, *An Anatomy of Power : The Social Theory of Michael Mann*, Cambridge, Cambridge University Press, 409p.

- Heath-Kelly, Charlotte, 2013, *Politics of Violence : Militancy, International politics, killing in the name*, New-York, Interventions Routledge, 193p.
- Hechter, Michael, 2015, *Alien Rule*, Cambridge, Cambridge University Press, 186p.
- Hlaing Kyan Yin, Robert H. Taylor et Tin Maung Maung Than (eds.), 2005, *Myanmar : Beyond Politics to Societal Imperatives*, Singapore, Institutes of Southeast Asian Studies, 192p.
- James, Helen, 2005, *Governance and Civil Society in Myanmar, Education, Health, and Environment*, New York, Routledge Curzon Contemporary Southeast Asia Series, 205p.
- Jørgensen, Anders Baltzer. 1997. Forward to *The Karen People of Burma: A Study of anthropology and Ethnology*, by H.I. Marshall, v-xi. Bangkok: White Lotus. [En Ligne] <http://gutenberg.net.au/ebooks08/0800061h.html>
- Laitin, David D., 2007, *Nations, States, and Violence*, Oxford, Oxford University Press, 162p.
- Lange, Matthew, 2012, *Educations in Ethnic Violence : Identity, Educational Bubbles, and Resource Mobilization*, Cambridge, Cambridge University Press, 242p.
- Lange, Matthew et Dietrich Rueshemeyer (eds.), 2005, *States and Development : Historical Antecedents of Stagnation and Advance*, New-York, Palgrave Macmillan, 269p.
- Lieven, Dominic, 2000, *Empire, The Russian Empire and Its Rivals*, Yale, Yale University Press, 486p.
- Linklater, Andrew, 1998, *The Transformation of Political Community*, Cambridge, Cambridge, Polity Press, p263.
- Linell E. Cady and Sheldon W. Simon (eds.), 2007, *Religion and Conflict in South and Southeast Asia : Disrupting Violence*, New York, Routledge, 198p.
- Mahoney, James et Dietrich Rueschemeyer (dir.), 2003, *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 444p.
- Malešević, Siniša, 2006, *Identity as ideology : Understanding Ethnicity and Nationalism*, New-York, Palgrave macmillan, 253p.
- Mann, Michael, 1983, *The Sources of Social Power. Vol. 1. A History of Power from the Beginning to A.D. 1760*, Cambridge, Cambridge University Press, 549p.
- McAdam, Doug, Sidney Tarrow et Charles Tilly, 2004, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 387p.

- McCarty, Stephen, 2006, *The Political Theory of Tyrannies in Singapore and Burma: Aristotle and the Rhetoric of Benevolent Despotism*, Routledge. New-York, Taylor and Francis Group, 285p.
- Mcleod, John, 2007, *The Routledge Companion to Postcolonial Studies*, Londres, Routledge, 252p.
- Michaud, Jean, 2010, *Editorial : Zomia and Beyond*, Journal of Global History, 5, pp.187-214
- Michaud, 2006, *Historical Dictionary of the Peoples of the Southeast Asian Massif*, Toronto, The Scarecrow Press, 357p.
- Myint-U, Thant, 2004, *The Making of Modern Burma*, Cambridge, Cambridge University Press, 284p.
- Myoe, Maung Aung, 2009, *Building the Tatmadaw, Myanmar Armed Forced Since 1948*, Singapore, Institut of Southeast Asians Studies, 254p.
- Proudhon, Pierre-Joseph, 1851, *Idée générale de la Révolution au 19<sup>e</sup> siècle*, éd. Office de publicité, Paris, 350p.
- Rieffel, Lex, 2010, *Myanmar/Burma : Inside Challenges, Outside Interests*, Washington, Brookings Institution Press, 212p.
- Ritter, Daniel, 2014, « Comparative Historical Analysis », dans Donatella Della Porta (dir.), 2014, *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford, Oxford University Press, pp.97-116.
- Rotberg, Robert, I., 1998, *Burma : Prospects for a Democratic Future*, Brookings Institution Press, Washington, 308p.
- Scott, James C., 1990, *Domination and the Art of Resistance: Hidden Transcripts*, Yale, Yale University Press, 251p.
- Scott, James C., 1998, *Seeing Like a State*, Londres, Yale University Press, 445p.
- Scott, James, C. 2009, *The Art of Not Being Governed: An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, Yale, Yale University Press, 442p.
- Scott, James, C., 2013, *Petit Éloge de l'anarchisme*, Montréal, les Éditions LUX, 233p.
- Seekins, Donald M., 2006, *Historical Dictionary of Burma (Myanmar)*, Toronto, The Scarecrow Press, 529p.
- Skidmore, Monique, 2007, *Myanmar : The State, The Community, and The Environment*, Canberra, Australian National University Press, 301p.

- Skidmore, Monique et Trevor Wilson, 2007, *Dictatorship, Disorder and Decline in Myanmar*, Canberra, Australian National University Press, 230p.
- Slater, Dan, 2010, *Ordering Power : Contentious Politicis and Authoritarian Leviathans in Southeast Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 319p.
- Slater, Dan et Erica Simmons, 2010, *Informative Regress : Critical Antecedents in Comparative Politics*, Comparative Political Studies, #43, pp.886-917.
- Slater, Dan et Sofia Fenner, 2011, *State Power and Staying Power : Infrastructural Mechanisms and Authoritarian Durability*, Journal of International Affairs, Vol. 65, No. 1, Inside the Autoritarian State, pp.15-29.
- Smith, Martin, 1991, *Burma: Insurgency and the Politics of Ethnicity*, New Jersey, Zed Books Ltd, 492p.
- South, Ashley, 2008, *Ethnic Politics in Burma : State of Conflict*, New-York, Routledge Contemporary Southeast Asia Series, 277p.
- South, Ashley, 2011, *Burma's Longest War : Anatomy of the Karen Conflict*, Amsterdam, Transnational Institute Burma Center Netherlands, 53p.
- Steinberg, David I., 2006, *Turmoil in Burma : Contested Legitimacies in Myanmar*, Norwalk, Eastbridge Norwalk, 326p.
- Steinberg, David I., 2010, *Burma/Myanmar, What Everyone needs to Know?*, Oxford, Oxford University Press, 216p.
- Sundar, Aparna et Nandini Sundar (eds.), 2014, *Civil Wars in South Asia: State, Sovereignty, Development*, Thousand Oaks, Sage Publications Inc, 273p.
- Thawngmung, Ardeth Maung, 2011, *Beyond Armed Resistance: Ethnonational Politics in Burma (Myanmar)*, Singapore, East-West Center, 67p.
- Taylor, Robert H., 2009, *The State in Myanmar*, Londres, Hurst & Company, 555p.
- Than, TIN Maung Maung, 2007, *State Dominance in Myanmar : The Political Economy of Industrialization*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, 472p.
- Tilly, Charles, 1992, *Coercion, Capital and European States, AD 990-1992*, Blackwell, Cambridge, 271p.
- Tilly, Charles, 1975, *The Formation of National State in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 711p.
- Tracer, Frank N., 1966, *Burma: From Kingdom to Republic*, New York, Frederick A. Praeger, 455p.

- Triandafyllidou, Anna, 2010, *National Identity and the "Other"*, *Ethnic and Racial Studies*, 21:4, pp.593-612.
- Tucker, Shelby, 2001, *Burma: The Curse of Independence*, Londres, Pluto Press, 282p.
- Weber, Max, 1919, *Le Savant et le Politique*, [en ligne] [http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant\\_politique/Le\\_savant\\_et\\_le\\_politique.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant_et_le_politique.pdf)
- Wilson, Trevor, 2006, *Myanmar's Long Road to National Reconciliation*, Singapore, *Asia Pacific Press*, 310p.
- Wimmer A., Richard J. Goldstone, Donald L. Horowitz, Ulrike Joras et Conrad Schetter (eds.), 2004, *Facing Ethnic Conflicts Toward a New Realism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 384p.
- Wimmer, Andreas, 2006, *From Empire to Nation-State: Explaining Wars in the Modern World, 1816-2001*, *American Sociological Review*, 2 2006, V VOL. 71, pp.867-897.
- Wimmer, Andreas, 2013, *Waves of War: Nationalism, State Formation, and Ethnic Exclusion in the Modern World*, Cambridge University Press, Cambridge, 328p.